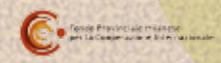
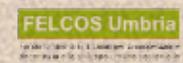


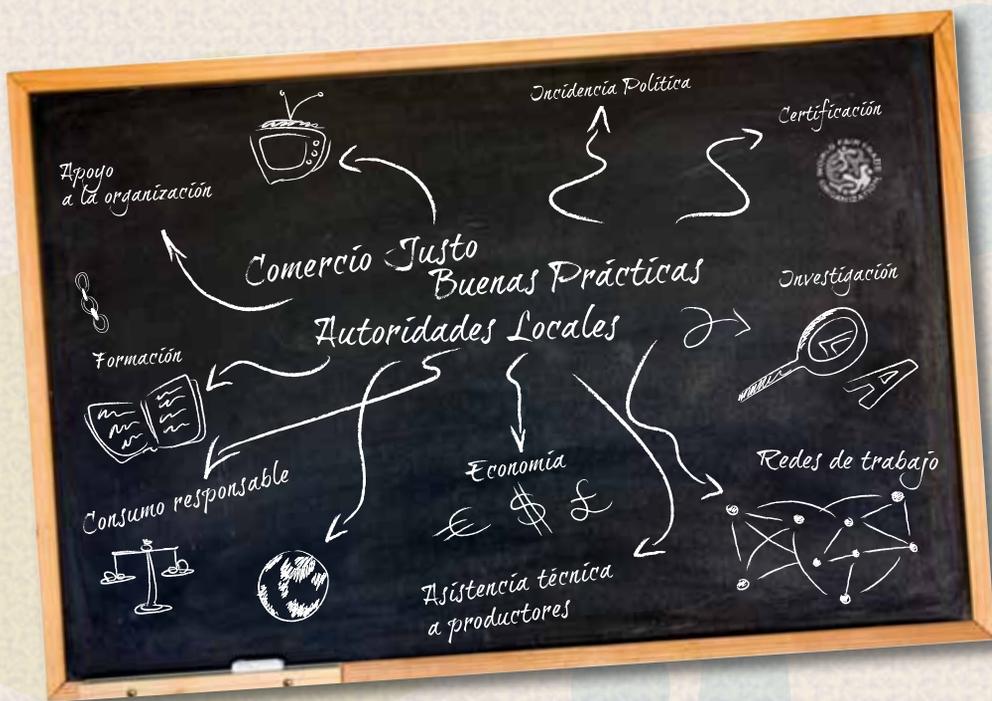
La présente publication a été élaborée avec l'aide de l'Union européenne. Le contenu de la publication relève de la seule responsabilité de projet et ne peut aucunement être considéré comme reflétant le Point de vue de l'Union européenne

Le guide des meilleures pratiques en commerce équitable dans les autorités locales.



Le guide
des
MEILLEURES PRATIQUES
en
Commerce Équitable
dans les
Autorités Locales





Le guide
des
MEILLEURES PRATIQUES
en
Commerce Équitable
dans les
Autorités Locales

Edition :
Siège Européen de l'Organisation Mondiale du Commerce Equitable, WFTO EUROPE
(www.wfto-europe.org)

Fond Andalous des Municipalités pour le Solidarité Internationale, FAMSÍ
(www.andaluciasolidaria.org)

FELCOS Ombrie
(www.felcos.it)

Fondo Provinciale Milanese per la Cooperazione Internazionale
(www.cooperazionemilanese.org)

Vedegylet – Protect the future
(www.vedegylet.hu)

Coordination et relecture :
Siège Européen de l'Organisation Mondiale du Commerce Equitable, WFTO EUROPE
(www.wfto-europe.org)

Création et mise en page :
Efecinco Comunicación & diseño

Impression : Imprenta Luque

Imprimé sur du papier recyclable “Ferigoni Symbol Freelifa White Satin”

Dépôt légal CO-570-2011



LE COMMERCE ÉQUITABLE, UN MOUVEMENT GLOBAL AVEC DES RACINES LOCALES

Après plus de 50 ans d'existence, le commerce équitable est un mouvement global présent partout dans le monde, de la Nouvelle-Zélande au Japon en passant par l'Europe, ainsi qu'en Asie, en Afrique et en Amérique latine. Un tel mouvement mondial a besoin d'être enraciné solidement et de bénéficier d'une communication interne approfondie, afin de maintenir une cohérence parmi ses différentes branches, qui elles cherchent à créer de nouveaux contacts et relations bénéfiques. Qui parle au nom du Commerce Équitable ? Qui vous représente ? Voici les questions que nous posent les medias, les institutions et les consommateurs. Le Commerce Équitable peut être fier de ce qu'il a accompli au cours des dernières décennies. A en effet vu le jour l'Organisation Mondiale du Commerce Équitable (World Fair Trade Organisation, WFTO en anglais), qui fait office de réseau global capable de représenter le Commerce Équitable et de parler en son nom. Le Commerce Équitable à la fois demande et nécessite la confiance des consommateurs et des institutions. C'est pour cette raison qu'une part importante du plan de travail et de l'énergie du WFTO est consacrée à l'élargissement du réseau reliant le Commerce Équitable à toutes sortes d'acteurs politiques, institutionnels et de l'enseignement.

Le Commerce Équitable offre des biens et s'insère dans le monde économique, cependant son but final est le changement social. Il cherche à changer les règles économiques et les comportements sociaux en faveur d'une justice économique, ainsi que d'un modèle de consommation et de production plus durable.

Ainsi, voilà pourquoi notre stratégie n'est pas simplement de vendre des produits, mais aussi d'impacter l'esprit des consommateurs et les politiques institutionnelles. La conclusion est simple et évidente : le Commerce Équitable a une tendance naturelle à former des alliances, trouver des partenaires, et créer des synergies avec d'autres mouvements sociaux...

Notre esprit du "profit zéro" et sa mise en pratique, ainsi que l'impact positif évident du Commerce Équitable dans les zones les plus pauvres du monde – démontré par l'énorme quantité de recherches et enquêtes produites par les medias et des Universités indépendantes - facilite l'élaboration de notre réseau mondial avec des institutions locales et globales.

Après de nombreuses années consacrées à accroître son importance, et à prouver que le Commerce Équitable n'est pas un rêve mais une alternative concrète pour un monde meilleur, ainsi qu'à étendre nos statistiques concernant nos consommateurs, ce n'est pas un hasard si en général, le mouvement du Commerce Équitable et en particulier le WFTO (surtout en Europe), à recherché d'autres façons de nouer de solides liens avec les institutions. Nous recherchons en priorité des institutions proches de la société et des problèmes des gens, et qui sont motivées par la recherche de solutions positives pour améliorer le bien commun.

Si nous dessinions un graphique à partir des statistiques européennes, il serait facile d'y observer que les projets de Commerce Équitable les plus fréquents impliquent également des autorités locales, des municipalités et des institutions. Le projet développé par WFTO Europe en partenariat avec FAMSÍ, "Coalition européenne entre les autorités locales et les organisations de commerce équitables pour accroître leurs impacts économique et institutionnel", montre bien à quel point les choses ont changé positivement depuis 10 ans, période à laquelle il était alors difficile pour les Commerçants Équitables de se faire reconnaître en tant que "bons partenaires".

Ce projet européen découle naturellement de notre volonté commune de consacrer chacune de nos compétences et de nos expériences en faveur du changement social. Ce projet a pour but de communiquer et de développer les meilleures pratiques en faveur d'activités économiques plus positives et plus durables. J'espère que pendant que nous travaillons à la mise en place du contenu et des objectifs du projet, nous travaillons également ensemble à la promotion de nouvelles idées de collaboration entre les institutions, les autorités locales et les mouvements sociaux.

Parfois l'on a l'impression que le monde – même à l'échelle locale – ne changera jamais, et que personne n'a assez de pouvoir pour corriger les problèmes sociaux. Cependant, je pense que cette expérience pourrait être une sorte de modèle que nous devrions étendre et communiquer partout dans le monde à l'avenir, pour montrer combien il est facile et profitable de travailler ensemble quand les objectifs et les rôles sont clairement définis.

En ce sens, il fait partie intégrante de notre rôle de garder à l'esprit, de transporter avec nous et d'inclure dans notre travail quotidien, les voix, les besoins et les espoirs de nos premiers partenaires : les petits producteurs désavantagés, les travailleurs pauvres dont on n'entend la voix, et les milliers d'organisations qui forment la base du Commerce Équitable, mais qui ne sont pas visibles ni audibles dans notre "Premier Monde".

“VERS UNE COORDINATION POLITIQUE ENTRE LES AUTORITÉS LOCALES ET LES ORGANISATIONS DE COMMERCE ÉQUITABLE”

FAMSI, WFTO Europe, le Fond de Coopération Italien, Milanes et Umbro, ainsi que Védegyelet – une institution hongroise, ont lancé le projet européen “Coordination et intégration européenne parmi les gouvernements locaux et les organisations de commerce équitable afin d’augmenter son impact économique et institutionnel”.

Ce projet a pour but de promouvoir une série d’actions de prise de conscience, dont les cibles principales sont les organisations de Commerces Équitables et les autorités locales en Europe, ainsi que les entreprises, les institutions financières et les organisations sociales de toute sorte. L’objectif est de renforcer les synergies et la coopération entre les autorités locales et les organisations de Commerce Équitable, ainsi qu’avec d’autres parties y trouvant un intérêt.

Le résultat de ce projet est le Guide des Bonnes Pratiques en Commerce Équitable pour les Autorités Locales qui est présenté ici.

FAMSI a pour but d’apporter la contribution des professionnels du développement en Andalousie aux pays dit du “Sud”, de soutenir les projets et les programmes qui promeuvent le développement durable dans ces pays, en respectant des critères d’égalité, de coopération mutuelle et de respect pour les cultures et les identités, ainsi que la promotion d’un ordre économique nouveau, plus juste, plus sain et d’un plus grand secours. Et tout cela peut être mis en place à l’échelle des villes et des villages.

Ceci représente, tout comme l’entité associée a ce projet, un modèle complémentaire d’acteurs, de coordinations, à l’échelle des villes et des villages, avec lesquels l’on pourra promouvoir une coopération économique pour le développement, promouvoir ce que nous avons appelé le Développement Humain Durable à l’échelle Locale.

Notre expérience renforce notre conviction que les villages, ou plutôt les gouvernements locaux en général, sont des acteurs très importants dans le développement et la coopération.

Promouvoir le développement humain durable à l’échelle locale veut également dire accorder une plus grande attention à la prise de conscience, l’éducation et la formation des citoyens en termes de consommation responsable.

Les administrations publiques peuvent et doivent promouvoir des normes, des prix et autres stimulation facilitant l’adoption de ce mode de vie.

La promotion se fait en éduquant, en soutenant les initiatives de participation citoyenne qui aident à atteindre les objectifs, en adoptant des normes qui encouragent la consommation responsable, le Commerce Équitable et les achats éthiques.

A travers ce guide, les Autorités Locales et autres acteurs de la coopération et intéressés par le Commerce Équitable en général prétendent disposer de multiples informations qu’ils leurs permettent de connaître ce qui est pratiqué dans d’autres pays et de prendre ces actions comme exemple pour les adapter dans leur propre environnement et situation.

Nous espérons que ce Guide respecte les principes du Commerce Équitable et qu’il soit un nouvel outil pour sa promotion dans les espaces locaux.

Francisco Pulido
Président de FAMSI

1 INTRODUCTION

2 COMMERCE ÉQUITABLE

2.1 Qu'est ce que le Commerce Équitable?

3 ACTEURS DU PROJET

3.1 COMMISSION EUROPÉENNE

3.2 FAMSI

3.3 WFTO EUROPE

3.4 FELCOS UMBRIA

3.5 FOND PROVINCIAL MILANAIS POUR LA COOPÉRATION INTERNATIONALE

3.6 VEDEGYLET – PROTECT THE FUTURE

4 BONNES PRATIQUES DANS LES AUTORITÉS LOCALES

5 COMMERCE ÉQUITABLE DANS LES AUTORITÉS LOCALES

5.1 Objectifs du millénaire

5.2 Accords de Cotonou

5.3 Communication de la Commission Européenne, « Politique cohérente pour le Développement » (2005)

5.4 Résolution du Parlement Européen sur le Commerce Équitable et le Développement (2005)

5.5 Rapport du Parlement Européen sur le Commerce Équitable et le Développement (2006)

5.6 Conclusions du Conseil de Politique de Cohésion pour le Développement de l'Union Européenne (2009)

5.7 Conclusions du Comité Economique et Social Européen à la Commission Européenne (2010)

5.8 Rapport du Comité des Régions, « Contribution au développement durable : le rôle du Commerce Équitable et du Commerce non étatique en lien avec les schémas du développement durable » (2010).

6 PRISE EN COMPTE DE BONNES PRATIQUES DANS LA POLITIQUE DES AUTORITÉS LOCALES

6.1 Soutien au renforcement organisationnel et institutionnel des Organisations de Commerce Équitable

6.2 Réalisation de campagnes de sensibilisation pour le Commerce Équitable et la Consommation Responsable

6.3 Soutien technique et/ou financier aux points de vente

6.4 Assistance technique aux Organisations de producteurs de Commerce Équitable

6.5 Encouragement de la formation et du développement des compétences dans le cadre du Commerce Équitable et des sujets liés à celui-ci

6.6 Formation et savoir-faire du personnel de leur Institution dans le cadre du Commerce Équitable et des sujets liés à celui-ci

6.7 Participation à un réseau de travail encourageant des valeurs et actions du Commerce Équitable

6.8 Soutien de l'incidence politique en faveur d'un système commercial mondial plus juste et solidaire.

6.9 Participation et/ou réalisation d'études et recherches dans le cadre du Commerce Équitable

6.10 Soutien à la promotion et mise en place de systèmes de certification pour le Commerce Équitable

6.11 Partenariats avec le secteur privé

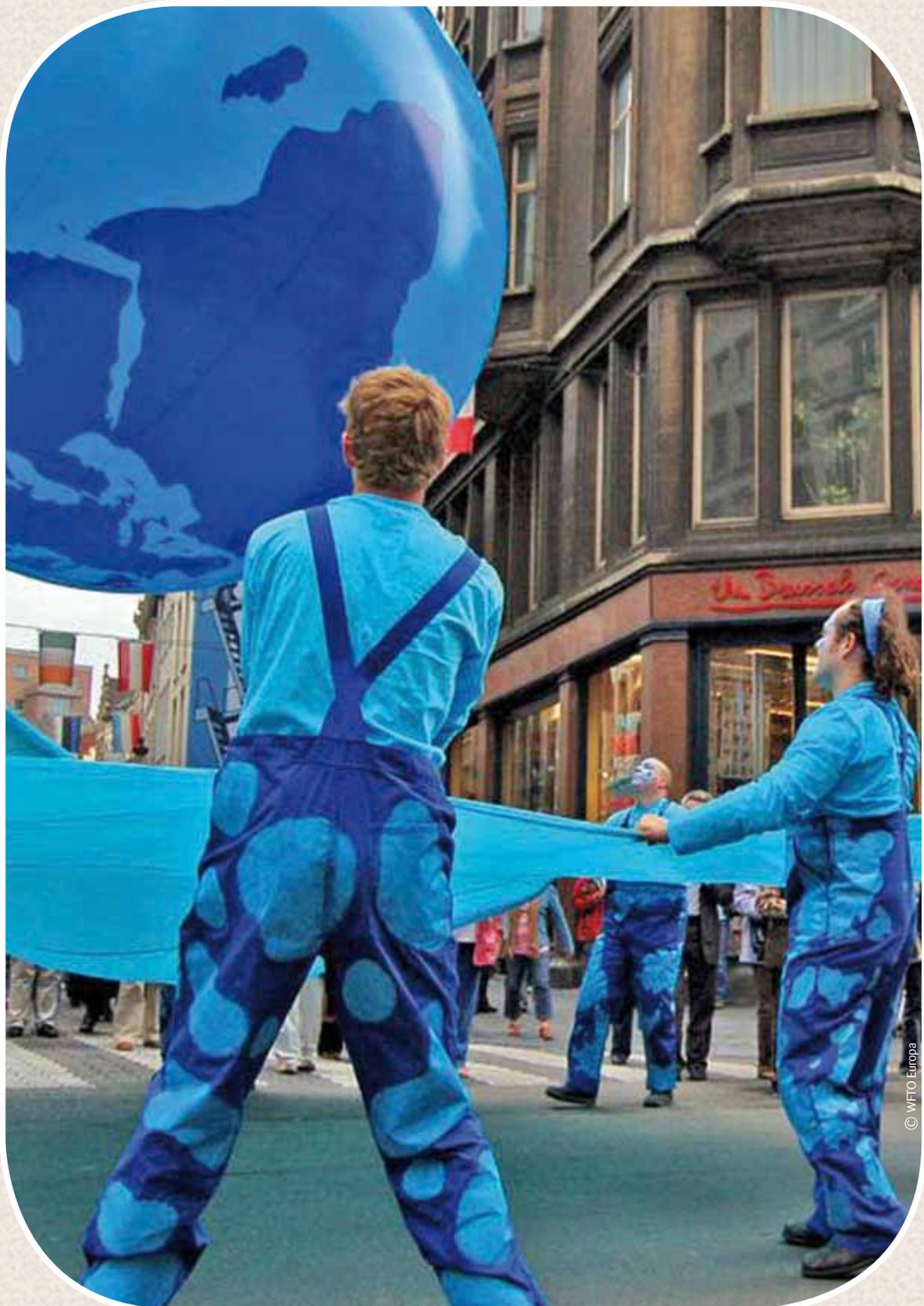
6.12 Engagement d'achats publics éthiques

6.13 Achats publics éthiques

6.14 Actions directes de Commerce Équitable

6.15 Actions locales de promotion du Commerce Équitable

6.16 Actions s'inscrivant dans la thématique : « Villes pour le Commerce Équitable – Fairtrade Towns »



1 INTRODUCTION



« La mondialisation n'est pas synonyme d'uniformisation du monde. Ce qui caractérise la mondialisation c'est, paradoxalement, la rupture de ces liens humains. Les politiques économiques et extérieures des Etats et institutions internationales ne sont pas pensées d'un point de vue d'une justice mondiale mais d'un point de vue de marché, qui profite à une minorité de la population mondiale. Peu de personnes ont un pouvoir de décision. Les Etats et les institutions (locales ou internationales) perdent leur statut de médiateur ou protecteur garantissant la satisfaction des besoins de base. Et ceux qui ont le pouvoir, pratiquement sur 7 milliard de citoyennes et citoyens du monde, misent sur la privatisation de ces liens communs qui permettent de vivre » (Plan de la Paix et de la Solidarité – Mairie de Cordoue, 2010)

Les Objectifs du Millénaire pour le Développement: Eradiquer l'extrême pauvreté et la faim, Promouvoir l'égalité des sexes et la donation de pouvoir aux femmes, Garantir le respect de l'environnement et Encourager un partenariat mondial pour le développement ; tout ceci est abordé directement par le Commerce Equitable, qui est un outil puissant qui soutien les alternatives au commerce international traditionnel, encourage la lutte contre la pauvreté, la réduction des inégalités socio-économiques et le changement climatique.

Dans le cadre du Programme de la Commission Européenne : « Acteurs Non Etatiques et les Autorités Locales dans le Développement », dont le but principal est de réduire la pauvreté dans un contexte de développement durable, en réalisant également les Objectifs du Millénaire pour le Développement et autres objectifs internationaux mis en place. Les Autorités Locales et les Organisations de Commerce Equitable établissent une synergie et un réseau de travail au sein de leurs projets : « Concertation et construction européenne entre les Autorités Locales et les Organisations de Commerce Equitable pour augmenter son impact socio économique et institutionnel » et développent l'étude suivante afin de registrer les bonnes pratiques liées au Commerce Equitable menées principalement par les Autorités Locales européennes.





2

COMMERCE ÉQUITABLE



2.1 QU'EST CE QUE LE COMMERCE ÉQUITABLE ?

« Le Commerce équitable est un partenariat commercial, fondé sur le dialogue, la transparence et le respect, dont l'objectif est de parvenir à une plus grande équité dans le commerce mondial.

Il contribue au développement durable en offrant de meilleures conditions commerciales et en garantissant les droits des producteurs et des travailleurs marginalisés, tout particulièrement au Sud de la planète.

Les organisations du Commerce équitable (soutenues par les consommateurs) s'engagent activement à soutenir les producteurs, à sensibiliser l'opinion et à mener campagne en faveur de changements dans les règles et pratiques du commerce international conventionnel. » (Définition de FINE*)

Le Commerce équitable se base sur 10 principes** (normes internationales qui doivent être impérativement respectées) :

-  Développement communautaire et commercial des petits producteurs
-  Transparence et gestion démocratique
-  Préfinancement, relation commerciale équitable et à long terme
-  Prix juste pour les producteurs
-  Non à l'exploitation des enfants au travail
-  Égalité des sexes
-  Conditions de travail dignes
-  Assistance à des groupes de producteurs marginaux
-  Information et sensibilisation
-  Respect de l'environnement

*Créée en 1998, c'est une association informelle de quatre principaux réseaux de Commerce Équitable : FLO, IFAT (aujourd'hui WFTO), NEWS ! et EFTA.

**WFTO, Fair Trade Principles



3

ACTEURS DU PROJET

3.1 COMMISSION EUROPÉENNE

L'Union Européenne a été créée en vertu du Traité de l'Union Européenne. Aujourd'hui elle est composée de 27 Etats membres. Elle se base sur les Communautés Européennes et sur la coopération des Etats membres dans un environnement de Politique Extérieure et Sécurité Commune et de Justice et de Politique Intérieure. Les cinq institutions principales de l'Union Européenne sont le parlement Européen, le Conseil des Ministres la Commission Européenne, le Tribunal de Justice et la Cour des Comptes. L'Union Européenne est le principal agent de la coopération internationale et de l'aide au développement.

C'est aussi le plus grand donneur mondial d'aide humanitaire. Actuellement, la Communauté Européenne a une responsabilité politique et financière de plus de 11% de l'aide publique à l'échelle mondiale, alors qu'elle n'en avait que 5% en 1985. La finalité primordiale de la politique de développement de la Communauté Européenne est l'éradication de la pauvreté, selon l'accord de novembre 2000. Avec l'objectif d'intensifier les effets de ses activités, la Communauté Européenne oriente son assistance vers ces six secteurs prioritaires : commerce et développement, intégration et coopérations régionales, soutien aux politiques macroéconomiques et accès équitable aux services sociaux, transport, sécurité alimentaire et développement rural durable, et pouvoir institutionnel, bonne gouvernance et Etat de droit. En plus de ces secteurs essentiels, des sujets transversaux sont en train d'être intégrés aux activités liées au développement, au savoir, aux droits humains, à l'égalité des sexes, à l'environnement et à la prévention des conflits.

La Commission Européenne est l'organe exécutif de la Communauté Européenne. Dirigée par 27 commissaires, elle se charge de lancer des propositions législatives et veille au respect des Traités. La Commission se charge également d'administrer et exécuter les politiques communes et les relations commerciales internationales. Ainsi, elle gère l'assistance extérieure de l'Union Européenne.

La Commission Européenne a maintenu une constante relation de coopération avec des agents non étatiques et autres organisations de société civile, ainsi qu'avec les Autorités Locales décentralisées dans le domaine du développement. La lutte contre la pauvreté, le renforcement de l'Etat de Droit et le respect des libertés fondamentales font partis de l'engagement de l'Union Européenne, comme mentionné dans l'Article 177 du Traité de la Communauté Européenne.

Le programme thématique « Agents non Etatiques et Autorités Locales dans le Développement », qui a été présenté en 2007, a comme objectif primordial la diminution de la pauvreté dans un contexte de développement durable, en respectant les Objectifs du Millénaire et autres objectifs adoptés internationalement. Ce programme est « orienté vers les acteurs », et cherche à renforcer le pouvoir des organisations de la société civile et des Autorités Locales qui cherchent à réaliser une société plus juste, ouverte et démocratique grâce au soutien de leurs « propres initiatives ».

3.2 FAMSI

Le Fond Andaloux des Municipalités pour la Solidarité Internationale (FAMSI) est un réseau de gouvernements locaux et autres entités nées en 2000 pour coordonner l'intérêt et les ressources techniques et financières destinées à la coopération internationale pour le développement humain local.

-  Il favorise l'échange des expériences entre l'Andalousie et autres points géographiques mondiaux
-  Il participe à l'élaboration de stratégies autonomes, nationales et internationales de coopération internationale pour le développement.
-  Il met en contact les acteurs de la coopération décentralisée locale andalouse avec ceux d'autres pays du Sud et du Nord, ainsi qu'avec des communautés enclins dans un processus de développement socioéconomique, et qui compte sur le soutien de la coopération internationale.

L'objectif du Fond Andaloux des Municipalités pour la Solidarité Internationale est de promouvoir un monde plus juste depuis la coopération des gouvernements locaux et la solidarité andalouse à travers un processus de coordination, de participation et travail en réseau.

Le travail de FAMSÍ repose sur la conviction que l'atteinte des Objectif du Millénaire pour le Développement, adoptés en 2000 par des représentants de 189 états (Déclaration du Millénaire), est nécessaire. Ils ratifient les conclusions de la Déclaration de Paris pour l'augmentation de l'efficacité de l'aide au développement, révisées en 2008 dans le Programme d'Action d'Accra.

Selon ces principes, la coopération décentralisée andalouse que représente FAMSÍ apporte une coopération internationale qui évite la fragmentation des actions, contrôle strictement les résultats et augmente le niveau de transparence et de reddition de compte appropriés à l'usage des ressources pour le développement.



3.3 WFTO EUROPE

L'Organisation Mondiale du Commerce Equitable est le réseau mondial des organisation de Commerce Equitable qui est présent dans plus de 70 pays. Son objectif est de permettre aux producteurs d'améliorer leurs moyens de vie et ceux de leurs communautés à travers le Commerce Equitable. Cette mission est réalisée en facilitant l'accès aux marchés de ce réseau mondial grâce à des politiques, actions de défense, campagnes, techniques de marché et suivis. WFTO Europe est la structure régionale pour l'Europe du siège mondial de l'Organisation Mondiale du Commerce Equitable, basée à Cordoue en Espagne.

Les activités de WFTO Europe se concentrent autour de trois domaines de travail: (i) Diffusion, sensibilisation et communication sur le Commerce Equitable, le commerce est un outil puissant pour le développement économique et social durable. Ce message est diffusé à travers des campagnes de communication et de sensibilisation des citoyens, l'accent est également mis sur le travail en réseau et la coordination avec les Autorité Locales pour les activités sur des territoires spécifiques. Le meilleur exemple pour illustrer cela est La Journée Mondiale du Commerce Equitable, qui se célèbre tout les ans lors du deuxième samedi du mois de mai avec une thématique concrète qui fait ressortir la société actuelle et son besoin d'un système commercial plus équitable. (ii) Développement d'un marché solidaire. WFTO Europe encourage le développement du marché Commerce Equitable, pour aider à accroître les opportunités des petits producteurs marginaux, en les mettant en contact avec des organisations et en encourageant l'apprentissage mutuel. ET (iii) Afin de contribuer à l'augmentation de la confiance publique concernant les organisations de Commerce Equitable, un système de contrôle a été mis en place à travers l'auto-évaluation, la visite de partenaires commerciaux et des audits externes des organisations qui sont membres de la WFTO.



A ce jour, en Europe, notre organisation compte plus de 40 organisations et réseau associés, l'ensemble se compose d'organisations de Commerce Equitable, de réseaux et d'associés.

Ses objectifs sont :

- Rendre accessible le Commerce Equitable à la citoyenneté, les Autorités Locales, les administrations de gouvernements et les entreprises, aussi bien au niveau local qu'europpéen
- Etre une association légale qui représente le mouvement du Commerce Equitable en Europe ;
- Etre guidée par l'esprit de dialogue avec d'autres organisations et institutions européennes qui travaillent avec le Commerce Equitable (par exemple FLO),
- Faire partie intégrante de WFTO Monde, avec tous ses membres européens en formant une organisation soudée et de plus en plus professionnelle.

3.4 FELCOS UMBRIA

FELCOS Umbria est une association à but non lucratif constituée des Autorités Locales avec la participation et la collaboration des acteurs locaux publics, privés et d'association en fonction de la création d'un réseau territorial pour la promotion et la pratique de la coopération décentralisée et du développement humain durable, elle développe ses actions depuis la région de Ombrie en Italie.

L'Association est née avec l'objectif de promouvoir le développement humain durable, aussi bien au niveau local qu'international, et pratiquer la coopération décentralisée comme instrument efficace pour soutenir les processus de développement et créer des relations associatives entre les territoires et les acteurs homologues du Sud et du Nord, dans le but commun d'assurer le développement humain.

FELCOS Umbria se présente comme un cadre de référence méthodologique et coopératif, un instrument capable de promouvoir, favoriser et coordonner le rôle et les actions des Entités Locales et les sujets locaux. L'association se présente également comme agent actif de la coopération décentralisée et du développement humain. Elle se propose de coordonner simultanément ses propres actions avec les acteurs et organismes nationaux et internationaux, avec le Système et les initiatives de coopération des Nations Unies et avec le réseau mondial des associations pour le développement.

L'Association, se propose également de développer son activité en fournissant une complémentarité avec les institutions régionales, en créant un réseau territorial capable d'exprimer une méthodologie, une programmation et une intégration qui puisse faciliter l'articulation et la synergie entre la coopération décentralisée et les initiatives régionales de coopération internationale.

Ses objectifs sont: Promouvoir et pratiquer la Coopération Décentralisée en Développement Humain, promouvoir et contribuer au développement humain durable dans un environnement local approprié, promouvoir la culture et les thématiques du développement humain durable, de la justice, de la paix, de la solidarité et de la coopération.

3.5 FOND PROVINCIAL MILANAIS POUR LA COOPÉRATION INTERNATIONALE

Le Fond Provincial Milanais pour la Coopération Internationale est un instrument d'innovation de la coopération internationale et décentralisée qui, en son sens le plus profond, recherche un processus partagé de confrontation commune, basé sur le dialogue et les échanges, comme instruments efficaces de construction de sociétés plus pacifiques et justes.

Son objectif est d'élaborer des actions de solidarité intégrales, qui dépassent la vision traditionnelle qui présente la coopération au développement comme un simple mécanisme de redistribution de contributions financières et technologiques, qui encourage souvent l'exportation de modèles culturels, sociaux, économiques néocoloniaux du Nord vers le Sud. Et parfois même sont exportés vers le Sud des modèles d'assistance qui n'ont pas le pouvoir de créer des opportunités d'émancipation des peuples, ni de contribution à la résolution des causes de pauvreté et de dépendance.

Le Fond Provincial Milanais pour la Coopération Internationale s'inspire d'expériences avancées menées par des Fonds espagnols. La province de Milan, à travers un parcours de participation, encourage activement les critères au niveau local et national, en prenant en compte les énormes richesses des initiatives et campagnes de sensibilisation exprimées par les Autorités Locales mais aussi par les organisations de la société civile sur le territoire, et tout cela pour générer un réel changement.

C'est une association à but non lucratif composée de 28 Autorités Locales qui encouragent la participation et le partage, la coopération décentralisée, la solidarité internationale, la lutte contre la pauvreté, l'exclusion sociale et la détérioration de l'environnement ainsi que la coopération décentralisée comme instrument de paix. Ses objectifs principaux sont mettre en contact, promouvoir, collaborer et sensibiliser les Autorités Locales intéressées par la solidarité internationale dans un environnement auto-coordonné, ou l'on peut recevoir un soutien technique, informatif, organisationnel et interrelationnel.

3.6 VEDEGYLET – PROTECT THE FUTURE

VEDEGYLET – Protect The Future (PTF), a commencé son activité dans le domaine du Commerce Equitable au début de l'année 2005, lorsque le festival ÖKOFESZT de Protect The Future avait comme slogan « Un autre monde est possible », introduisant alors la possibilité d'un commerce alternatif. Vedegylet PTF a publié son premier document informatif pour présenter cette thématique à la population hongroise. Afin de rendre plus populaire cette initiative, une cafétéria ambulante a commencé à servir du thé et du café issus du Commerce Equitable pour montrer à la population la qualité de ces produits. Cette cafétéria ambulante s'est rendue aux festivals musicaux d'été les plus importants du pays. Les résultats récoltés ont été que : dans 2 festivals (celui de Hegyalja-Tokaj et de SZIN-Szeged), tout le café offert aux visiteurs été issus du Commerce Equitable. Le segment cible auquel Vedegylet PTF s'adresse sont des personnes ayant un âge moyen entre 14 et 35 ans, qui ont une activité principale d'éducation et de sensibilisation pendant l'année scolaire dans les lycées et collèges (y compris dans les écoles primaires). Pour cela, Vedegylet PTF a élaboré des documents tels que des flyers pour cet ensemble d'étudiants.

Afin de garantir sa base financière et les actions de sensibilisation qu'elle mène concernant le Commerce Equitable, Vedegylet PTF participe à des sessions publiques. La majeure partie du soutien financier qu'il reçoit sont européens mais aussi hongrois. Le livre « The No Nonsense Guide » pour le Commerce Equitable a été traduit et publié en hongrois (en 2000 exemplaires). PTF est pionné dans la création de réseaux nationaux et est membre d'une association avec d'autres ONG : Alliance Hongroise de Commerce Equitable. Il travaille avec des organisations non gouvernementales à Budapest et dans toute la Hongrie il soutient la reconnaissance du Commerce Equitable. Il encourage la participation des organisations qui travaillent au niveau local (environnement, protection de la nature, aspects sociaux...) et crée des petits centres de Commerce Equitable. Vedegylet PTF renforce son travail à travers l'échange d'informations et des possibilités de formation régulières.

Vedegylet PTF reconnaît l'importance d'être une organisation active dans le mouvement international du Commerce Equitable ; en participant à des événements européens et internationaux, il augmente sa capacité à être connu parmi les acteurs les plus importants de ce mouvement. La coopération entre les Etats membres de l'UE, qu'ils soient membres récents ou de longue date, a commencé grâce à la participation dans de nombreux projets encouragés par la Commission Européenne, Vedegylet PTF a participé dans la réalisation de certains de ces projets.



© Vicente Ruiz





© Vicente Ruíz

BONNES PRATIQUES DANS LES AUTORITÉS LOCALES

On entend par Bonne Pratique « toute action ou expérience, impulsée par l'administration locale, basée sur un projet et une planification antérieure, qui répond à une problématique de manière innovatrice et satisfaisante. (Fundació Carles Pi i Sunyer, 2003)

Une autre définition indique qu'une Bonne Pratique est une illustration d'une bonne action, qui établit des activités séquentielles que les personnes qui veulent entreprendre cette initiative doivent suivre dans un contexte déterminé. De plus, cette initiative doit être capable de venir à bout des problèmes devant être résolus en atteignant des résultats positifs. Cette initiative doit être appliquée à d'autres domaines dans la mesure du possible. (Observatorio para la Mejora de Servicios Públicos, 2008)

Selon ces définitions, nous serions en train de parler d'une expérience pratique et appliquée, avec une possibilité de contraste, analyse et évaluation, et non d'une réflexion théorique ou d'un programme d'action. Il est important de définir quels sont les éléments qui découlent ou inhérents à une « Bonne Pratique » et par conséquent, une bonne pratique serait celle qui comprend la plus grande proportion des caractéristiques suivantes : innovation, efficacité, ratification, reproductibilité, faisabilité, conséquences positives, planification, identification des barrières, leadership social solide, responsabilités définies, système d'évaluation, implication de la citoyenneté et reconnaissance du secteur. (Observatorio Internacional de la Democracia Participativa, 2006).



© Pekerti



5 COMMERCE ÉQUITABLE DANS LES AUTORITÉS LOCALES

COMMERCE ÉQUITABLE DANS LES AUTORITÉS LOCALES

Ces dernières années, les administrations publiques prennent de plus en plus conscience de leur rôle d'agents actifs du développement humain durable, et beaucoup d'entre elles cherchent à contribuer au développement des peuples à travers leurs départements de coopération au développement. Elles se préoccupent aussi des conséquences de leurs actions sur d'autres parties de la planète, et la citoyenneté leur demande une plus grande responsabilité et transparence dans leurs actions de jour en jour. Le Commerce Équitable peut être un outil de travail et un critère de valorisation de ces départements.

Les Autorité Locales doivent être des exemples et servir de modèles pour les citoyens, mais aussi elles doivent stimuler les agents producteurs grâce à une demande de biens et de services de plus en plus exigeante d'un point de vue éthique, social et environnemental, encourageant ainsi la production et l'expansion des produits issus du Commerce Équitable et la demande de ces biens. D'autre part, la présence du Commerce Équitable dans les politiques et dans les bases des sessions publiques annuelles de coopération au développement permettra le développement et la promotion de ce type de marché. Ainsi, ce n'est pas seulement le progrès social et économique des pays producteurs en voie de développement, qui rencontrent un réel désavantage pour pénétrer les marchés internationaux, qui sera encouragé mais aussi le développement durable et la réduction de la pauvreté. Les productrices et producteurs, avec leur famille et communauté, pourront alors obtenir un salaire juste et auront une vie plus digne. (EMAUS, BAKEAZ, SETEM, 2006).

Le Commerce Équitable et sa présence dans les Administrations publiques, dans ce cas d'étude dans les Autorités Locales comme acteur de développement, est protégé par des politiques d'action dans une série d'antécédents politiques, accords, prononcés et dossiers d'entité internationales, souvent même supranationales, dont on peut citer les exemples ci-dessous :

- Résolution du parlement européen de 1991 « la consommation de café comme un moyen de soutien actif aux petits producteurs et productrices de café du Tiers Monde et l'introduction de ce café dans les institutions européennes. »
- Résolution du Parlement Européen de 1994 sur la « Promotion de la Justice et solidarité dans le commerce Nord et Sud »
- Opinion du Comité Economique et Social sur « le mouvement de la marque Commerce Équitable » (1996)
- Résolution du Parlement Européen de 1997 concernant le secteur bananier
- « Résolution sur le commerce Équitable » du Parlement Européen (1998)
- « Communication de la Commission Européenne au Conseil du Commerce Équitable » (1999)
- Objectif du Millénaire pour le Développement (2000)
- « Accord Cotonou » (2000)
- Communication de la Commission, « Politique Cohérente pour le Développement » (2005)
- Résolution du Parlement Européen sur le Commerce Équitable et le Développement (2005)
- Rapport du Parlement Européen sur le Commerce Équitable et de Développement (2006)
- Conclusions du conseil de Politique de Cohésion pour le Développement de l'union Européenne (2009)
- Conclusion du Comité Economique et Social Européen à la Commission Européenne (2010)
- Rapport du Comité des Régions, « Contribution au Développement Durable : Le rôle du Commerce Équitable et du Commerce Non Etatique lié au modèle de développement durable. » (2010)

Certains de ces points sont développés ci-dessous:

5.1 OBJECTIF DU MILLÉNAIRE POUR LE DÉVELOPPEMENT

En 2000, 189 états ont approuvé la Déclaration du Millénaire, dans laquelle les défis les plus importants du monde ont été fixés. 8 objectifs obligatoires ont été désignés comme prioritaires, et doivent être accomplis avant 2015. Ces 8 objectifs sont les suivants : (i) Réduire l'extrême pauvreté et la faim (ii) Assurer l'éducation primaire pour tous, (iii) Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, (iv) Réduire du taux de mortalité infantile, (v) Améliorer de la santé maternelle, (vi) Combattre le SIDA/ VIH, le paludisme et d'autres maladies, (vii) Préserver l'environnement et (viii) Mettre en place un partenariat pour le développement.

Les objectifs de réduction de l'extrême pauvreté et de la faim, de l'égalité des sexes, de garantir la protection de l'environnement et d'encourager un partenariat mondial pour le développement, a des influences directes sur la sphère du Commerce Equitable. Cependant, à long terme, la mise en place d'un système plus large de Commerce Equitable va contribuer à la réalisation de tous ces objectifs.

Le Commerce Equitable contribue à la réalisation des objectifs du millénaire à travers la création de structures commerciales plus justes et ainsi assure un cadre économique qui rend possible une vie plus digne. Grâce à l'amélioration de la rémunération, d'avantages de possibilités sont ouvertes aux producteurs pour assurer l'éducation de leurs enfants. Souvent, les bénéfices peuvent être utilisés pour construire des écoles ou pour l'achat de matériel scolaire. Concernant l'égalité des sexes, le Commerce Equitable contribue à travers ses principes à assurer la réduction de la discrimination des femmes. Le Commerce Equitable est une pratique qui assure la protection de l'environnement à travers le respect de la nature, car souvent les producteurs ont des cultures bios.

5.2 ACCORD DE COTONOU

L'Accord de Cotonou est un accord d'association entre l'Union Européenne et les états des Caraïbes, Afrique et Pacifique (ACP, 77 états) qui a été signé le 23/06/2000 à Cotonou, au Bénin. L'Accord a pour objectif promouvoir et accélérer le développement économique, social et culturel des pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP), contribuer à la paix et la sécurité et encourager un environnement politique stable et démocratique. Dans ce cadre général, des objectifs plus précis ont été établis et ont été divisés en 5 piliers principaux:

1. Le renforcement de la dimension politique des relations parmi les Etats ACP et l'UE : L'Union Européenne exige aux états de l'ACP d'établir des normes démocratiques et de droits humains. De plus, elles abordent entre autres les thèmes du narcotrafic, discrimination ethnique ou religieuse ou d'émigration. Le principe de « bonne gouvernance » est très important, elle est définie comme l'usage responsable, transparent et efficace des ressources du pays afin d'en assurer le développement,
2. Stratégie de développement et lutte contre la pauvreté : la diminution de la pauvreté est l'objectif principal des stratégies de coopération de l'accord. Cette stratégie se concentre sur les objectifs de développement économique, développement social et humain, et l'accent est aussi mis sur l'intégration régionale.
3. Promouvoir les méthodes participatives : Animation et intégration des acteurs non étatiques comme la société civile, le secteur privé, les ONG...
4. Arriver à une réforme des conditions de coopération économiques et commerciales selon les règlements de l'Organisation Mondiale du Commerce.
5. Rénover la coopération financière.

L'article 23 sur le développement du secteur économique indique que la coopération devrait soutenir la politique de développement durable, les réformes des institutions et les investissements nécessaires pour fournir un accès équitable aux ressources économiques et productives. Le paragraphe g) Soutien au Commerce Equitable comme un des objectifs de développement fait particulièrement référence au Commerce Equitable. Un autre aspect important en relation avec les bonnes pratiques dans les Autorités Locales figure dans le point 3 sur le soutien aux méthodes de participation. On constate l'importance d'animer la participation de la société civile, qui dans le cas des bonnes pratiques, signifie également la participation de la citoyenneté sur leurs territoires.



5.3 COMMUNICATION DE LA COMMISSION EUROPÉENNE, POLITIQUE COHÉRENTE POUR LE DÉVELOPPEMENT (2005)

En 2005, l'UE a approuvé la stratégie « Politique cohérente pour le Développement » qui cherche à assurer que tous les champs de la politique de l'UE qui ont une relation avec les pays en voie de développement, tiennent compte des objectifs de coopération au développement et que chacune de ces politiques respectent les objectifs. L'UE donne la priorité à la cohérence de sa politique de développement pour atteindre les Objectifs du Millénaire pour le Développement. De plus, l'UE prend conscience que pour le développement, l'aide financière n'est pas suffisante et définit une stratégie composée de 12 points prioritaires pour rendre efficace et accomplir les Objectifs du Millénaire pour le Développement. Ainsi la Commission Européenne a publié le communiqué pour améliorer l'impact de la coopération au développement et définir un cadre pour que les politiques élaborées soient conformes aux objectifs de développement et de réduction de la pauvreté.

Les domaines prioritaires suivants ont été cités dans le document: Commerce, Environnement, Changement Climatique, Sécurité, Agriculture, Pêche, Dimension Sociale de la Mondialisation, Promotion de l'Emploi et du Travail Digne, Migrations, Recherche et Développement, Société de l'Information, Transport et Energie. Beaucoup de domaines de ce communiqué sont liés au Commerce Equitable et à ses principes fondamentaux comme outil de solidarité pour le développement.



5.4 RÉOLUTION DU PARLEMENT EUROPÉEN SUR LE COMMERCE ÉQUITABLE ET LE DÉVELOPPEMENT (2005)

La Résolution du Parlement Européen a confirmé que la promotion du Commerce Equitable est très importante dans la politique de l'UE parce que le Commerce Equitable est considéré comme un outil pour atteindre un développement durable, en améliorant des standards sociaux, l'environnement, les objectifs et engagements envers le développement. Le Parlement Européen établit différents aspects de ce secteur:

1. Principes, critères, standards et effets du Commerce Equitable : C'est tout d'abord une mesure pour encourager le développement durable, c'est ensuite, grâce aux principes du Commerce Equitable, un moyen d'améliorer les standards sociaux et environnementaux dans les pays producteurs et de promouvoir la production et commercialisation sous des critères qui veillent au respect des principes sociaux, écologiques et de développement durable. Le Parlement Européen, à travers cette résolution, exige l'approbation de critères de base du Commerce Equitable et la définition commune de celui-ci, comme moyen de protéger le Commerce Equitable face aux abus et contre mécanismes de production qui ne respectent pas les standards et principes de base. Les critères les plus importants requis par le Parlement sont les suivants : (i) Achat direct, (ii) Prix juste, (iii) Elimination de toute forme de monopole à l'achat et à la vente, (iv) transparence du prix, (v) Relations constantes à long terme, (vi) Conditions de travail conformes aux critères de l'Organisation Internationale du Travail, (vii) Egalité des sexes, (viii) Lutte qu'on l'exploitation infantile, (ix) Protection de l'environnement, (x) Respect des droits humains (particulièrement pour les femmes et les enfants), (xi) Soutien des méthodes de production traditionnelles, (xii) Soutien d'un développement autochtone et autonome. De plus, le Commerce Equitable nécessite des mécanismes de contrôle transparents et indépendants pour augmenter la confiance des consommateurs, un label Commerce Equitable est dès lors en cours de discussion.

2. Environnement politique et commercial au sein de l'UE : le parlement pense que la mise en place institutionnelle du Commerce Equitable devrait être encouragée et qu'il devrait également être compris dans une politique de cohésion comme dans la politique agricole ou de commerce. L'objectif à long terme serait la mise en place d'un système de commerce plus juste dans lequel le Commerce Equitable devrait servir de modèle. La Commission Européenne requiert une politique concrète sur l'environnement du Commerce Equitable comme instrument de développement dans la politique extérieure de l'UE. De plus, le Commerce Equitable doit être considéré comme un instrument de développement dans le cadre d'un nouvel accord avec les états de l'ACP et autres accords de coopération avec les pays d'Amérique Latine. Concernant les négociations au sein de l'Organisation Mondiale du Commerce, l'intégration du Commerce Equitable et la formulation des mécanismes de réduction des tarifs douaniers dans les accords de commerce et de coopérations futurs sont requis.

3. Soutien à la coopération au développement et à l'éducation sur le Commerce Equitable : le parlement Européen considère la nécessité de soutenir les organisations du Sud dans différents domaines. L'appui de l'UE devrait se concentrer sur la coopération au développement dans les pays du Sud mais aussi elle devrait apporter son aide à des projets et ONG qui ne sont pas aidés conventionnellement dans le secteur. Les mesures financières devraient être employées de la manière suivante : d'abord dans les pays en voie de développement dans certains domaines et ensuite au sein même de l'UE pour encourager la commercialisation et l'accès pour les populations marginales. En ce qui concerne la sensibilisation sur le Commerce Equitable, les pays membres devraient encourager la formation sur le Commerce Equitable dans les écoles. Concernant la citoyenneté, le Commerce Equitable représente un outil efficace pour augmenter la conscience de la citoyenneté et tous ses segments dans un contexte Nord-Sud.

5.5 RAPPORT DU PARLEMENT EUROPÉEN SUR LE COMMERCE EQUITABLE ET DURABLE (2006)

En 2006, le Parlement Européen a publié un rapport sur le Commerce Equitable et le Développement incluant la résolution de 2005 et une justification sur la nécessité d'introduire le Commerce Equitable dans la politique européenne. L'annexe 1 du rapport traite des canaux de distribution des produits issus du Commerce Equitable, des modèles de certification existants et indique une définition du Commerce Equitable. Dans l'annexe 2, les thèmes de l'impact du Commerce Equitable sont abordés et l'annexe 3 raconte l'histoire du Commerce Equitable. A la fin, la proposition est faite sur la création d'une Commission pour le Commerce International qui aurait pour objectif la mise en place d'un système politique de Commerce Equitable dans l'union Européenne.

Le Parlement Européen indique dans l'article 177 du Traité CE que la politique de développement de l'UE doit considérer et encourager les points suivants : « le développement économique et social durable des pays en développement et particulièrement des plus désavantagés ; l'insertion harmonieuse et progressive des pays en développement dans l'économie mondiale ; la lutte contre la pauvreté ». En vue des différents aspects positifs inhérents au Commerce Equitable cités dans la résolution de 2005, le Parlement considère que le Commerce Equitable est un outil approprié pour atteindre un développement durable et réduire la pauvreté mondiale. Aussi, l'article indique qu'un cadre politique européen pour le Commerce Equitable serait très important pour atteindre les Objectifs du Millénaire.

L'engagement juridique pour agir dans l'environnement du Commerce Equitable se base sur les accords de Cotonou qui, cependant, ne respectent par tout ce qui est nécessaire et qui, donc, nécessitent un approfondissement de certains aspects. De plus, un cadre politique européen est recommandé pour qu'il y ait une référence juridique pour tous les états membres et ainsi éliminer les restrictions qui empêchent le développement du commerce Equitable.

Enfin, le Parlement Européen expose que l'introduction d'une justification juridique du système de Commerce Equitable et d'un label de Commerce Equitable sera nécessaire pour éloigner toute possibilité d'abus des entreprises, ce qui pourrait générer des confusions et des méfiances de la part des consommateurs. C'est pour cela qu'un cadre politique européen est d'une importance vitale.

5.6 Conclusions du Conseil de Politique de Cohésion pour le Développement de l'Union Européenne (2009)

En 2009, le Conseil a publié ses conclusions sur la Politique de Cohésion pour le Développement. Celui-ci souligne l'importance de cette politique et se réfère particulièrement à la crise financière qui affecte gravement les pays en voie de développement. De plus, les avancements de ces dernières années dans la mise en place de la politique de cohésion et ces effets sur le Commission Européenne sont largement exposés. Cependant, ces conclusions exigent des états membres et de la Commission, une amélioration de leurs actions, la mise en place de mesures pour améliorer la conscience à l'échelle nationale et le renforcement de la société civile.

Le Conseil a créé un programme pour la Politique de Cohésion pour le Développement entre 2010 et 2013, dans lequel 5 domaines prioritaires ont été fixés : commerce et finances, changement climatique, sécurité alimentaire, migrations et sécurité. On fait référence au Commerce Equitable comme une partie intégrante du Commerce et Finance. Le Commerce Equitable est vu comme un outil pour encourager le développement durable. On peut aussi faire référence à un autre document publié en mai 2009 : 'Contribution au développement durable : le rôle du Commerce Equitable et du Commerce non étatique lié au schéma de développement durable », qui traite de l'application des critères de développement durable et des considérations sur les politiques actuelles. En particulier, il traite des contributions du Commerce Equitable au développement durable, la relation de « private trade-related sustainability assurance schemes and the WTO », les achats publics et le soutien de l'Union Européenne. A la fin de ce document des conclusions sur le rôle des Autorités Locales et autres opérateurs du Commerce Equitable son émises.

Le Conseil pense que la contribution du Commerce Equitable au développement durable se base sur des principes devant maximiser l'impact des « private trade-related sustainability assurance schemes ». Concrètement ces principes sont :

1. Le maintien de l'essence non gouvernementale des systèmes privés de l'UE ;
2. L'exploration des possibles synergies privées et ainsi atteindre un panorama plus transparents pour les consommateurs et les producteurs ;
3. Créer une compréhension commune des exigences opératives fondamentales et raisonnables ;
4. Etablir les faits objectifs sur les effets relatifs de différents systèmes privés qui garantissent la durabilité commerciale.

La Commission observe les relations entre les objectifs des concepts de développement durable des différents systèmes de certification, et les objectifs de la politique commerciale de l'Organisation Mondiale du Commerce et de l'UE, pour atteindre la croissance économique dans les pays en voie de développement. C'est pour cela que l'on considère que le Commerce Equitable est un complément dans les processus de libéralisation du commerce.

Au niveau de l'achat public, la Commission reconnaît le rôle clé des Autorités Locales ; on envisage la possibilité d'engagements dans le Commerce Equitable et de renforcement du développement durable. Pour cela, la mise à disposition de guides décrivant l'achat public durable est exigé.

Les conclusions du Conseil soulignent l'importance du Commerce Equitable dans la mise en place d'un développement durable et exigent la promotion de celui-ci. Des références importantes sur les pratiques des Autorités Locales dans la sphère du Commerce Equitable sont également faites. Le Conseil pense que les Autorités Locales ont un rôle important dans l'achat public et peuvent contribuer au développement durable grâce à la prise en compte des principes de Commerce Equitable dans leurs actions. Pour cela, le Conseil suggère que les autorités publiques devraient compter sur le soutien des guides sur l'achat public et l'achat de produits issus du Commerce Equitable.



5.7 Conclusion du Comité Economique et Social Européen de la Commission Européenne (2010)

En 2010, le Comité Economique et Social Européen a approuvé et publié son rapport sur la Contribution au développement durable : le rôle du Commerce Equitable et du Commerce non étatique lié aux schémas de développement durable » qui a été approuvé en mai 2009 par la Commission Européenne, le Parlement Européen et le Comité Economique et Social Européen. En 2010 le Comité a exposé son point de vue sur les aspects suivants:

1. Rôle du Commerce Equitable dans l'UE et ses états membres : en raison de la situation du Commerce Equitable et des systèmes de certification qui sont en développement dans peu d'états membres seulement, le Comité exige que les acteurs de la société civile qui travaillent dans ce domaine soient aidés et renforcés dans les pays ayant un niveau de développement du Commerce Equitable inférieur. On considère ainsi que ceci est la meilleure manière de développer et organiser le Commerce Equitable

2. Mise en place de normes et principes :

(I) Le Comité approuve l'opinion de la Commission sur le fait qu'un cadre juridique donnerais une impulsion au dynamisme et au fonctionnement de caractère bénévole au secteur, mais cependant, le Comité recommande et exige l'existence d'une crédibilité dans les certifications, ainsi les consommateurs pourront d'avantage comprendre quel est l'impact des différents systèmes de certification. C'est pour cela qu'il exige des mesures pour améliorer la transparence, l'efficacité et la crédibilité des systèmes de certification. Le comité fait une comparaison des systèmes de certification provenant du Commerce Equitable et de la Responsabilité Sociale Corporative comme labels encourageant le développement durable.

(II) Les possibilités d'influence et de participation des producteurs dans les systèmes de certification doivent être augmentées. Les méthodes de développement qui soulignent la transparence et la crédibilité doivent être développées, et celles-ci permettront, à leur tour, de donner l'accès aux producteurs à des possibilités de certification et de pénétration de marché.

(III) Développement d'un marché commun de normes pour uniformiser des concepts différents. Se pose la possibilité d'établir un marché de normes et concepts qui distingueraient les différences entre les systèmes de certification, celui-ci s'appelle Alianza ISEAL (Alliance International pour la Certification, le Label Social et Environnemental).

(IV) Le Comité est en faveur d'un label européen de Commerce Equitable et recommande : (a) la mise en place de systèmes internationaux de certification et un contrôle exhaustif de la qualité ; (b) conservation du caractère bénévole pour l'obtention du label et (c) soutien aux organisations de producteurs de Commerce Equitable dans les pays en voie de développement tout comme aux campagnes publiques d'éducation et de sensibilisation en Europe.

(V) Exige la recherche sur les différents impacts des concepts (et normes) et sa publication pour augmenter la transparence, de plus le Comité acquiert une position contraire à la Commission non seulement dans la comparaison des impacts mais aussi dans la répercussion que ceux-ci ont sur les processus de marché et la commercialisation face au commerce conventionnel. Il exige que les expériences des organisations de producteurs des pays en voie de développement soient majoritairement prises en compte puisque ceux-ci ont un rôle de priorité et devraient avoir un rôle protagoniste dans les recherches et mesures des impacts.

(VI) Influence sur les politiques de commerce et affaires de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC), à travers : (a) la Contribution au Commerce Equitable et reconnaissance de son potentiel d'influence sur les politiques mondiales du commerce ; (b) Rôle du secteur et son influence sur les négociations avec l'OMC et les politiques de commerce dirigées vers les pays en voie de développement. Face à l'augmentation des initiatives pour l'acquisition de produits durables, des recherches doivent être menées concernant leurs impacts possibles sur les obligations de l'OMC, particulièrement sur la politique de commerce des pays en voie de développement dans lesquels les aspects sociaux et écologiques ont une importance toute particulière ; (c) Augmentation des initiatives ou engagements d'achat public durable, qui auront pour effets de générer d'avantage de débats à l'OMC pour promouvoir la mise en place de politiques incluant des normes sociales, écologiques et solidaires pour les pays en voie de développement. (d) on note une augmentation de la conscience envers la politique de commerce de l'UE qui contribue au développement du Commerce Equitable et à son possible impact sur la politique de commerce mondial. Pour cela, le Comité exige le renforcement de la valorisation du Commerce Equitable et commerce durable en général.

(VII) (vii) Possibilité d'encourager la participation et la prise en compte des consommateurs et de la société civile : (a) Rôle du Commerce Equitable dans la promotion des activités privées des consommateurs et construction d'une société civile plus solidaire ; (b) Le Comité est ne faveur des systèmes de label car ils aident au choix lors de l'achat des consommateurs ; (c) Il considère que le rôle du Commerce Equitable est clé dans la promotion des achats de produits développement durable des consommateurs ; (d) Déjà depuis 2005, le Comité a publié un rapport sur le Commerce Ethique et les concepts de garantie pour les consommateurs, auxquels sont attribué des rôles important dans le développement durable, la participation et l'autodétermination face à la mondialisation.



5.8 RAPPORT DU COMITÉ DES RÉGIONS, « CONTRIBUTIONS AU DÉVELOPPEMENT DURABLE: LE RÔLE DU COMMERCE ÉQUITABLE ET DU COMMERCE NON ÉTATIQUE LIÉ AUX SCHÉMAS DE DÉVELOPPEMENT DURABLES » (2010)

En février 2010 le Comité des Régions a approuvé et publié son rapport concernant le « Contribution au développement durable : Le rôle du Commerce Equitable et du Commerce Non Etatique liés aux schémas de développement durable ». Ce rapport fait référence au rapport sur le même sujet de la Communauté de la Commission au Conseil, le Parlement Européen et le Comité Economique et Social Européen.

Il constate que dans le domaine du Commerce Equitable, les aspects suivants doivent être développés : (i) une définition fixe du Commerce Equitable pour que les consommateurs n'aient pas de confusions face au choix de marque qui s'offre à eux ; (ii) empêcher la mise en place de critères de régulation trop élevés parce que ceux-ci pourraient diminuer l'effet et le mécanisme dynamique des initiatives privées de Commerce Equitable et donc, ralentir la promotion d'un développement durable ; (iii) Mise en place de processus transparents, contribution d'information fiables et maintien d'une confiance pour que le marché fonctionne bien ; (iv) Nécessité d'établir un équilibre entre les ambitions de libéralisation et mondialisation d'un côté, et l'intégration de normes sociales et principes de développement durable, transparence et justice dans les conditions commerciales ; la reconnaissance, des pays industrialisés, des problèmes des pays en voie de développement en matière de commerce ; (v) le commerce comme instrument pour la réduction de la pauvreté et la promotion du développement durable avec la restriction du fait que ce soit un commerce qui recommande les principes d'un commerce plus juste. C'est pour cela qu'il est nécessaire de changer les politiques de commerce, même si ce n'est pas la seule solution. Le Comité souligne que l'intégration des petits producteurs dans la formation de politique de commerce est nécessaire.

Le rapport met en avant les pratiques des Autorités Locales et Régionales :

1. La fonction des Autorités Locales et Régionales dans l'achat public : on souligne le rôle important des Autorités Locales et Régionales dans la promotion du développement durable et le Commerce Equitable à travers l'achat public. C'est pour cela que le Comité des régions pense qu'il doit encourager et inclure dans ses activités la promotion du Commerce Equitable comme bon exemple pour les consommateurs. Représentant 16% du PIB de l'UE, le Comité pense que les Autorité Locales sont un marché important et stratégique.

Le Comité des Régions adopte dans ce domaine une position articulatoire, afin de soutenir la diffusion du développement durable et du Commerce Equitable à travers son réseau de contact et, en coopération avec la Commission, elle établie des échanges d'informations entre les différentes Autorité Locales et Régionales.

Le Comité exige de la Commission la mise en place de directives pour l'achat public éthique et ainsi faciliter l'acquisition de produits issus du Commerce Equitable dans les achats publics des Autorités Locales. Les guides établis par le Comité et la Commission sont alors des soutiens importants, mais il serait nécessaire d'en rédiger d'autres adaptés à chaque environnement européen.

2. La décentralisation et le travail en réseau des Autorités Locales et Régionales. Un autre point important est celui de l'approbation de la décentralisation. C'est pour cela qu'une plateforme a été lancé sur internet, sur laquelle les Autorités Locales et Régionales pourront publier les projets planifiés. Le Comité, tout comme la Commission, considère que cette plateforme est un outil d'échange d'information et de soutien de la coopération du réseau entre les Autorités Locales. En ce sens, la mise en place du travail en réseau et coopération est un moyen de promouvoir le Commerce Equitable pour les petits producteurs du Sud. De plus, cela encourage les Autorités Locales et Régionales à promouvoir l'achat par les entreprises de produits issus du Commerce Equitable grâce a des campagnes comme « Fairtrade towns » (« Communes du Commerce Equitable »). Le Comité donne des conseils aux villes pour que celles-ci travaillent en réseau et atteigne ainsi les objectifs de développement face aux défis mondiaux, facilitant ainsi l'échange d'information entre des anciens et nouveaux pays membres.

3. Autorité Locales et Régionales comme acteurs importants dans la politique de développement et de Commerce Equitable. Le Comité des Régions reconnait que les Autorité Locales, qui ont déjà de longues années d'expériences dans la coopération avec les pays du Sud, ont un rôle important dans la politique de commerce international de Commerce Equitable. Nous nous devons de profiter de l'expérience et des connaissances des Autorités Locales afin de souligner quels traitements justes, reconnaissance mutuelle et proportionnalité sont établies par eux. De plus, le Comité reconnait que les Autorités Locales montrent de plus en plus de professionnalité dans le domaine du Commerce Equitable et c'est pourquoi ils ont un rôle important dans l'accomplissement des Objectifs du Millénaire pour le Développement et les politiques de Commerce Equitable.

Le Comité des Régions recommande l'augmentation de la reconnaissance du Commerce Equitable le considérant comme un instrument important qui a long terme pourra aider à atteindre les Objectifs du Millénaire pour le Développement. Il est donc nécessaire de réaliser des formations sur des thèmes comme la mondialisation pour donner d'avantage de pouvoir aux acteurs qui agissent au niveau local, régional et national. De plus, les organisations européennes décentralisées et organisations de consommateurs ont un rôle important dans l'atteinte des objectifs des politiques de développement. Une grande partie des villes s'engagent à intégrer les principes et normes sociales et environnementales dans leurs politiques, ceci ayant des effets amplificateurs envers les sociétés et leurs segments.

Pour conclure, on note la nécessité de développer une Stratégie Européenne de Commerce Equitable pour les Autorités Locales et Régionales qui devrait être accompagnée d'un plan d'action se soumettant à des critères sociaux et environnementaux. Il est aussi important de souligner qu'il y a eu des victoires en cherchant à augmenter les achats publics de produits issus du Commerce Equitable.





6

PRISE EN COMPTE DE BONNES PRATIQUES DANS LA POLITIQUE DES AUTORITÉS LOCALES

En prenant le Commerce Equitable comme moyen d'action et les Autorités Locales comme entités pouvant appliquer leurs principes à leurs fonctions, l'étude suivante se présente comme un critère d'analyse des aspects suivants, qui répertorie les actions considérées comme Bonne Pratiques, dans le domaine du Commerce Equitable dans les Autorités Locales.

6.1 AIDE AU RENFORCEMENT ORGANISATIONNEL ET INSTITUTIONNEL DES ORGANISATIONS DE COMMERCE EQUITABLE

Les Autorités Locales peuvent articuler des ressources propres en soutien à la structure des Organisations de Commerce Equitable, qui mènent leurs actions dans le territoire ou la zone de juridiction des Autorités. Il existe quelques exemples de soutien à des Organisations de Commerce Equitable qui se sont traduits par le renforcement organisationnel et institutionnel, et qui ont permis d'augmenter les capacités, structures et par conséquent faciliter l'atteinte des objectifs.

Il existe également des modalités de soutien, mais la majorité d'entre elles sont des soutiens financiers, depuis des appels publics à projet et autres formes d'actions structurées, y compris des accords de coopération directs où l'accord des deux parties est fondamental pour définir les lignes d'actions et les objectifs. En général, les objectifs se concentrent sur la citoyenneté comme segment de la société moteur de consommation, et qu'un changement dans ses habitudes de consommation représente un effet amplificateur important envers la solidarité et équité internationale.

Cependant, les Autorités Locales peuvent être aussi des soutiens ponctuels et pas forcément à caractère économique, par exemple via la promotion du bénévolat comme activité s'adressant aux jeunes professionnels qui considèrent que la coopération internationale est un moyen d'utiliser leurs connaissances et d'encourager un progrès plus équitable dans les actuels systèmes mondiaux de développement.

Fiche N° 1:

“Disciplina e intervención para el desarrollo del Comercio Justo en la Región de Liguria”

Institution	Assemblée de la Région de Ligurie
Zone d'action	Niveau régional (provinces : Gêne, Imperia, La Spezia et Savona)
Mode d'action utilisé	Loi Régionale N°32 (13 Aout 2007), Actualisations en 2008 et 2009.
Période d'action	2007-2009 (dernière actualisation)
Valeur en €	1.480.000,00 €
Objectifs et/ou produits	« Promouvoir et soutenir l'usage de produits issus du Commerce Equitable dans les activités des organismes publics, en respectant les normes en vigueur relatives à l'achat de biens et services tiers ».
Précisions Techniques	Soutien direct aux organisations de Commerce Equitable, qui figurent dans un registre régional, et doivent être membres de WFTO, AGICES (Assemblée Générale Italienne du Commerce Equitable) ou travailler avec des produits certifiés. L'organisation annuelle de la Féria du Commerce Equitable en Ligurie et la Journée du Commerce Equitable encouragent la Diffusion du Commerce Equitable.
Vérification	Approbation de la méthode et critères pour la concession de l'année 2009, des frais pour la Féria du Commerce Equitable (www.regione.liguria.it/argomenti/settori-economici/commercio/commercio-equo-e-solidale/contributi-per-enti-pubblici-e-organizzazioni.html)

Fiche N° 2: « Accord entre la Députation de Cordoue et l'Organisation Mondiale du Commerce Equitable siège Europe »

Institution	Députation de Cordoue
Zone d'action	Niveau provincial
Mode d'action utilisé	Accord de collaboration entre la Députation de Cordoue et WFTO Europe
Période d'action	2009-2010
Valeur en €	58.000,00 €
Objectifs et/ou produits	Soutien au programme d'activité de promotion du Commerce Equitable que WFTO Europe développe dans la province de Cordoue, actions suivies grâce à une commission mixte composée par les deux parties signataires de l'accord. Le budget voté est totalement compatible avec les financements que peuvent articuler les ressources dans le but d'améliorer le programme fixé. Le principal support financier se centre sur les ressources humaines vitales pour le fonctionnement de WFTO Europe.
Domaines d'action spécifiques	On distingue 3 domaines spécifiques dans le programme fixé : <ul style="list-style-type: none"> • Diffusion permanente du Commerce Equitable (en particulier la Journée Mondiale du Commerce Equitable). • Organisation d'événements locaux et européens, qui font la promotion de la participation dans les réseaux de Commerce Equitable. • Assistance permanente aux petits producteurs du Sud, intégration de leur situation et sensibilisation dans la province de Cordoue.
Vérification	Copie de l'accord signé et justification des frais engagés.

Fiche N° 3: « Accord entre la Mairie de Cordoue et l'Organisation Mondiale du Commerce Equitable siège Europe »

Institution	Mairie de Cordoue
Zone d'action	Niveau Local
Mode d'action utilisé	Accord de collaboration entre la Mairie de Cordoue et WFTO Europe
Période d'action	2009 – dernière actualisation en attente
Valeur en €	16.500,00 €
Objectifs et/ou produits	La Mairie de Cordoue partage avec le Commerce Equitable, et son représentant maximal au niveau Européen, WFTO Europe, l'engagement envers les valeurs de solidarité et coopération internationale. La Mairie assume cet engagement politique et pratique de soutien au Commerce Equitable international et local, et WFTO Europe, à travers son Service de Coopération, consciente de pouvoir contribuer d'une manière décisive au développement durable, à la justice sociale et économique en encourageant activement le Commerce Equitable au niveau local, étatique, européen et international. Cet accord renforce la Déclaration Institutionnelle en faveur du Commerce Equitable que la Maire a approuvé à travers l'accord N°28 du 7 février 2008, ainsi que la Déclaration de Cordoue en tant que première ville du Commerce Equitable de l'Espagne. L'accord établit les bases régulatrices pour le soutien direct de la Mairie envers WFTO Europe.
Domaines d'action spécifiques	3 domaines d'actions ont été établis au sein du programme fixé, ceux-ci sont en accord avec d'autres engagements et ainsi renforcent et articulent les efforts : <ul style="list-style-type: none"> • Diffusion permanente du Commerce Equitable (en particulier la Journée Mondiale du Commerce Equitable). • Organisation d'événements locaux et européens, qui font la promotion de la participation dans les réseaux de Commerce Equitable. • Assistance permanente aux petits producteurs du Sud, intégration de leur situation et sensibilisation dans la province de Cordoue.
Vérification	Copie de l'accord signé et justification des frais engagés.

Fiche N° 4: « Subvention octroyées à deux association de Commerce Equitable, Mairie de Lyon, France »

Institution	Mairie de Lyon
Zone d'action	Niveau Local
Mode d'action utilisé	Subvention à travers appel public
Période d'action	2009
Valeur en €	41.000 €
Objectifs et/ou produits	<p>1. Subvention (19.000 €) attribuée à « Artisans du Monde » : L'association est chargée de mettre en marche le projet CLACE (Collectif Lyonnais des Acteurs du Commerce Equitable) qui a pour objectif de consolider le Commerce Equitable sur la région de Lyon. Le CLACE compte 25 acteurs associés ou entreprises commerciales. En 2009 le travail d'Artisan du Monde s'est concentré sur la coordination des activités, par exemple la recherche de partenaires, la recherche de financement et le renforcement du comité de pilotage d'où émane toutes les décisions. Ce comité de pilotage comprend des membres de CLACE, un coordinateur et un représentant de la Mairie de Lyon.</p> <p>En 2009 le projet CLACE comprenait les mesures suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • La mise en place d'une politique de communication promouvant les valeurs du Commerce Equitable. • La mise en place d'un marché Commerce Equitable mensuel • L'organisation de la « Quinzaine du Commerce Equitable ». <p>2. Subvention (22.000 €) attribuée à « Equisol » : L'association est chargée d'organiser le congrès international « 2ème Salon Européen du Commerce Equitable ». Le congrès a pour objectif :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Encourager le développement d'un réseau de Commerce Equitable en Europe en intégrant l'offre et la demande de cet outil. • Mobiliser les acteurs des différents pays et ainsi créer un espace de débat et de discussion des mouvements du Commerce Equitable. • Participer à la sensibilisation du public et valoriser la diversité des produits.
Vérification	http://www.lyon.fr/static/pdf/200905/delib/20091351.pdf

Fiche N° 5: « Soutien au secteur tertiaire et entreprises sociales à travers l'aide de fonds étatiques – Gouvernements écossais »

Institution	Gouvernement écossais
Zone d'action	Régional
Mode d'action utilisé	Aide financière au secteur tertiaire
Période d'action	2008/09 – 2010/11
Valeur en €	93 million de livres sterling
Objectifs et/ou produits	<p>Le Gouvernement écossais offre son soutien financier à des entreprises sociales qui agissent dans des domaines d'intérêt social et environnemental.</p> <p>Au sein des entreprises sociales on trouve celles qui collaborent et développent leur travail dans le cadre du Commerce Equitable et des marchés agricoles.</p> <p>Le gouvernement a financé les investissements suivants à l'aide des différents fonds suivants :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Fond des entreprises sociales : 1 million de livres 2. Fond d'initiatives du secteur tertiaire : 12 million de livres 3. Fond écossais d'investissement : 30 million de livres
Précisions Techniques	<p>Avec cet investissement dans le secteur tertiaire, le gouvernement écossais soutient le renforcement d'un système d'économie plus solidaire et équitable. C'est une aide pour renforcer les compétences locales et assurer financièrement le secteur tertiaire. Le soutien des actions d'entreprises sociales du Commerce Equitable est un moyen d'aider ce secteur. D'une manière générale, la promotion du secteur tertiaire et des entreprises sociales est une manière d'aider un système sous une vision mondiale du développement durable.</p>
Vérification	www.sssc.uk.com/.../68-b58453ssscfundingsupport.pdf.html

Fiche N° 6: « Collaboration de la Députation et de la mairie de Barcelone, la Generalitat de Catalogne et l'agence catalane de coopération au développement dans l'observatoire FETS, Espagne »

Institution	Députation et Mairie de Barcelone, la Generalitat de Catalogne et l'Agence Catalane de Coopération au Développement
Zone d'action	Niveau Régional
Mode d'action utilisé	Conformation d'un observatoire de Financement Ethique et Solidaire, conforme à une base sociale d'organisations catalanes et au soutien des Autorités Locales.
Période d'action	2000 jusqu'à la période actuelle
Valeur en €	-
Objectifs et/ou produits	FETS (Observatoire de Financement Ethique et Solidaire) est un observatoire qui a pour objectif la promotion d'une économie solidaire et éthique. En particulier : <ul style="list-style-type: none"> • La sensibilisation et la diffusion de l'usage éthique de l'argent • La promotion des structures qui offrent déjà des instruments de finances éthiques en Catalogne • La communication avec les administrations publiques et autres acteurs sociaux • La prestation de services pour ouvrir de nouvelles opportunités d'action et de présence sociale • L'encouragement de la création d'une entité financière alternative en Catalogne qui réponde aux principes de base d'une banque éthique.
Précisions Techniques	Chaque année, la Journée du Commerce Equitable et des finances éthique sera célébrée. D'autres journées importantes comme « Banque éthique et microcrédit » et « le rôle de l'administration publique dans la création d'une banque éthique » se célèbrent également. Ainsi, ces journées aident à la diffusion et sensibilisation du concept de Commerce Equitable et d'économie solidaire et équitable.
Vérification	http://www.fets.org/index.php?option=com_content&task=view&id=55&Itemid=92

6.2 Réalisation de campagnes de sensibilisation pour le Commerce Equitable et la Consommation Responsable

La coopération avec les communautés dans les pays du Sud pour améliorer les conditions de vie n'est pas encore suffisante. Il apparaît aussi nécessaire que les sociétés dans les pays du Nord soient informées sur les causes et conséquences des inégalités, pour que celles-ci puissent se mobiliser, changer leurs habitudes et attitudes et participer à la construction d'un monde meilleur. La sensibilisation et l'éducation pour le développement ouvrent des voix pour la participation et mobilisation citoyenne, pour la création d'une conscience sociale et l'articulation de propositions pour un monde plus juste, solidaire et durable.

Depuis les Autorités Locales, des actions sont élaborées qui ont pour objectif la sensibilisation des citoyens et des segments qui la compose. Le fait que les Autorités Locales ont le pouvoir sur leur territoire fait que ce mouvement de sensibilisation génère un impact majeur sur les manières d'agir des sociétés, plus cohérentes avec les politiques qui se formulent à l'heure de renforcer le Commerce Equitable.

Une campagne mondiale de Commerce Equitable est : La Journée Mondiale du Commerce Equitable, qui se célèbre chaque année au moi de mai ; Les Autorité Locales jouent un rôle vital quand elles apportent leur soutien à cette campagne mondiale en développant des activités dans les principales villes du monde.

La sensibilisation fait toujours partie d'un élément majeur qui est l'éducation pour le développement. Des exemples de cette bonne pratique et des autres précédemment citées sont décrites ci-dessous.

Fiche N° 7: « Altrocioccolato à Gubbio, Italie »

Institution	Mairie de Gubbio
Zone d'action	Niveau Local
Mode d'action utilisé	Aide directe depuis 2004 provenant de la Municipalité de Gubbio
Période d'action	2001- jusqu'à aujourd'hui
Valeur en €	-
Objectifs et/ou produits	Cacao et dérivés ayant une valeur ajoutée
Précisions Techniques	Altrocioccolato est un événement culturel soutenu par le mouvement du Commerce Equitable dans la région italienne d'Ombrie, en 2009 elle a fêté sa 8ème édition. En 2001, la coopérative Monimbó a encouragé les initiatives ayant pour but défier et faire mieux que l'Euro chocolate, fête du chocolat organisée par la multinationale suisse Nestlé qui se célèbre chaque année à Pérouse. Depuis 2004, à la suite d'une carte envoyée par le père Zanotelli à la Mairie de Pérouse, l'événement est célébré dans la ville de Gubbio, grâce à l'aide prévue par la Mairie qui partage les valeurs que celles portées par la manifestation. Depuis 2005 la Mairie de Gubbio a attribuée son aide à cette initiative et l'événement du chocolat « altrocioccolato » se célèbre chaque année dans cette ville.
Vérification	Un soutien de la Municipalité existe également mais les acteurs qui participent activement sont : Umbria equosolidale et AGICES. (www.altrocioccolato.it/documenti/tabid/1834/language/it-IT/Default.aspx).

Fiche N° 8: « Le IES Santillana, premier lycée d'Espagne avec le Commerce Equitable »

Institution	Mairie de Torrelavega
Zone d'action	Niveau Local
Mode d'action utilisé	Elaboration et adoption d'une politique pour le Commerce Equitable ; prix attribué au lycée par la Mairie
Période d'action	2010 - jusqu'à aujourd'hui
Valeur en €	-
Objectifs et/ou produits	Généraux
Précisions Techniques	<ul style="list-style-type: none"> • Ecrire et adopter une politique favorable au Commerce Equitable • Utiliser les produits issus du Commerce Equitable • Encourager et sensibiliser sur le thème du Commerce Equitable • Former un groupe de travail scolaire qui coordonne toutes les activités • Organiser une fois par semaine un « petit marché » du Commerce Equitable dans le lycée.
Vérification	La campagne des collèges ou lycées s'inscrit dans le cadre du programme international des « Communes pour le Commerce Equitable » qui cherche à créer un modèle de localité engagé dans le Commerce Equitable et c'est une distinction pour laquelle a opté Torrelavega et d'autres villes espagnoles comme Albacete, Madrid ou Séville. Ce programme a le soutien de la Direction Générale des Affaires Européenne et de la Coopération du Gouvernement de Cantabrie et Organisations de Commerce Equitable. (www.educacionenvalores.org/spip.php?breve954).

Fiche N° 9: « Diffusion du Commerce Equitable comme sensibilisation et éducation pour le développement de la Mairie de Bilbao, Espagne. »

Institution	Conseil Municipal de Coopération au Développement de la Mairie de Bilbao
Zone d'action	Niveau local
Période d'action	2001 - 2005
Valeur en €	95.371 €
Objectifs et/ou produits	<p>Les projets étant subventionnés dans le cadre « Sensibilisation et Education pour le Développement » ont un objectif éducatif dans le sens où ils fournissent des informations sur ce thème et qu'ils facilitent la compréhension des causes et effets des inégalités mondiales dans la société de Bilbao. De plus cela donne une motivation pour changer les valeurs, attitudes et habitudes de la population. Ce programme comprend des cours, conférences, séminaires publications, investigations et expositions... pour atteindre les objectifs fixés. Les projets qui sont soutenus dans ce programme suivent les principes de participation, droits humains et respect de l'environnement.</p> <p>La diffusion du Commerce Equitable est adressée spécialement à des projets qui incluent une stratégie de promotion du Commerce Equitable. La sensibilisation de la population sur les critères et principes de ce thème est pratiquée chaque année durant la semaine du Commerce Equitable à Bilbao. En particulier l'année dernière le budget spécifique s'élevait à 38.825,29 € Un flyer sur le Commerce Equitable a aussi été publié ayant pour titre : « Seul ou Solidaire ? ». Celui-ci concerne les critères du Commerce Equitable, c'est une comparaison entre celui-ci et le commerce conventionnel et ses effets, les différents agents du Commerce Equitable. Une liste des adresses des boutiques vendant des produits issus du Commerce Equitable dans la ville de Bilbao est également donnée.</p>
Précisions Techniques	Entre 2001 et 2005, la Mairie de Bilbao a dépensé 517.553 € dans l'activité de sensibilisation et éducation pour le développement, 5,47% de ces subventions ont été consacré à la diffusion du Commerce Equitable
Vérification	(www.bilbao.net/castella/cooperacion/plan_director/plandirector_2006_2009.pdf , www.bilbao.net/castella/cooperacion/comercio_justo/folleto_2007.pdf , www.comerciojustobilbao.com/comerciojusto.htm .)

Fiche N° 10: « Campagnes pour la sensibilisation au Commerce Equitable à Saragosse, Espagne »

Institution	Mairie de Saragosse
Zona d'acción	Niveau local
Modo d'acción utilitzat	Pacte contre la pauvreté et Résolution de l'assemblée du Gouvernement Local (18.05.2005)
Objetos et/o productos	<p>1. Événement « Loja de Commerce Equitable et Commerce Solidaire » : Quatrième édition de cette activité de promotion de Commerce Equitable et Solidaire comme formule commerciale alternative. 21 points de vente, magasins privés et distributeurs y ont participé. Des expositions, projections, ateliers et activités musicales auront lieu en même temps. Pendant la semaine suivante, des débats et rencontres techniques pour les organisations qui travaillent dans ce domaine et dans cette ville auront lieu.</p> <p>2. Campagne de Noël de Commerce Equitable</p> <p>La campagne de sensibilisation dans la période de Noël sera réalisée pour sensibiliser les citoyens aux bontés du Commerce Equitable. Les actions organisées ont été l'édition et la distribution d'affiches et de poster pour la population en général et des tables informatives pour sensibiliser les travailleurs municipaux. L'utilisation du site internet de la mairie a été un outil pour diffuser l'organisation de cette activité.</p> <p>3. Semaine du Commerce Equitable et Commerce Solidaire</p>
Durée	008 : 1. Campagne : 1 semaine 2. Campagne 1 mois 3. Campagne 1 semaine
Valeur en €	1. 40.000 € 2. 1.803 €
Vérification	www.zaragoza.es/ciudad/servicios/detalle_Noticia?id=58787

Fiche N° 11: « Campagnes et actions de sensibilisation à Malmö, Suisse »

Institución	Mairie de Malmö
Zona dación	Niveau local
Modo dación utilisé	Campagnes variées
Periodo dación	Depuis 2006
Valer en €	100.000 € pour les campagnes, sensibilisation et financement de la coordination de Malmö comme « Faire Trade Ton »
Objetos et/o productos	<p>La Mairie de Malmö organise beaucoup de campagnes et actions dans le domaine du Commerce Equitable pour sensibiliser et informer sa population sur cette thématique. Les actions menées jusqu'à aujourd'hui sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> • « Ferrade alternons coffee » (une semaine pendant laquelle 11 cafétérias de la ville offrent des cafés et chocolats Commerce Equitable). • Festival pour la « Journée Mondiale du Commerce Equitable » pendant laquelle se tient un marché, bar et activités comme « Unaire football ». • « Flashions show » ou des concerts. • Marché de Noël développement durable en 2008. • Réunion pour informer et sensibiliser les employés sur le thème du Commerce Equitable et pour que celui-ci soit pris en compte dans leur travail quotidien • Forum suisse du Commerce Equitable en 2009 avec des expositions, marchés et séminaires sur ce thème.
Precisiones Enchiques	La mairie fait la promotion de ses activités grâce à l'argent dégagé des médias comme avec les publicités au cinéma, publicités dans la presse locale et sur les pages internet.
Vérification	http://www.fairtradetowns.org/resources/malmo-swedens-first-fairtrade-city/

Fiche N° 12: « Campagne Oxfam –Magasin du Monde pour accentuer l'engagement et les activités des mairies dans le domaine du développement durable, Belgique »

Institución	Plusieurs mairies Belges
Zona dación	Niveau local
Periodo dación	Depuis 2006
Valer en €	-
Objetos	L'organisation Oxfam – Magasins du monde mène depuis 2006 la campagne « Ca passe par ma commune » qui a pour objectif de promouvoir la prise en compte du développement durable dans les pratiques des Autorités Locales belges et des sociétés. Le Commerce Equitable fait intégralement parti de cette campagne car il comprend un objectif de consommation équitable et éthique. Sur toutes les mairies ayant participé à cette campagne, 49 mairies respectent les aspects du Commerce Equitable dans leurs actions.
Precisiones Enchiques	<p>Les autres thèmes abordés dans cette campagne sont :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Consommation de produits d'origine biologique et écologique 2. Economie sociale et solidaire 3. Coopération Nord – Sud 4. Environnement local 5. Engagement envers de respect de la nature 6. Démocratie locale et participative.
Verificación	Questionnaire de WFTO Europe et www.capasseparmacommune.be

Fiche N° 13: « Fiesta de Comerciaux Just y de la banca ética, Barcelona » (Fête du Commerce Equitable et de la banque éthique, Barcelone)

Institución	Députation de Barcelone en coopération avec les Mairies de la province
Zona dación	Niveau Local et Provincial
Periodo dación	Depuis 2000
Valer en €	2008/2009 : total 493.301,14 € Autorité Locale : 28.000 €
Objetos et/o productos	L'objectif de cette célébration est de sensibiliser et informer les citoyens catalans sur le commerce international et les conséquences sur les pays du Sud, en prenant les exemples du Commerce Equitable et de la Banque Ethique.
Precisiones Enchiques	L'Organisation Non Gouvernementale SETEM Catalina est l'entité exécutrice, avec le soutien de la Députation de Barcelone.
Vérification	http://cooperacion.femp.es/index.php/proyectos/popupproyecto/id_proyecto/12770 http://www.bcn.es/cooperacio/cas/noticies/ajuntament_reforca_acords_cooperacio_entitats.html http://www.economiasolidaria.org/event/2010/05/8/xi_fiesta_del_comercio_justo_y_la_banca_etica_catalunya

Fiche N° 14: “Projet Chocolat – sensibilisation et éducation pour les écoles, Centre de l’environnement, Hanau, Allemagne »

Institución	Centre de l'environnement de la Mairie de Hanau
Zona dación	Niveau local
Periodo dación	2005 – 2009
Financement	50% : mairie, 50% : Fondation Bertha Heraeus et Kathinka Platzhoff
Produits	Le Centre de l'Environnement offre des séminaires de trois jours sur le cacao à des écoles municipales. Les thèmes abordés sont : 1. L'écologie du cacaotier et biotope 2. Le contexte économique du secteur du cacao 3. Stratégies globales de marketing dans le commerce avec les pays en voie de développement
Précisions Techniques	C'est une manière de sensibiliser et de former les élèves sur des thèmes tels que le développement durable et le Commerce Equitable. Ainsi, des termes abstraits et complexes se concrétisent grâce à un produit spécifique. Le séminaire montre les relations mondiales du commerce avec les pays en voie de développement.
Vérification	http://www.service-eine-welt.de/foerderdatenbank/project-detail.html?project_id=132

Fiche N° 15: « Déclaration Municipale de la Mairie de Séville et sensibilisation de la citoyenneté sur le Commerce Equitable »

Institution	Mairie de Séville
Zone d'action	Municipale, organismes et entreprises municipales
Mode d'action utilisé	Déclaration du 17/10/2008
Période d'action	Depuis la date de parution de la Déclaration
Objectifs et/ou produits	<ol style="list-style-type: none"> 1. La participation de la Ville de Séville à l'ensemble des mesures décidées dans le cadre des 10 principes déterminés par l'Organisation Mondiale du Commerce Equitable (WFTO) 2. Elaboration d'un Plan de Renforcement du Développement Social, Productif et Commercial des producteurs défavorisés des pays en voie de développement déterminant leurs capacités organisatrices, sociales, productives et commerciales de telle manière à soutenir leur développement dans le but d'augmenter leurs possibilités d'accès au marché européen 3. Développer des campagnes informatives pour favoriser l'Achat Public Ethique de l'Administration Locale ainsi que le soutien et l'exécution d'ateliers de sensibilisation dans les Collèges Publics et Centres d'Enseignement Secondaire sur le thème de la Consommation Responsable et le Commerce Equitable 4. Développement d'une campagne de consommation sur l'implication de la ville de Séville dans la promotion du Commerce Equitable dans le cadre de l'obtention du statu Séville « Ville pour le Commerce Equitable » en rapprochant un maximum de citoyen à cette initiative 5. Célébrer dans la ville de Séville la Journée du Commerce Equitable en prenant comme référence le 10 Mai, Journée Internationale de la défense du Commerce prenant en compte une justice sociale avec l'objectif de faire connaître un système commercial respectueux des droits humains et du travail comme moyen efficace de coopération internationale et outil encourageant le développement durable.
Actions	<p>IV Feria du Commerce Equitable : 5, 6 et 7 mai 2010 :</p> <p>Campagne de sensibilisation pour « encourager le changement de comportement en relation avec les habitudes de consommation, de manière à augmenter la connaissance et la consommation responsable de produits issus du Commerce Equitable ».</p> <p>En collaboration avec Intermón Oxfam, Ayuda en Acción, CIC – batá, Ingeniería Sin Fronteras et IDEAS.</p>
Vérification	http://www.sevilla.org/impe/sevilla/contenido?pag=/contenidos/centro_prensa/noticias_2010/mayo/comercio_05_05_2010&idActivo=C169&idSeccion=C169&vE=D4268,9,15



Fiche N° 16: “Déclaration Municipal de la Mairie de Huelva et sensibilisation de la citoyenneté sur le Commerce Equitable”

Institution	Mairie de Huelva
Zone d'action	Délégations municipales, entreprises publiques et organismes autonomes dépendants de la Mairie
Mode d'action utilisé	Déclaration institutionnelle concernant le « Mois du Commerce Equitable », 26 mai 2009
Période d'action	Depuis 2009
Objectifs et/ou produits	<ol style="list-style-type: none"> 1. Mise en place d'un Règlement Municipal pour l'Achat Ethique, responsable et durable 2. Contribuer à la détermination des objectifs à court, moyen et long terme pour faire de Huelva une « Ville Equitable » 3. Promouvoir activement le Commerce Equitable parmi les groupes d'intérêt, soutenant et diffusant les initiatives que les différentes organisations de Huelva développent pour atteindre leurs objectifs 4. Impulser et participer au groupe de travail intégrant les différents acteurs intéressés et nécessaires pour que Huelva devienne une « Ville Equitable » (administration, vendeurs au détail et restauration, communauté éducative, associations de consommateurs, tissu associatif, organisation de coopération au développement et au Commerce Equitable) 5. Développer une politique d'achat public et de soutien au Commerce Equitable, nous engageant à prendre ce thème en compte dans nos politiques et pratiques d'achat et de contrats, dès que possible. 6. Sensibiliser la population sur l'impact positif de l'achat public dans les relations durables Nord/Sud et le commerce international. 7. Réaliser une campagne d'information et de sensibilisation sur le Commerce Equitable, pour diffuser le concept, sa pratique, ses objectifs, bénéfices et résultats. 8. Participer à la mise en place d'un réseau espagnol pour les actions locales en faveur du Commerce Equitable. 9. Organiser des événements et publicités pendant la Journée du Commerce Equitable et collaborer à la campagne internationale annuelle de promotion du savoir sur le Commerce Equitable. 10. Développer ces mesures dans le cadre de l'Action Locale, laquelle est partenaire de la « Plateforme Pauvreté 0 pour la Coopération et de Développement » (« Plataforma Pobreza 0 para la Cooperación y Desarrollo »).
Précisions Techniques	<p>18 Mai 2010: Constitution de la Commission Municipale du Commerce Equitable, ayant pour objectif d'encourager ce type de commerce et contribuer au développement durable. Première étape : Elaborer un règlement de fonctionnement qui fixera la ligne de travail à suivre.</p> <p>La commission est formée par la Fédération des Entrepreneurs de Huelva (Federación Onubense de Empresarios FOE) ; les trois associations de consommateurs de la ville : Asociación de Amas de Casa (Association des Femmes au Foyer), Consumidores y Usuarios Virgen de la Cinta (Consommateurs et Utilisateurs Virgen de la Cinta), la Unión de Consumidores de Huelva (UCEH) (Union des Consommateurs de Huelva) et FACUA Huelva : consommateurs en action, le groupe IDEAS et représentants des trois groupes municipaux.</p>
Vérification	http://www.ciudadjusta.org/content/view/157/1/

Fiche N° 17: « Projet sur le Commerce Equitable et la Banque Ethique pour sensibiliser la population des Asturies, Espagne. »

Institution	Conseil du Bien-être Social et du Logement, Communauté Autonome des Asturies
Zone d'action	Niveau local / régional
Mode d'action utilisé	Plan de subventions aux Organisation Non Gouvernementales, ayant pour objectif la réalisation de projets de coopération au développement, d'action humanitaires et d'éducation pour le développement et la sensibilisation (2009)
Période d'action	2009
Valeur en €	5.172,50€(financement de la Communauté Autonome : 3.472,50€)
Produits	Le projet « Comercio Justo y Banca Ética: herramientas de la población asturiana para reducir la pobreza en tiempos de crisis económica » (« Commerce Equitable et Banque Ethique : outils de la population des Asturies pour lutter contre la pauvreté dans un contexte de crise économique ») cherche à sensibiliser la population, orienter la réflexion et rendre possible les interventions dans l'économie, le commerce et la consommation à travers l'épargne éthique, le Commerce Equitable et la consommation responsable. Ceci est un moyen de responsabiliser la population concernant les possibilités d'aide pour réduire la pauvreté et les inégalités mondiales grâce à leurs propres actions.
Précisions Techniques	Organisation Exécutrice : Fondation PROCLADE
Vérification	http://issuu.com/proclade/docs/memoria2009-final-?mode=embed&layout=http%3A%2F%2Fskin.issuu.com%2F%2Flight%2Flayout.xml&showFlipBtn=true http://www.asturias.es/bopa/2009/07/20/2009-17680.pdf

Fiche N° 18: “Concours BE FAIR, Belgique”

Institution	Agence de Développement Belge
Zone d'action	Niveau international
Mode d'action utilisé	Appel d'offre public comprenant deux lignes de concours
Période d'action	2010 – 2011
Valeur en €	10.000 €
Objectifs et/ou produits	L'agence de développement Belge organise un concours appelé “BE FAIR » qui s'adresse à des organisations, associations et coopératives qui travaillent dans des pays en voie de développement et qui soutiennent le Commerce Equitable. C'est un moyen de faire la promotion et d'encourager les initiatives dans le cadre du Commerce Equitable dans les pays en voie de développement. Cette campagne prétend augmenter l'intérêt de la société envers ce thème et, aussi, les initiatives les plus originales, innovantes et ayant un impact bénéfiques sur les pays du Sud seront récompensées.
Précisions Techniques	Deux catégories sont mentionnées dans ce concours: 1. BE FAIR Award for HER: l'organisation, l'association ou la coopérative de Commerce Equitable intégrant et promouvant la participation des femmes, ainsi que l'égalité des sexes dans son travail quotidien. 2. BE FAIRE Award SOUTH – SOUTH : L'objectif de cette catégorie est de récompenser la meilleure initiative promouvant la mise en place du Commerce Equitable ou le « vending » de ces produits sur les marchés internes des pays en voie de développement à travers la réalisation d'activités ou de projets en 2010 – 2011. Le gagnant de cette catégorie obtiendra un prix de 5.000 €
Vérification	http://www.befair.be/en/newsletters/be-fair-award-south-south-2010.cfm

Fiche N° 19: “Projet ERMESAMBIENTE de la région Emilia – Romagna, Italie”

Institution	Assemblée Régionale d'Emilia Romagna
Zone d'action	Niveau Régional
Mode d'action utilisé	Projet basé sur les nouvelles de la société diffusées à partir de TIC
Période d'action	2002 jusqu'aujourd'hui
Valeur en €	-
Objectifs et/ou produits	<p>ERMESAMBIENTE est né en septembre 2002 et se présente comme un projet de communication intégré, connecté directement au Plan d'Action Environnemental de la Région Emilia-Romagna.</p> <p>Depuis 2002, son objectif est de rendre systématique et de développer différentes sources d'information et de documents sur des thèmes liés au développement durable, tout ceci regroupé sur un même site internet. Le portail du projet ne se présente pas strictement comme l'organe officiel de la région, mais d'avantage comme un point de référence pour les Autorités Locales, Centre d'Education Environnemental, universités, organismes scientifiques et centres de recherche, mais aussi pour les associations, groupes environnementaux et groupes de consommateurs qui sont les « sources » d'information.</p>
Précisions Techniques	<p>ERMESAMBIENTE propose une approche transversale des différents sujets thématiques du développement durable : énergie, consommation responsable et Commerce Equitable, déchets, éducations, agriculture, nutrition, prévention et santé, la mobilité et le tourisme et, surtout, la protection de l'environnement (parc, forêts, eau, air, sol...).</p> <p>Grâce à l'information actualisée en permanence à travers des informations, événements, interviews audio, bulletins d'information, images et vidéos, ERMESAMBIENTE a acquis au fil des années une grande audience, avec en moyen 2.000 visites par jours. Pour ces navigateurs le portail est un avantage précieux pour se tenir au courant de l'actualité, des nouvelles concernant l'environnement et le développement durable dans la Région d'Emilia-Romagna.</p> <p>ERMESAMBIENTE est réalisé par les Services à la Communauté, Education pour le Développement Durable, Environnement et Développement Durable pour le Département de la Région de Emilia-Romagna, en collaboration avec la Commission de Presse et les Directions Régionales d'Administration.</p>
Vérification	http://www.ermesambiente.it/wcm/ermesambiente/gallery/gallery_testata/video/video_consigliati.htm

6.3 Soutien technique et/ou financement aux points de vente

De la même manière que pour le soutien économique aux Organisations de Commerce Equitable, cette pratique se réfère au soutien spécifique aux points de vente de produits issus du Commerce Equitable, grandes boutiques, petits commerces, boutiques en ligne, catalogues et collections...

Les points de vente ou magasins étant affiliés à WFTO Europe sont plus de 2800. Ils sont le visage du Commerce Equitable face à la société civile. Le soutien depuis les Autorités Locales est une aide réalisée de manière indirecte, donc la majorité des magasins sont associés ou membres d'Organisations de Commerce Equitable et si celles-ci reçoivent une aide de la part des Autorités Locales, elles aident alors à la commercialisation de produits issus du Commerce Equitable. Cette forme d'aide est très commune, ainsi ci-dessous des exemples l'illustrant:

Fiche N° 20: “Aide financière aux points de vente: Commerce Equitable et petits commerçants à Bilbao, Espagne”

Institution	Conseil Municipal de Coopération au Développement, Mairie de Bilbao
Zone d'action	Niveau Local
Période d'action	2007/2008
Valeur en €	20.902 €
Objectifs et/ou produits	Subvention à de petits commerçants du Commerce Equitable à travers l'ONG SETEM « Hego Haizea ». Développer la commercialisation et la connaissance du Commerce Equitable des commerçants et des associations culturelles dans 2 quartiers de Bilbao. Ceci est réalisé avec plusieurs ONG, l'objectif de ce projet est d'augmenter l'offre et également d'augmenter la demande de points de vente et d'information plus proches du domicile des citoyens. Un autre point clé est une sensibilisation plus efficace dans les quartiers.
Précisions Techniques	Une partie de la ligne budgétaire sera destinée à la sensibilisation et éducation pour le Développement.
Vérification	Documente de la Mairie de Bilbao : « Bilbao, une ville engagée envers le Commerce Equitable » (www.bilbao.net/castella/cooperacion/memoria/2008/listado_actividades_2008.pdf)

Fiche N° 21: Soutien aux boutiques de Commerce Equitable dans la région fédérale de Renania Norte-Westfalia dans le cadre du projet « FA!R Kaufen »

Institution	Association « Eine Welt Netz NRW e. V. »
Zone d'action	Niveau Régional / Niveau Local
Mode d'action utilisé	Soutien des Autorités Locales aux Organisations de Commerce Equitable ayant des boutiques
Période d'action	2009 – 2012
Objectifs et/ou produits	Le projet « FA!R Kaufen » (achat équitable) soutien les boutiques de Commerce Equitable avec pour objectif d'établir un réseau entre ces boutiques, offrir des services de conseil, séminaires et formation sur différents thèmes du Commerce Equitable. Ce projet contribuera à l'augmentation de la visibilité des boutiques de la part des consommateurs. Une aide est donc offerte aux boutiques de Renania du Nord -Westfalia afin d'augmenter le personnel bien formé et de développer les points de vente plus attractifs. Le projet se base sur trois piliers : 1. Commerce au détail, 2. Achat public communal et 3. La feria et le congrès spécialisé « FA!R ». L'association « Eine Welt Netz NRW e. V. ; » coopère avec les agents suivants à la réalisation du projet : Impulse, Einzelhandelsverband Westfalen- Münsterland e. V., Messe Westfalenhalle Dortmund, mairie de Dortmund, Transfair e.V.
Précisions Techniques	Le projet « FA!R Kaufen » est soutenu par les acteurs suivants : Gouvernement fédéral de Renania du Nord - Westfalia, Mairie de Dortmund, Fondation environnement et développement de la Renania du Nord – Westfalia, Inwent GmbH, Ziel2. NRW y le Fond Européen pour le Développement Régional de l'UE.
Vérification	http://www.fairkauffennrw.de/seiten/482/

Fiche N° 22: « Aide Financière à une boutique de Commerce Equitable, Murg, Allemagne »

Institution	Mairie de Murg
Zone d'action	Niveau local
Période d'action	Depuis 1986
Valeur en €	Jusqu'à présent 35.000 €
Objectifs et/ou produits	Depuis 1986 la boutique a été inaugurée dans le vieux bâtiment de la Mairie de Murg. La boutique dispose de l'immeuble de manière gratuite et pour une période de 10 ans. En 1997, elle a déménagé dans un immeuble municipal plus grand. Des ressources financières sont envoyées pour aider à la rénovation de l'immeuble et autres travaux pour l'optimiser. Les objectifs du projet sont : 1. La promotion du Commerce Equitable et son intégration au commerce au détail local, 2. Soutenir l'association (Aktion Dritte Welt e.V.), 3. Agir en collaboration avec la Mairie.
Précisions Techniques	L'aide est divisée selon les apports suivants : 75% mairie, 25% l'association « Aktion Dritte Welt e.V. »
Vérification	http://www.service-eine-welt.de/foerderdatenbank/project-detail.html?project_id=115

Fiche N° 23: « Soutien financier à une boutique de Commerce Equitable, Elmshorn, Allemagne »

Institution	Mairie d'Elmshorn
Zone d'action	Niveau Local
Mode d'action utilisé	Aide financière aux points de ventes de produits issus du Commerce Equitable
Période d'action	2008 – 2013
Valeur en €	800 €/ mois
Produits	La Mairie apporte une aide financière à la boutique de Commerce Equitable « Top 21 e. V. » à travers le paiement d'une partie de leur loyer. Deux agents participent à la subvention. Une partie est assurée par la compagnie municipale d'électricité, gaz, eau et transport et l'autre partie est payée par la caisse d'épargne d'Elmshorn. Pour les actions et grands événements, la boutique peut bénéficier de salles et bâtiments appartenant à la Mairie.
Précisions Techniques	La subvention est planifiée pour 5 ans ; Après cela, la boutique sera en mesure de se financer elle-même grâce au revenu de ses ventes.
Vérification	http://www.service-eine-welt.de/foerderdatenbank/project-detail.html?project_id=101



Fiche N° 24: « Mise en place d'un bâtiment pour établir un marché de produits issus du Commerce Equitable et bio locaux et régionaux, Leipzig »

Institution	Section de coopération européenne et internationale de la Mairie de Leipzig
Zone d'action	Niveau local
Période d'action	2006 – 2011
Valeur en €	Financement : 10 % Mairie, 40% partenaires du projet, 50% économie locale
Objectifs et/ou produits	Construction d'un nouveau bâtiment pour établir un marché alternatif vendant des produits bio et régionaux, mais aussi des produits issus du Commerce Equitable. Cette mesure a pour objectif d'offrir des locaux alternatifs pour les petites propriétés, les petites initiatives, associations et actions pour créer des espaces de participation dans le marché et également créer des emplois. C'est une manière d'intégrer les critères sociaux, écologiques et de justice dans le circuit économique régional et de donner des offres alternatives aux supermarchés et aux consommateurs
Vérification	http://www.service-eine-welt.de/foerderdatenbank/project-detail.html?project_id=200

Fiche N° 25: “Boutique ambulante de Commerce Equitable, Hankensbüttel, Allemagne”

Institution	Section pour le développement des jeunes / Agenda 21, Mairie de Hankensbüttel
Zone d'action	Niveau local / régional
Période d'action	Depuis 2003 jusqu'à aujourd'hui
Financement	Mairie 5% ; Fond de l'UE 5%, autres sources 90%
Objectifs et/ou produits	Dans le cadre du programme Agenda 21 et face à la situation géographique de l'espace rural peu peuplé, est apparue l'idée d'établir une boutique de Commerce Equitable ambulante. Cette boutique fonctionne à la fois comme un point de vente mais aussi comme un stand d'information sur les thèmes liés au développement durable. De plus, elle est utilisée pour des événements comme par exemple dans des écoles ou marchés. Plusieurs acteurs régionaux de la protection de l'environnement, l'agriculture et de la coopération au développement ont été mobilisés pour fournir des informations sur ces domaines d'action.
Précisions Techniques	C'est une manière d'encourager la diffusion du concept de Commerce Equitable et de développement durable. De plus est un moyen efficace de mettre en relation différents acteurs et d'atteindre des zones isolées et peu peuplées, très souvent étrangères à ce type d'initiatives. En collaboration avec : Aktion Fischotterschutz e. V. ; Butiru Uganda; Ise-Land e.V.; Kirchengemeinde Hankensbüttel
Vérification	http://www.service-eine-welt.de/foerderdatenbank/project-detail.html?project_id=140



Fiche N° 26: « Soutien à la création de boutiques et organisations de Commerce Equitable dans la région du Nord-Pas-de-Calais, France »

Institution	Conseil Régional du Nord Pas de Calais
Zone d'action	Niveau Régional
Mode d'action utilisé	Subvention du Conseil Régional et participation du conseil local du Commerce Equitable
Période d'action	2000 jusqu'à aujourd'hui
Valeur en €	225.000,00 €
Objectifs et/ou produits	<ul style="list-style-type: none"> • Soutien à la création de 15 magasins de Commerce Equitable dans la région ; • Soutien de l'association de Commerce Equitable Artisans du Monde ; • Soutien à la campagne nationale « Alimenterre » ; • Création d'un conseil local de Commerce Equitable avec des acteurs du secteur ; • Volonté de développer la coopération avec le secteur privé local ; • Faire partie d'un groupe d'Autorité Locales pour mettre en place l'achat public éthique ; • Achats publics éthiques (café, t-shirts...) • Soutien au projet de développement du Commerce Equitable (Mali) ; • Soutien au tourisme responsable au Maroc ; • Intégrer le réseau « Territoire de Commerce Equitable »
Précisions Techniques	<p>2000 : Achat de café Commerce Equitable</p> <p>2002 : Soutien à Artisans du Monde</p> <p>2002 – 2008 : Soutien à la création de boutiques de Commerce Equitable</p> <p>2006 : Soutien à un projet de Commerce Equitable au Mali</p> <p>2009 : Certification « Territoire de Commerce Equitable » (équivalent de « Fair Trade Towns »)</p>
Vérification	Formulaire de WFTO Europe

Fiche N° 27: « Marché écologique et solidaire, Pays Basque, Espagne »

Institution	« Kooperera Merkatua » réseau social
Zone d'action	Niveau local
Mode d'action utilisé	Marché Ecologique et Solidaire du pays Basque, ayant lieu à Bilbao : Relatif à la Consommation Durable, avec des produits recyclés, de Commerce Equitable et alimentation écologique. De plus, des activités de sensibilisation sociale, environnementale et de formation sont réalisées. La réinsertion dans la vie active est également encouragée.
Période d'action	Depuis 2008 jusqu'à présent
Valeur en €	-
Objectifs et/ou produits	<p>Dans le cadre du travail en réseau de Kooperera, un marché solidaire et écologique s'est développé. Le projet a pour objectif :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Faciliter l'accès à des produits issus du Commerce Equitable ; • Créer des emplois ; • Former les personnes en situation d'exclusion sociale ; • Elaborer un point de rencontre entre l'éducation sur l'environnement et la sensibilisation sur le thème du Commerce Equitable ; • Promotion du concept en général auprès de la société ; • Offre d'activité comme des expositions, ateliers, débats et visites guidées.
Précisions Techniques	<p>Ce réseau de travail est composé de 3 coopératives, une entreprise d'insertion et Caritas Bizkaia, qui a pour objectif la lutte contre l'exclusion sociale. Les actions les plus importantes pour la combattre sont les projets et initiatives environnementales. Ses valeurs les plus importantes sont, entre autres, la solidarité, la participation et le développement durable.</p> <p>Les Autorités Locales des trois provinces collaborent avec le gouvernement du Pays Basque.</p>
Vérification	<p>http://www.kooperera.org/castellano/quienes_somos_mision.html</p> <p>http://www.reasnet.com/bbpp/15_kooperera.pdf</p> <p>http://www.kooperera.org/castellano/quienes_somos_colaboradores.html</p>

6.4 Assistance technique à des Organisations Productrices de produits issus du Commerce Equitable

Cette pratique rentre dans le cadre de la coopération internationale, elle est bénéfique lorsque les Autorités Locales destinent des ressources techniques et économiques de manière directe, en mettant l'accent sur des aspects techniques, qui peuvent aider des organisations de producteurs de Commerce Equitable, principalement situés dans les pays du Sud.

Les Autorités Locales développent des stratégies à long terme dans lesquelles elles réservent des fonds destinés à la coopération internationale. L'aide peut être économique, assistance technique, directe ou à travers des organisations intermédiaires, adressées à des Organisations de producteurs de Commerce Equitable ; en collaboration avec des Organisations de Commerce Equitable et des pratique d'incidence politique expliquées ci-dessous. Cette aide aux producteurs fait partie de la « chaîne de valeur » qui depuis les Autorités Locales peuvent se développer jusqu'à prendre complètement en compte le Commerce Equitable dans ses actions.

La Mairie de Cordoue est un bon exemple de ce type d'aide puisque qu'elle développe et applique continuellement des stratégies municipales dans lesquelles la coopération internationale est mise en avant, étant une des lignes spécifique de soutien aux producteurs de Commerce Equitable du Sud. Nous pouvons citer quelques exemples tels que les appels publics des Autorités Locales pour l'affectation de ressources à des entités intermédiaires qui peuvent jouer le rôle d'assistance technique dans le cadre de projets internationaux de coopération au développement.

Fiche N° 28: « Action directes de Commerce Equitable dans le cadre des actions de Coopération Internationale pour le Développement du Plan Municipal de Paix et Solidarité 2010-2014, Cordoue, Espagne »

Institution	Mairie de Cordoue – Délégation de Coopération et Solidarité
Zone d'action	Niveau local et international
Période d'action	2010 - 2014
Contenu du Plan et ses objectifs	<p>Les principes et objectifs de la coopération internationale pour le développement à Cordoue sont les suivants : Lutte contre les causes de la pauvreté, égalité des sexes, environnement, droits humains et participations. Les lignes stratégiques sont :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. L'éducation pour le Développement avec les objectifs spécifiques : a. sensibilisation, b. incidence politique et mobilisation citoyenne, c. formation, d. coordination institutionnelle, cohérence et complémentarité des actions 2. Coopération internationale pour le Développement avec les objectifs spécifiques : a. promotion des actions de coopération, b. respect, protection et plein exercice des Droits Humains, c. promotion du pouvoir local, d. renforcement de la formation et de l'autonomie des femmes comme outil pour atteindre l'égalité des sexes, e. processus dan le but d'atteindre l'indépendance alimentaire, f. encouragement d'une économie alternative et solidaire, b. respect de la culture. 3. Action Humanitaire ayant comme objectif spécifique : a. réduction des risques et vulnérabilité des populations, b. aide d'urgence, c. contribution à la protection des droits de la population dans des situations de crises humanitaires et des réhabilitations, d. promotion et amélioration des mesures de recherches, f. encouragement et amélioration des mécanismes de coordination entre les différents agents du Nord et du Sud, g. relations entre les activités de l'Action Humanitaire et les actions et processus de l'Education pour le Développement
Précisions dans le domaine des actions directes de Commerce Equitable	Dans la ligne de coopération internationale pour le Développement et l'objectif d'encourager une économie alternative, la Mairie de Cordoue a pour objectif de soutenir la promotion des principes de Commerce Equitable et met l'accent sur l'économie locale, durable et environnementale. C'est un engagement au soutien direct aux projets de Commerce Equitable et également un bon exemple pour les actions directes d'une mairie pour intégrer le Commerce Equitable dans sa politique de coopération internationale pour le Développement.
Vérification	http://www.cooperacion.ayuncordoba.es/index.php?option=com_content&view=article&id=350:plan-municipal-de-paz-y-solidaridad-2010-14&catid=94&Itemid=118

Fiche N° 29: « Kilombero Rice Project de la Mairie de East Dunbartonshire et Just Trading Scotland en Ecosse »

Institution	Mairie d'East Dunbartonshire
Zone d'action	Niveau local et international
Période d'action	Depuis 2004
Produits	Achat de riz d'une coopérative de petits producteurs au Malawi (National Association of Smallholding Farmers) pour les écoles locales en East Dunbartonshire. De cette manière les petits producteurs sont aidés économiquement et de plus une sensibilisation est réalisée parmi les élèves dans les écoles
Précisions Techniques	Lorsque le riz a été importé pour la première fois, ce fut durant la semaine du Commerce Equitable, ainsi cela a donné d'avantage d'éclat au projet. Chaque école a eu du riz Equitable pour une semaine. De plus la Mairie a fourni des flyers et affiches communiquant les concepts et principes du Commerce Equitable pour la lecture dans les écoles. L'initiation de ce projet a eu un effet multiplicateur sur d'autres municipalités de la région, principalement dans les écoles.
Vérification	www.sustainablescotland.net/conference2009/documents/EastDunbartonshireCouncil-FairTradeRiceProject.pdf

Fiche N° 30: « Soutien aux agriculteurs de Santa Clara de la part de la Mairie de Colmenar Viejo, Pérou »

Institution	Mairie de Colmenar Viejo
Zone d'action	Coopération internationale
Période d'action	2008 – 2009
Valeur en €	Valeur totale du projet : 301.860 € Apport des Autorités Locales : 12.405 €
Objectifs et/ou produits	La Mairie de Colmenar Viejo apporte son aide financière directe au projet « Amélioration de la capacité productive des agriculteurs du hameau de Santa Clara au Pérou » grâce à l'Organisation Non Gouvernementale intermédiaire « Oikos ». Un soutien technique et des formations sont offerts aux petits producteurs pour améliorer leurs connaissances et augmenter la production. De plus, cette action développe les capacités à améliorer la négociation sur les marchés aussi bien nationaux qu'internationaux. Une grande partie de la coopérative est composée de culture de bananes bios. 60 produits se sont réunis dans la coopérative « Asociación de Agricultura y Ganadería de Santa Clara » (Association d'Agriculture et de Bétail de Santa Clara) avec pour objectif de mettre en place une chaîne d'agro-exportation. L'ONG aide à la certification de la plantation de bananes bios à travers un label Commerce Equitable. Les techniques de « Oikos » se reposent sur une assistance technique dans les champs, la gestion de la culture et le respect des principes du Commerce Equitable. Actuellement, 13 hectares de cultures respectent déjà les principes du Commerce Equitable, cependant on envisage d'étendre cette surface à 30 hectares.
Précisions Techniques	Oikos, en collaboration avec la Croix Rouge Espagnole, partage les locaux et l'aide de la Mairie de Colmenar Viejo.
Vérification	http://cooperacion.femp.es/index.php/proyectos/popuproyecto/id_proyecto/14575 http://www.oikos.pt/index.php?option=com_content&task=view&id=384&Itemid=150



6.5 Encourager la formation et le développement des compétences sur le thème du Commerce Equitable et autre thématique liées

Ici, on fait référence au développement des compétences locales soutenu par les Autorités Locales à travers des activités de formation auprès des citoyens sur le thème du Commerce Equitable et autres thématiques liées comme l'accès aux marchés, égalité des sexes, la lutte contre l'exploitation des enfants, le respect de l'environnement, les certifications et les systèmes de garantie, la Responsabilité Sociale Corporative, des Droits Humains, les conditions de travail dignes,...

Une société ayant une conscience ouverte et ayant des bases solides qui permettent de connaître la réalité dans beaucoup d'endroit de la planète transforme les citoyens et les encourage à adopter des modes de vie plus responsables. La pauvreté, le changement climatique et la crise économique sont les trois grandes problématiques actuelles de la planète. Une de leur cause est le système capitaliste et non durable des sociétés du Nord, d'où le développement constant des compétences en matière de Commerce Equitable qui amène à un changement de mode de vie plus durable et respectueux des droits humains.

Fiche N° 31: « Bonnes Pratique au sein de la Mairie de Padua »

Institution	Municipalité de Padua
Zone d'action	Niveau local
Mode d'action utilisé	Application de circulaires nationales de Règlements Municipaux
Période d'action	2008 – jusqu'à aujourd'hui
Valeur en €	-
Produits	Général
Précisions Techniques	<p>La tentative de passer d'un « engagement public vert » à un engagement public social prend forme grâce à la campagne « Communes pour le Commerce Equitable », qui se centre sur les individus et les institutions (municipalités, provinces, régions) et qui dans ce cas s'adresse à la communauté dans le but de stimuler les achats locaux de produits issus du Commerce Equitable. La campagne s'efforce à sensibiliser les fonctionnaires publics et les citoyens au sujet du Commerce Equitable, à travers des mesures et initiatives concrètes.</p> <p>Des circulaires sont donc appliquées du gouvernement central vers la Municipalité de Padova qui encourage par exemple l'achat de produits issus du Commerce Equitable par des cantines d'écoles publiques et orphelinats de la ville.</p>
Vérification	<p>Avec les antécédents d'achat publics verts, la ville cherche maintenant à être une « Commune pour le Commerce Equitable ». L'édition d'un manuel de bonnes pratiques, adressé à la population de Padova, pour le développement durable, où l'achat responsable est pris en compte, (www.padovanet.it/dettaglio.jsp?tassid=963&id=9507#par_8)</p>



Fiche N° 32: Projet Régional de Commerce Equitable à Yorkshire et Humber, Angleterre »

Institution	Yorkshire and the Humber Space
Zone d'action	Niveau Régional
Mode d'action utilisé	Projet institutionnalisé par « Yorkshire and the Humber Space »
Période d'action	2005 – jusqu'à aujourd'hui
Valeur en €	-
Objectifs et/ou produits	<ul style="list-style-type: none"> • Campagne de Commerce Equitable dans les villes de la région • Organisation du Congrès National des Villes de Commerce Equitable à Rotherham, septembre 2007 • Création de documents et articles de promotion du Commerce Equitable pour l'usage de groupe communautaires de la région et des Autorités Locales • « Packs » de Commerce Equitable pour les écoles primaires • Utilisation de produits issus du Commerce Equitable pour la consommation des Autorités Locales
Précisions Techniques	22 Autorités Locales dans la région de Yorkshire et Humber ont été invitées à travailler ensemble pour promouvoir le Commerce Equitable dans leurs propres communautés, et aider des populations et villes de la région à atteindre la certification « Fairtrade town ». C'est une association unique d'Autorités Locales et autres organisations du secteur public de la région intéressées, qui se sont réunies pour accroître la sensibilisation sur le Commerce Equitable et les sujets liés, tout en augmentant la consommation et l'usage de ces produits par les conseils, entreprises et la société en général.
Vérification	Projet élaboré par Yorkshire and the Humber Space (http://www.fairtradeyorkshire.org/about_fairtrade_yorkshire_unid8CF8_page.aspx)

Fiche N° 33: “Offre de formation sur le Commerce Equitable à travers un système de chèque de formation, Autriche”

Institution	Service du gouvernement de l'état fédéral de Steiermark (Service du Droit Environnemental)
Zone d'action	Municipalités de l'état fédéral
Mode d'action utilisé	Système de chèques pour le changement d'activité et matériel de formation
Période d'action	Depuis 2008
Valeur en €	-
Objectifs et/ou produits	Ateliers sur le Commerce Equitable dans des écoles, proposant 4 thèmes : 1. Commerce Equitable, exemple : cacao, football ou coton ; 2. Commerce Equitable exemple : café, coton, mondialisation ; 3. « Développement équitable des mondes » en relation avec le plan global Marshall ; 4. Atelier / séminaire : « l'équité dans l'assiette » (économie agricole mondiale, alimentation et Commerce Equitable) (dans les lycées de formation technique d'économie agricole)
Précisions Techniques	Coopération avec une association agissant dans le domaine de la politique de développement (Südwind NÖ Süd). Ceci, en plus d'être important pour encourager la formation et le développement des compétences locales sur le thème du Commerce Equitable et autres sujets en relation, participe au renforcement institutionnel.
Vérification	www.suedwind-noesued.at/pdf/1_HJ_2008/Faire_Gemeinden/Bildungsscheck_Angebote.pdf

Fiche N° 34: “Convocation pour aide à la formation sur la coopération et l'éducation pour le développement, Cordoue, Espagne”

Institution	Délégation de Coopération et Solidarité de la Mairie de Cordoue
Zone d'action	Niveau Local
Mode d'action utilisé	Plan Municipal de Paix et Solidarité 2010 – 2014
Période d'action	2010
Valeur en €	Maximum 1.500 € par demande
Produits	Dans le cadre du Plan Municipal de Paix et solidarité 2010-2014 la Mairie fait des appels publics pour des aides à la formation sur la Coopération et l'Education pour le Développement. ONG de Développement ou ses collaborateurs peuvent solliciter une aide financière pour élaborer ses actions de formations. Les activités peuvent être de différents types comme des cours, séminaires, ateliers, rencontres, forums,... Ceux-ci doivent être en rapport avec des thèmes de coopération au développement, action humanitaire, éducation pour le développement, éducation interculturelle ou Commerce Equitable.
Précisions Techniques	C'est un bon exemple pour encourager la formation et le développement de compétences dans le cadre de la coopération au développement, le développement durable en général et le Commerce Equitable. Avec leur soutien financier l'Autorité Locale aide à établir et créer des structures, renforcer les compétences locales des ONG et sensibilise la population.
Vérification	http://www.cooperacion.ayuncordoba.es/inicio01/141-ultimos-articulos/369-bases-de-la-convocatoria-de-ayudas-a-la-formacion-sobre-cooperacion-y-educacion-para-el-desarrollo-2010.html

Fiche N° 35: « Fairtrade Schools, Luxembourg »

Institution	Ministère National d'Education et de Formation Professionnelle et Ministère des Affaires Etrangères, Direction de la Coopération et de l'Action Humanitaire
Zone d'action	Niveau National
Mode d'action utilisé	Aide à la formation et à l'éducation grâce à la sensibilisation
Valeur en €	-
Objectifs et/ou produits	Promotion du concept de Commerce Equitable dans les lycées généraux et établissement de formation de personnel
Précisions Techniques	<p>Les lycées doivent respecter les objectifs suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Intégrer le thème du Commerce Equitable dans les programmes (économie, géographie, langues...) • Organiser des événements de sensibilisation au moins une fois à l'année • Rendre visible la certification « Fairtrade school » • Diffuser et mettre en avant régulièrement les activités de sensibilisation (publication dans les journaux des écoles, sur les pages web...) • Informer la communauté scolaire sur la signification de « Fairtrade school » • Créer un comité de gestion «Fairtrade » ayant pour mission de faire respecter tous les critères d'engagement, de rédiger un rapport d'activité à la fin de l'année et d'offrir des produits de Commerce Equitable dans les machines dispensaires et les salles de professeurs.
Vérification	http://www.transfair-luxembourg.org/index.php/fairtrade-school.html

Fiche N° 36: “Journée de la tolérance, Torrejuncillo, Espagne”

Institution	Mairie de Torrejuncillo, Université Populaire de Torrejuncillo (UPT), Conseil de la Culture d'Extremadure, plusieurs ONG
Zone d'action	Niveau local
Mode d'action utilisé	Journées dirigées à toutes les collectivités sociales
Période d'action	Depuis 2004
Valeur en €	-
Objectifs et/ou produits	Aborder des thématiques et problématiques de la société. Ce qui est recherché est la prise de conscience, l'engagement et la sensibilisation à travers la connaissance et l'éducation afin d'affronter et de pallier à ces mêmes problèmes. Les résultats attendus sont la prise de conscience, l'implication et le rapprochement de la société vers des problèmes qui la touche. La méthodologie employée consiste à faire participer toute la population à l'organisation, diffusion et participation aux journées événementielles : tous les collectifs sociaux locaux (composés d'adultes, jeunes, retraités), collèges, lycées, associations, autorités politiques, pères, mères...
Précisions Techniques	Las temáticas se centran en: Diferencias entre países Norte-Sur, economía alternativa y Comercio Justo, nuevas familias del siglo XXI, cooperación, agua, derechos humanos, discapacidad, orientaciones sexuales, religión, etc.
Vérification	www.reasnet.com/bbpb/22_torrejuncillo.pdf

Fiche N° 37: « Cours de formation aux enfants et leurs familles à Ferrara, Italie »

Institution	Mairie de Ferrara
Zone d'action	Niveau local
Mode d'action utilisé	Cours municipaux aux enfants et à leurs familles dans les réfectoires scolaires de la Mairie
Période d'action	2003 - jusqu'à aujourd'hui
Valeur en €	-
Objectifs et/ou produits	5 cours de sensibilisation sont proposés aux enfants qui fréquentent les réfectoires scolaires de Ferrara. Le cours est ouvert pour que les parents et autres membres de la famille puissent y assister. Dans le réfectoire, des bananes sont servies ainsi que du miel issu du Commerce Equitable.
Précisions Techniques	<ol style="list-style-type: none"> 1. « Más en su nariz » (plus dans son nez) est un flyer pour présenter les produits Commerce Equitable présents dans l'école 2. « Más en su nariz y más » (plus dans son nez et plus) presente aux citoyens les initiatives des Ecoles 3. « Del Sur al Norte » (Du Sud au Nord) est une formation et information adressée aux professeurs et parents des enfants 4. « Juegos y cuentos que vienen de lejos » (Jeux et contes qui viennent de loin) sont des ateliers adressés aux enfants et réalisés dans des jardins d'enfant.
Vérification	Exemple envoyé par CTM Altromercato et http://servizi.comune.fe.it/index.phtml?id=1631

6.6 Formation et compétences du personnel des Institutions dans le cadre du Commerce Equitable et des thématiques liées

Des processus de formation sont effectués auprès du personnel des Autorités Locales du Commerce Equitable et des thématiques liées : achat public éthique, accès aux marchés, égalité des sexes, lutte contre l'exploitation des enfants, respect de l'environnement, label et systèmes de garantie, Responsabilité Sociale Corporative, droits humains, éducation pour le développement...

Si une Autorité Locale doit être l'exemple du changement de pensée envers la société, il est vital que ses fonctionnaires reçoivent une formation sur des sujets comme le développement durable, solidaire et équitable.

Dans le cas des villes ayant de petites municipalités, il n'est pas viable que les ressources soient dirigées exclusivement à ce type de formation. Pour autant, ce processus est mené par les associations dont le personnel technique de plusieurs villes ou petits villages sont formés et compétents.

Fiche N° 38: « Séminaire d'Achat Public Ethique, Bilbao, Espagne »

Institution	Mairie de Bilbao
Zone d'action	Niveau Local
Mode d'action utilisé	Engagement Institutionnel envers l'Achat Public Ethique et le Commerce Equitable, 14 mai 2008
Période d'action	2008
Valeur en €	1.912,33 €
Objectifs et/ou produits	La Mairie de Bilbao a réalisé un séminaire sur l'Achat Public Ethique adressé à son personnel. Dans ce séminaire, les critères de l'Achat Public Ethique ont été abordés ainsi que son cadre légal. De plus, une présentation sur les expériences de la Mairie de Barcelone dans ce domaine a été faite. Les aides d'une experte en consultation d'IDEAS et du Chef du Personnel des Parcs et Jardins de la Mairie de Barcelone ont été fournis.
Précisions Techniques	Ce séminaire est un bon exemple pour la formation du personnel des institutions dans le cadre du Commerce Equitable et des thématiques liées. De plus, c'est un bon exemple de travail en réseau car ceux-ci ont utilisés l'assistance et les connaissances d'autres sources.
Vérification	www.bilbao.net/castella/cooperacion/memoria/2008/memoria_2008.pdf

Fiche N° 39: « Formation du Personnel au sujet du Commerce Equitable et autres thématiques liées, Mairie de Miskolc, Hongrie »

Institution	Mairie de Miskolc
Zone d'action	Niveau Local
Objectifs et/ou produits	Dans tout le territoire Hongrois, l'organisation Vedegylet – Protect The Future soutient les communautés locales pour qu'elles soutiennent leurs positions face aux politiques et aux événements qui mettent en danger l'environnement, le patrimoine socioculturel et qui ne respectent pas le droit des communautés à participer aux processus démocratiques. La Municipalité de Miskolc est la troisième plus importante d'Hongrie et assume un rôle important en tant qu'Autorité Locale engagée envers un développement plus durable en Hongrie.
Précisions Techniques	Formation du personnel sur les thématiques suivantes : <ul style="list-style-type: none"> • Lutte contre l'exploitation des enfants ; • Respect de l'environnement ; • Labels et Système de garantie ; • Responsabilité Sociale Corporative ; • Education pour le développement.
Vérification	Questionnaire de WFTO Europe

Fiche N° 40: « Séminaire sur la prise en compte des critères sociaux, écologiques et équitables dans l'achat public, réseau de 4 villes (Luxembourg, Trier, Metz et Saarbrücken) »

Institution	Mairie de Trier
Zone d'action	Local / Régional / International
Période d'action	2009
Financement	100% Mairie de Trier
Objectifs et/ou produits	En 2009 la Mairie de Trier a invité des fonctionnaires administratifs des villes de Luxembourg, Metz et Saarbrücken qui forment ensemble un réseau corporatif appelé « Quattropole », pour participer à un séminaire sur la prise en compte des critères sociaux, écologiques et équitables dans l'achat public de produits et services.
Précisions Techniques	Les objectifs du projet sont : 1. Renforcer la connaissance de l'achat public social, écologique et équitable de manière transfrontalière ; 2. Soutenir les administrations publiques des quatre villes afin qu'elles puissent encourager la prise de résolutions dans le domaine de l'achat public éthique et écologique ; 3. Apporter de l'aide aux administrations pour obtenir les normes comme par exemple des informations sur les certifications. C'est une bonne initiative afin d'augmenter les engagements et actions des Autorités Locales dans l'achat public. De plus c'est un moyen d'échanger des expériences entre les différentes villes et de montrer ainsi les succès en termes de bonnes pratiques. Initiative faite en collaboration avec « Servicestelle Kommunen in der Einen Welt/ InwentGmbH » et les Mairies de Metz, Luxembourg et Saarbrücken.
Vérification	http://www.service-eine-welt.de/foerderdatenbank/project-detail.html?project_id=309

6.7 Intégrer un réseau de travail faisant la promotion des valeurs et actions du Commerce Equitable

Aujourd'hui, le travail en réseau est très apprécié, depuis la perspective d'articulation des efforts, l'échange d'information et des expériences, les Autorités Locales qui prennent en compte dans leurs actions les principes du Commerce Equitable, demandent des informations à jour et l'appartenance à des réseaux qui promeuvent les valeurs du Commerce Equitable facilite cet échange d'information et développe le retour d'information permanent.

Le travail en réseau et la formation de synergie sont vitaux pour développer un effet multiplicateur en Europe, l'appartenance à des réseaux de Commerce Equitable est considéré comme une bonne pratique, en général ces réseaux sont interdisciplinaires et sectoriels avec la participation d'organisations de la société civile, dans ce cas de figure des organisations de Commerce Equitable, autres ONG, entreprises privées, universités...

Un bon exemple de travail en réseau est l'association d'Autorités Locales faisant la promotion du développement de leurs régions, à travers la coopération internationale décentralisée, considérant de nouveaux modèles plus solidaires et équitables.

Fiche N° 41: « Le Fond Andaloux des Municipalités pour la Solidarité Internationale incluant parmi ses lignes d'action spécifiques le Commerce Equitable »

Institution	Fond Andaloux des Municipalités pour la Solidarité Internationale
Zone d'action	Régional (Andalousie)
Mode d'action utilisé	Le Fond Andaloux des Municipalités pour la Solidarité Internationale (FAMSI) est un réseau de gouvernements locaux et autre entités nées en 2000 pour coordonner l'intérêt et les ressources techniques et financières destinées à la coopération internationale pour le développement humain local. Celui-ci a inclus le Commerce Equitable parmi ses lignes d'actions spécifiques, et ceci à travers un accord avec l'organisation IDEAS et cherche à établir un Réseau Andaloux de Commerce Equitable.
Période d'action	2009
Valeur en €	Non renseignée
Objectifs et/ou produits	Sensibilisation, formation, recherche, coopération et diffusion, pour les actions qui seront lancées après cet accord, et qui sont comprises dans le Programme des Villes pour le Commerce Equitable (Programa de las Ciudades para el Comercio Justo).
Précisions Techniques	<p>Des initiatives de sensibilisation et d'éducation pour le développement et des actions de formation spécifiques pour les Autorités Locales Andalouses se développeront simultanément. De plus, la réalité des Communauté Autonome Andalouses sera étudiée et analysée pour déterminer les activités nécessaires afin de rendre le travail le plus efficace possible.</p> <p>L'accord comprend aussi un aspect sur les activités dans les pays pauvres, dans lesquels seront identifiés les besoins en développement économique, social et humain ce qui permettra d'élaborer des actions de coopération internationale qui leur apporteront des outils nécessaires pour réduire la pauvreté et promouvoir un développement durable à travers les canaux de Commerce Equitable.</p> <p>Cet accord a été élaboré d'abord par la province à travers la Députation de Malaga, ou le Réseau des Municipalités de Malaga pour le Commerce Equitable a été créé.</p>
Vérification	http://www.andaluciasolidaria.org



Fiche N° 42: « Réseau ICLEI et son aide apportée aux initiatives de Commerce Equitable »

Institution	Réseau ICLEI
Zone d'action	Niveau Européen et Mondial
Mode d'action utilisé	ICLEI est une association démocratique, et internationale de gouvernements locaux et associations de gouvernements locaux nationaux et régionaux, qui assurent un engagement envers le développement durable. Cette association a été créée en 1990 comme Conseil International pour les Initiatives Environnementales Locales (International Council for Local Environmental Initiatives), et a compté sur le soutien du Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE) et de l'Union Internationale des Autorités Locales (IULA).
Période d'action	1990 jusqu'à aujourd'hui
Valeur en €	-
Objectifs et/ou produits	En tant qu'association, elle soutient les gouvernements locaux pour : créer une conscience politique sur des questions de type développement durable local, établir des plans d'action, travailler sur la mise en place de projets, et évaluer le progrès local pour accélérer le développement durable. Comme mouvement, ICLEI développe et conduit de multiples campagnes et programmes qui abordent des thématiques de développement durable tout en protégeant les biens publics mondiaux (tels que la qualité de l'air, le climat, l'eau), et relie les actions locales aux objectifs internationaux.
Précisions Techniques	Dans son contexte de travail et particulièrement dans le cadre du programme de gestion durable, ICLEI apporte un grand soutien au Commerce Equitable et à la Consommation Responsable durable, qui promeuvent le développement durable, développement par de la même des projets, actions et études adressées principalement à l'Achat Public et son application dans les Autorités Locales. En tant que réseau d'Autorités Locales (plus de 1000 Municipalités du monde entier), elle fait partie des partenaires des projets européens qui présentent comme objectifs principaux établir le lien entre les Autorités Locales et le Commerce Equitable et Responsable à travers l'Achat Public.
Vérification	http://www.iclei-europe.org/about-iclei/

Fiche N° 43: « Réseau FA !R 2009-2012, projet pour élaborer un modèle de coopération dans la région fédérale de Renania du Nord – Westfalia, Dortmund, Allemagne »

Institution	Bureau Agenda 21 de Dortmund
Zone d'action	Niveau Régional et Local
Période d'action	2009-2012
Valeur en €	2.000.000,00 €
Objectifs et/ou produits	Après la première feria « FA!R » en 2008 il a été décidé d'élaborer un concept pour la région fédérale de Renania du Nord – Westfalia, à travers un travail en réseau des Autorités Locales et d'organisations civiles, avec les modules suivants : 1. Concept pour l'acquisition d'entreprises de commerce au détail traditionnelles pour la vente de produits issus du Commerce Equitable, 2. Elaboration d'un système d'ateliers pour les directives et employés du commerce au détail traditionnel et des boutiques de Commerce Equitable pour atteindre une intégration entre elles mêmes et leur qualification, 3. Concept de marketing orienté vers les groupes destinataires de Commerce Equitable, 4. Concept pour contacter des personnes ayant la capacité de décision dans un contexte de surcharge de travail dans les municipalités, grandes entreprises (par exemple les hôpitaux) et églises. Ce concept mondial se réalisera dans une région test en collaboration avec une association de détaillants. Puis les résultats seront disponibles pour d'autres municipalités et groupes d'acteurs intéressés. L'objectif est la professionnalisation du Commerce Equitable en Renania du Nord – Westfalia, la prise en compte de nouveaux commerçants au détail et l'assistance, la coopération et la formation des acteurs. Un autre des objectifs est l'élaboration d'une feria spécialisée et pour les consommateurs.
Précisions Techniques	Partenaires de coopération : Eine Welt Netz NRW, TransFair e.V., Einzelhandelsverband Westfalen-Münsterland e.V., Messe Westfalen Hallen Dortmund GmbH, Impulse - Agentur für Projektentwicklung und -management GmbH. Financement : 10% Commune, 10% partenaires de coopération, 10% ressources de la région fédérale, 10% ressources fédérales, 50% ressources de l'UE, 5% économie locale et 5% autres ressources.
Vérification	http://www.service-eine-welt.de/foerderdatenbank/project-detail.html?project_id=94

Fiche N° 44: « Réseau de la Capitale de la Culture Européenne Equitable – Ruhr 2010 – contre l’exploitation des enfants et soutien du Commerce Equitable, Allemagne »

Institution	Bureau de l'Agenda 21 des villes de Dinslaken, Dortmund et Oberhausen et autres organisations dans le cadre de la politique de développement
Zone d'action	Niveau Régional et Local
Mode d'action utilisé	« Grande Charte » de 53 municipalités (12.06.2010)
Période d'action	Depuis 2010 avec l'objectif de moyen terme de transformer la ville en une métropole équitable
Valeur en €	-
Objectifs et/ou produits	Nouvelle intégration dans un réseau de villes dans le région de Ruhr qui s'engage à l'achat public éthique de produits élaborés sans exploitation infantile et qui appliquent de plus les principes du Commerce Equitable.
Précisions Techniques	Partenaires : AllerWeltHaus Hagen, Amt für Mission, Ökumene und kirchliche Weltverantwortung der Evangelischen Kirche von Westfalen, Eine Welt Netz NRW, Eine Welt Forum Essen, Eine Welt Zentrum Herne, Eine Welt Netz Oberhausen, EXILE Kulturkoordination, FUGE Hamm, Infostelle "Dritte Welt" des Ev. Kirchenkreises Duisburg, Informationszentrum Dritte Welt Dortmund, Miseror Arbeitskreis Essen- Überraehr, Gemeindedienst für Mission und Ökumene der EKIR Westliches Ruhrgebiet, Grüne Jugend NRW, ProAsyl/ Flüchtlingsrat Essen e.V. Ceci est important pour la promotion du travail en réseau qui encourage le respect des principes du Commerce Equitable. De plus, cela représente une possibilité de création de base et de lien entre la société, ses initiatives, les villes et leurs mairies.
Vérification	www.faire-metropole-ruhr.de/kampagnen.htmlnews_singleview0+M5c4432379d2.html



Fiche N° 45: « Stratégie pour établir un réseau d'économie solidaire, Italie »

Institution	24 Autorités Locales qui respectent les Districts de l'Economie Solidaire
Zone d'action	Niveau Local/Régional/National
Mode d'action utilisé	Stratégie Nationale, grande charte et travail en réseau
Période d'action	De 2002 jusqu'à aujourd'hui
Objectifs et/ou produits	<p>En 2002, l'initiative « Stratégie d'un Réseau d'Economie Solidaire » (RES) a été créée au niveau national en Italie et a donné lieu à l'élaboration d'une Grande Charte en 2003. Les organismes qui en sont à l'origine sont : le réseau « Liliput », des magasins de Commerce Equitable, initiatives de Commerce Equitable, organismes de financement éthiques ou coopérations sociales. Cette stratégie se base sur les expériences d'autres pays européens et latino-américains.</p> <p>Des districts d'Economie Solidaire (DES) ont été créés comme outil pour activer cette stratégie nationale. Ceux-ci doivent respecter et encourager les critères de l'économie solidaire définis dans la Grande Charte de la RES. C'est à la fois une forme de décentralisation ainsi qu'une manière de travailler ensemble et en réseau. Jusqu'à aujourd'hui, les 24 districts ont affirmé cette Grande Charte d'Economie Solidaire.</p> <p>Les Autorités Locales sont des acteurs importants dans les réseaux de districts puisqu'ils sont des agents de soutien et de promotion d'une économie solidaire sur leurs propres territoires. Les autres acteurs du district sont : les consommateurs, les entreprises qui travaillent sous les critères de l'économie solidaire, les employés et institutions de banque éthique.</p> <p>Cette initiative porte une forte incidence de travail en réseau en incluant plusieurs acteurs. Ces acteurs participent à la réalisation d'un nouveau système économique qui, à long terme et avec d'avantage de reconnaissance, pourra devenir une stratégie d'appui à une politique qui soutiendra un système commercial plus juste et solidaire. C'est une réponse importante face aux défis portés par la mondialisation et les relations entre les marchés profitant des ressources locales</p>
Précisions Techniques	<p>Les critères de l'économie solidaire coïncident beaucoup avec ceux du Commerce Equitable. L'économie solidaire exige entre autre : de nouvelles relations entre les acteurs économiques qui se basent sur la réciprocité et la coopération, la justice et le respect des gens (conditions de travail, santé, éducation, intégration), le respect de l'environnement, la participation démocratique, l'engagement envers l'économie locale et l'encouragement des relations locales sur le territoire ainsi que l'utilisation des ressources excédentaires pour mener des projets qui auront des conséquences positives sur la société.</p> <p>Les thèmes de Commerce Equitable, consommation responsable, finances éthiques, tourisme durable, respect de la nature et agriculture bio s'inscrivent dans le concept d'économie solidaire.</p> <p>Le réseau fonctionne avec trois principes clés : 1. Valorisation de la dimension locale ; 2. Economie de la justice (durabilité sociale) et 3. Durabilité écologique. Ces trois principes sont respectés grâce à la méthode de participation active de tous les acteurs.</p> <p>A travers la prise en compte des expériences des autres pays ou continents, la dimension locale peut être élargie et ainsi contribuerait à l'amélioration de la constitution de l'économie solidaire tant dans ces propres districts que dans les autres pays profitant ainsi que tous les acteurs de l'économie solidaire (réseau sectoriel)</p>
Vérification	http://www.retecosol.org/index.php



Fiche N° 46: Organisation de l'événement « Jeunes Européens 2010 : Lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale », Assemblée législative de la Région Emilia – Romagna, Italie.

Institution	Assemblée Régionale d'Emilia – Romagna
Zone d'action	Local, national, régional, international
Mode d'action utilisé	Evénement international destiné aux jeunes européens avec la participation d'experts mondiaux.
Période	24 jusqu'au 27 novembre 2010
Objectifs et/ou produits	L'Assemblée Législative de la Région d'Emilie Romagna, en coopération avec plusieurs acteurs publics et les Autorités Locales européennes et italiennes, organise l'événement « Jeunes Européens 2010, ancienne et nouvelle pauvreté : solidarité et inclusion sociale ». Le programme comprend la thématique de « l'Année Européenne de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale ». l'objectif de cette réunion est de donner l'opportunité à des étudiants de toute l'Europe (300) et à leurs professeurs de communiquer et débattre sur les thèmes de l'exclusion sociale et de pauvreté. Le débat se concentre au niveau européen mais aussi à l'échelle internationale, en expliquant le rôle des jeunes en tant que future génération de changement et de possibilité d'intervenir dans la lutte conte la pauvreté et l'exclusion sociale.
Précisions techniques	Cet événement est une illustration des pensées et des engagements de la jeune génération envers la solidarité à l'échelle européenne sans perdre de vu le contexte international. C'est aussi un moyen de montrer aux jeunes leurs capacités et leurs responsabilités pour agir dans ce domaine. De plus, c'est un bon exemple de travail en réseau avec les Autorités Locales puisque plusieurs autorités locales d'Italie et du reste de l'Europe participent, dont 28 institutions éducatives provenant de tous les pays européens. Durant l'événement, une référence spéciale a été faite au Commerce Equitable à travers un débat sur l'éthique et la solidarité dans l'économie internationale. Les participants au débat ont été entre autre le fondateur de la Banque de microcrédit « Grameen » et le prix Nobel de la paix 2006, Muhammad Yunus, ainsi que le directeur exécutif de WFTO Mondial. Il est important de noter que tous les aliments du buffet de l'événement étaient des produits issus du Commerce Equitable pour en promouvoir le principe.
Vérification	http://www.2010againstopoverty.eu/downloads/Events/event_124_EUROPEAN_YOUTH_MEETING_2010.pdf?langid=sk Document: European Youth Meeting 2010: "The Youth, the old and the new poverty: solidarity and social inclusion"



Fiche N° 47: «Réseau de Commerce Equitable et Consommation Responsable de Castilla-la-Mancha, Espagne »

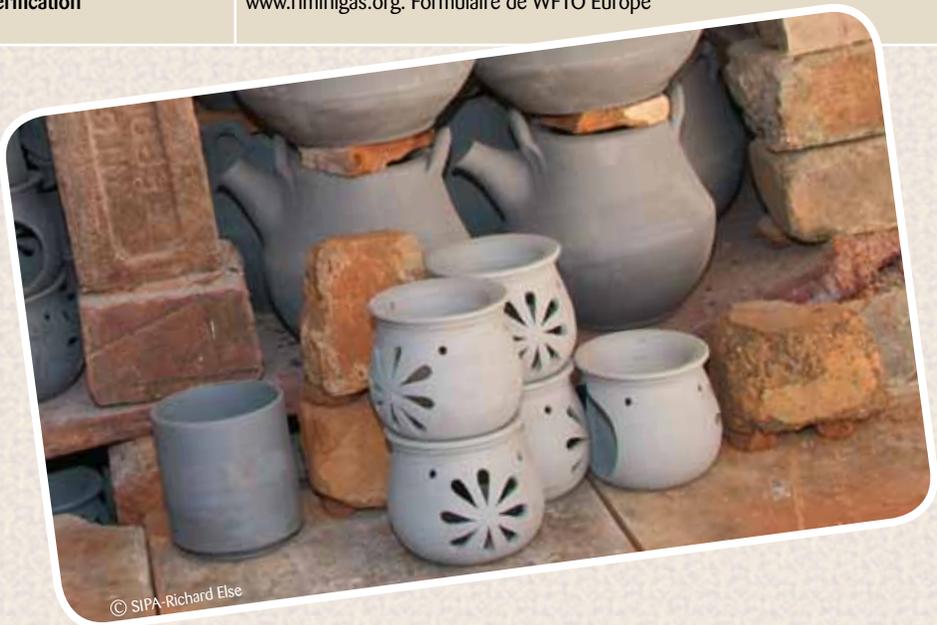
Institution	Assemblée des Communautés de Castilla-la-Mancha
Zone d'action	Niveau régional/local
Mode d'action utilisé	Formation du Réseau de Commerce Equitable au niveau régional
Période contractuelle	Depuis 2001
Produits	Plusieurs entités et organisations de Commerce Equitable localisées dans la Communauté Autonome de Castilla-la-Macha se sont regroupées au sein du réseau de Commerce Equitable et de Consommation Responsable. De plus, elles travaillent en collaboration avec l'Assemblée de Communautés de Castilla-la-Mancha et ses départements qui aident à l'élaboration de projets et d'événements. Le réseau a plusieurs domaines de travail comme la sensibilisation, la formation et l'éducation, l'information, les campagnes de Noel et la commercialisation. Plus particulièrement, la campagne de commercialisation des produits issus du Commerce Equitable se fait à travers des magasins membres du réseau. Ainsi, la diffusion du concept est augmentée, ainsi que celle des principes et produits issus du Commerce Equitable et le rapprochement avec la société est assuré. Dans le domaine de la sensibilisation, entre autres, des études et autres documents sont publiés, des campagnes sont également organisées comme par exemple « café au gout équitable » (« café con sabor a justo »)
Précisions techniques	Le mode de travail en réseau de cet exemple montre son importance et les effets positifs qu'il génère. Les Organisations Non Gouvernementales, magasins et Autorités Locales travaillent ensemble en vue de réussir la diffusion du concept de Commerce Equitable et de consommation responsable. Ainsi, nous pouvons bénéficier d'une synergie et donner des offres plus profondes à la société. A long terme, nous contribuons à l'établissement d'une culture et d'une économie plus solidaire et à la protection de l'environnement qui est un point important dans la promotion du développement durable.
Vérification	http://www.comerciojustoclm.org/



© Fair Trade Egypt

Fiche N° 48: “Travail en réseau et soutien au points de vente pour la promotion du Commerce Equitable dans la province de Rimini, Italie”

Institution	Gouvernement provincial de Rimini et RIGAS
Zone d'action	Niveau Provincial
Mode d'action utilisé	Aide financière et technique
Période d'action	Depuis 2009
Valeur en €	-
Objectifs et/ou produits	En accord avec les politiques et stratégies de développement durable appliquées par les organismes publics de la province, on cherche ici à développer et diffuser l'activité économique orientée à la consommation critique et consciente, le tourisme responsable et durable, le Commerce Equitable, l'agriculture biologique et l'énergie biodynamique, les finances éthiques, les énergies renouvelables... Tout ceci a montré l'engagement comme base commune d'expérience dans la pratique économique et sont des réponses pratiques aux questions que posent notre économie mondialisée. La province de Rimini, en faveur de cette réalité territoriale structurée et en collaboration avec les organisations qui encouragent la consommation éthique et la solidarité économique, intègre l'initiative « GAS » (« Groupe d'Achat Solidaire ») et développe « RIGAS » (Coordination des Groupes d'Achat Solidaire dans la Province de Rimini).
Précisions Techniques	<p>Avec ce réseau de travail en plus des initiatives propres de la province de Rimini, des actions sont développées en matière de :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Campagnes de sensibilisation et promotion du Commerce Equitable et de consommation responsable ; • Soutien aux points de vente de Commerce Equitable, à travers les réfectoires des écoles publiques supérieures, des administrations publiques et des boutiques spécifiques de RIGAS ; • Promotion de la formation, sur des thèmes liés au Commerce Equitable, pour les administrations publiques et les citoyens en général ; • Adhésion à la Charte « Aalborg » en 2001 et à partir de 2002 intégration de l'Agenda 21 ; • Règlement d'achat « verts » pour la fourniture de biens et services ayant des critères écologiques ; • Projet « Produit et consomme solidaire et durable » ; • Coordination avec le secteur privé au travers de l'initiative « Acquisition de tourisme vert » ; • Actions d'achats publics éthiques.
Vérification	www.riminigas.org . Formulaire de WFTO Europe



Fiche N° 49: « Relations commerciales d'économie solidaire en Navarre, Espagne »

Institution	REAS Navarre et Gouvernement de Navarre
Zone d'action	Niveau Régional
Mode d'action utilisé	Soutien financier et technique
Période d'action	Depuis 2003
Valeur en €	-
Objectifs et/ou produits	<p>Renforcement des relations commerciales avec les organisations d'économie solidaire, centre d'insertion, Commerce Equitable ; sous trois piliers :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Emploi : Encouragé l'emploi parmi les secteurs en danger d'exclusion sociale • Environnement : Soutenir les entités qui réalisent des activités ayant un impact environnemental faible • A but non lucratif : encourager les entités ayant pour but la promotion humaine et sociale et non l'obtention de bénéfices.
Précisions Techniques	<p>On a mis en avant les entités avec lesquelles des relations allaient être mises en place dans le but de réaliser des achats et services : Premièrement, les entités d'économie solidaire (Commerce Equitable), ensuite les entités à but non lucratif qui ont de bonnes pratiques sociales, environnementales et éthiques, et finalement les entités à but lucratif étant impliquées dans la Responsabilité Sociale Corporative.</p> <p>Ce critère s'est développé dans pratiquement tous les aspects possibles : activité bancaire (banque éthique), location d'espaces, communication, restauration, assurances, distribution...</p> <p>Depuis 2005, REAS Navarre a réalisé des achats pour une valeur de 133.480,33 € à des entités d'Economie Solidaire, réalisant ainsi 84,34% du total des achats qu'a réalisés la structure du réseau. Ces achats ont été faits auprès de 26 entités différentes, promouvant ainsi les principes de l'Economie Solidaire, l'augmentation de l'échange économique entre les entités du réseau, l'idée de Marché Social et ceci a renforcé chacune des entités.</p>
Vérification	www.reasnet.com/bbpp/42_BBPP_REAS_Navarra.pdf



6.8 Soutien des incidences politiques en faveur d'un système commercial mondial plus juste et solidaire

Une Autorité Locale, ayant un rôle d'entité régulatrice et de prise de décisions, peut exercer ce rôle à travers des actions ponctuelles telles que : la Régulation publique du Commerce Equitable, les Projets de Loi et Ordonnances Municipales, promotion du Commerce Equitable comme alternative au système commercial traditionnel.

Cette pratique a un impact lorsque les Autorités Locales sont nombreuses et ont un objectif commun et depuis une zone spécifique, elles mènent alors une politique qui contribue à un système commercial mondial plus équitable. Les Autorités Locales ont ce pouvoir d'action et si toute une région unie ses forces à celles-ci, comme c'est le cas pour l'Ecosse et le Pays de Gales, c'est alors tout un pays qui peut faire pression sur les organisations supranationales qui régulent les conditions des marchés internationaux.

Un des premiers défis est de renforcer les capacités de construction des politiques publiques nationales. Pour cela, il est nécessaire d'identifier les acteurs. Il est également nécessaire d'identifier quel est l'agenda, l'éclairer, le rendre objectif, le communiquer et élaborer des accords. Il est nécessaire de connaître les outils et démarches au niveau national, construire collectivement l'intelligence de l'incidence de chaque pays ayant l'objectif d'adresser le thème correct à l'interlocuteur correct, pour l'accès aux Autorités Locales Européennes, qui peuvent avoir une incidence sur l'entité supra étatique que représente l'Union Européenne et à son tour assumer les bons prononcés qui iront dans le sens du Commerce Equitable.

Fiche N° 50: "Campaña Nacional Escocesa de Comercio Justo, la integración de los principios del Comercio Justo en todos los niveles de la sociedad"

Institution	Gouvernement d'Ecosse et Parlement Ecossois
Zone d'action	Niveau National
Mode d'action utilisé	Résolutions approuvées par 10 Autorités Locales (32 au total)
Période d'action	2006-2011
Valeur en €	-
Objectifs et/ou produits	Les objectifs de cette campagne sont : Contribuer à un système commercial ayant une plus grande justice, faire connaître le Commerce Equitable et ses principes, augmenter la vente de produits issus du Commerce Equitable, générer un engagement significatif envers le Commerce Equitable à partir du Parlement écossois et des organes exécutif.
Précisions Techniques	En juillet 2006, l'Assemblée du Gouvernement du Pays de Gales et le Gouvernement écossois ont votés une série de principes innovateurs pour devenir les premières Nations pour le Commerce Equitable. Le Pays de Gales a obtenu ce titre en juin 2008, et le Forum Ecossois du Commerce Equitable a lancé récemment « l'effort final pour atteindre les objectifs de la Nation Juste » pour la fin 2011. Le Forum Ecossois de Commerce Equitable et le Conseil de Highland sont les hôtes de la conférence et fournissent les locaux pour le débat et la collaboration de représentants du gouvernement local et autres acteurs clés. Ceci est une opportunité de profiter des expériences, de l'enthousiasme et de l'énergie des Autorités Locales écossoises qui se sont engagées envers le Commerce Equitable ces dernières années
Vérification	Les Autorités Locales sont un facteur clé dans la réussite de cette campagne. Pour arriver à être une Nation de Commerce Equitable, les 32 Autorités Locales écossoises doivent avoir approuvé toutes des résolutions de travail pour devenir une Zone de Commerce Equitable, et 55% d'entre elles – c'est-à-dire 18 Autorités – doivent avoir obtenu ce statu. Jusqu'à présent, 10 Autorités Locales ont réussi à obtenir la qualification de Zone de Commerce Equitable et les 19 autres sont encore en train de travailler à cela. (www.scottishfairtradeforum.org.uk/)

Fiche N° 51: « Déclaration institutionnelle en faveur du Commerce Equitable à Grenade, Espagne »

Institution	Mairie de Grenade
Zone d'action	Niveau local, organismes et entreprises municipales
Mode d'action utilisé	Déclaration institutionnelle en faveur du Commerce Equitable, du 25 juin 2008
Période d'action	2008 jusqu'à présent
Valeur en €	-
Objectifs et/ou produits	<ol style="list-style-type: none"> 1. Promouvoir et encourager l'usage des produits issus du Commerce Equitable d'une forme participative, avec une projection transversale et reconnaissant le concept comme un moyen innovateur de la coopération au développement ; 2. Promouvoir activement le Commerce Equitable parmi les groupes d'intérêt encourageant et diffusant les initiatives que les différentes organisations de Grenade développent pour atteindre les objectifs ; 3. Développer une politique d'achat public, éthique et de soutien au Commerce Equitable en nous engageant à l'inclure dans notre politique et pratique d'achat et de contrat, dès lors que cela est possible ; 4. Conseiller que dans d'autres domaines de gestion de la politique municipale, les principes du Commerce Equitable et de l'Achat Ethique soient pris en compte ; 5. Réaliser une campagne d'information et de sensibilisation pour diffuser les objectifs, bénéfices et résultats de la pratique du Commerce Equitable et Responsable, parmi le personnel municipal et la société de Grenade ; 6. Participer au groupe de travail qui intègre les différents acteurs intéressés nécessaires pour que Grenade devienne une Ville Equitable (administration, vendeurs au détail et restauration, communauté éducative, associations de consommateurs, organisations de coopération au développement et Commerce Equitable) ; 7. Sensibiliser sur le thème de l'impact positif de l'achat public dans les relations durables Nord-Sud et le Commerce International ; 8. Participer à l'élaboration d'un réseau espagnol pour les actions locales en faveur du Commerce Equitable ; 9. Organiser des événements et publicités lors de la Journée du Commerce Equitable et collaborer dans la campagne internationale annuelle de promotion de la connaissance du Commerce Equitable ;
Précisions Techniques	<p>Après plusieurs réunions entre l'Agenda 21 Local et Intermón Oxfam, différentes activités ont été réalisées telles que :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Célébration de la Journée Mondiale du Commerce Equitable, le 9 mai 2009, l'Agenda 21 et le Conseil de la Jeunesse et Intermón Oxfam ont organisé un marché solidaire ; 2. Discussions sur le thème du Commerce Equitable dans des collèges du projet Agenda 21 Scolaire en 2008 3. Informations relatives à la Journée Scolaire de la Non Violence et la Paix (30 janvier 2009)
Vérification	www.granada.org/inet/agenda21.nsf



Fiche N° 52: « Plan national d'action pour des achats publics durables, France »

Institution	Etat Français
Zone d'action	National / Régional / Local
Mode d'action utilisé	Déclaration de l'Etat Français et Plan d'action national pour l'achat public durable
Période d'action	2006 jusqu'à aujourd'hui
Objectifs et/ou produits	En 2002, lors du sommet de Johannesburg, l'Etat français a signé une déclaration dans laquelle il affirmait sa volonté de mettre en place des critères sociaux et environnementaux dans ces achats publics. En mars 2005, la France a approuvé la Charte Environnementale dans la même ligne que l'approbation de la stratégie nationale de développement durable. En 2006, un code d'achat public a été approuvé et a ainsi chaque fois qu'un achat public durable peut être fait, il doit être fait. Avec l'approbation du plan d'action national pour l'achat public durable cet ensemble de code a été encore plus renforcé. En 2009 deux innovations sont apparues : premièrement une directive qui indique que toutes les administrations de l'Etat doivent être des exemples d'achat public et deuxièmement la directive pour le service d'achat de l'Etat où l'obligation de la prise en compte des mesures qui encouragent et respectent le développement social et durable est spécifiée.
Précisions Techniques	Ces plans et directives juridiques sont le cadre national qui ouvre la possibilité de prendre en compte les produits issus du Commerce Equitable dans les achats des Autorités Locales ; C'est un bon exemple de l'influence d'une politique de soutien ç un modèle commercial mondial plus juste et solidaire. De plus, ces stratégies permettent aux Autorités Locales de montrer l'exemple aux consommateurs et aux entreprises locales.
Vérification	http://www.commerceequitable.org/lecommerceequitable/achats-publics.html

Fiche N° 53: « Approbation d'une loi pour le développement de mesures de soutien pour la diffusion du Commerce Equitable dans la région de Toscane, Italie »

Institution	Députation de Toscane
Zone d'action	Niveau Régional / Local
Mode d'action utilisé	Loi Toscane Régionale Sur le Commerce Equitable L.R. 23 février 2005, n°37
Période d'action	Depuis 2005
Objectifs et/ou produits	En 2005 la Députation de Toscane a approuvé une loi avec pour objectif d'encourager le Commerce Equitable et le développement de mesures pour sa promotion. On considère que le Commerce Equitable est une mesure de promotion de la coopération internationale, la solidarité entre les peuples, les cultures et les régions. De plus, c'est une aide à la croissance économique et sociale respectant chaque individu dans les pays en voie de développement qui vivent de la commercialisation de leurs produits dans les pays du Nord. Soutien aux initiatives des entreprises et ONG dans le domaine du Commerce Equitable respectant les critères établis dans la « Charte de la politique Italienne de Commerce Equitable » de 1999.
Précisions Techniques	Les points clés de la loi sont les suivants : <ul style="list-style-type: none"> • Identification de produits issus du Commerce Equitable- la loi établie des conditions qui se doivent d'être respectés pour que le produit soit désigné comme un produit Commerce Equitable. Les associations régionales qui travaillent dans le domaine du Commerce Equitable doivent participer dans le processus de fixation des critères car ce sont elles qui ont le plus de connaissances dans ce secteur ; • Etablissement d'un registre régional des organisations et acteurs du Commerce Equitable ; • Promotion du Commerce Equitable grâce à des campagnes et initiatives de sensibilisation pour les consommateurs comme par exemple des dégustations dans des écoles ; • Inciter les entreprises locales à introduire le Commerce Equitable dans leur travail ; • Introduction des produits issus du commerce Equitable dans les réfectoires et cafétérias des administrations publiques ; • Renforcement de la coopération internationale et mise en place d'une Journée Régionale du Commerce Equitable.
Vérification	http://www.commerceequitable.org/lecommerceequitable/achats-publics.html

Fiche N° 54: Déclaration Municipale d'aide à la diffusion du Commerce Equitable dans la ville de Malaga, Espagne »

Institution	Mairie de Malaga
Zone d'action	Municipal, organismes et entreprises municipales
Mode d'action utilisé	Déclaration Municipale du 29 mai 2008
Période d'action	Depuis 2008
Objectifs et/ou produits	<ol style="list-style-type: none"> 1. Promouvoir et encourager l'usage de produits issus du Commerce Equitable dans le domaine municipal, d'organismes et entreprises municipales, d'une forme participative, avec une projection transversale et reconnaissant ce concept comme un moyen innovateur pour la coopération au développement ; ainsi que contribuer à la détermination des objectifs à court, moyen et long terme pour faire de Malaga une « Ville Equitable » ; 2. Incorporer de manière progressive les produits issus du Commerce Equitable dans les documents d'information administrative, ainsi que municipaux, des organismes et des entreprises. En particulier, l'achat de matières textiles, de produits alimentaires et de café pour la vente en distributeurs automatiques installés dans des locaux municipaux comme d'organismes et entreprises, seront introduits d'une manière lente. Aussi, des événements seront célébrés dans les locaux ou sont utilisés des services de restauration. 3. Dans d'autres domaines de gestion de la politique, recommander le respect des principes du Commerce Equitable et de l'Achat Ethique, contribuant ainsi a développement durable, au respect des droits des personnes productrices et travailleuses, mettant l'accent particulièrement sur la lutte contre l'exploitation des enfants au travail, la discrimination des femmes et la protection de l'environnement ; 4. Réaliser une campagne d'information et de sensibilisation pour diffuser les objectifs, bénéfiques et résultats de la pratique du Commerce Equitable et Responsable, parmi le personnel municipal et la société de Malaga ; 5. Participer au groupe de travail qui intègre les différents acteurs intéressés et nécessaires pour faire de Malaga une « Ville Equitable » (administration, commerçants au détail et restauration, communauté éducative, associations de consommateurs, organisations de coopération au développement et Commerce Equitable) ; 6. Sensibiliser au sujet de l'impact positif de l'achat public dans les relations durables Nord-Sud et dans le commerce international ; 7. Participer à la mise en place d'un réseau espagnol pour les actions locales en faveur du Commerce Equitable ; 8. Organiser des événements et publicités lors de la Journée du Commerce Equitable et collaborer à la campagne internationale annuelle pour la promotion de la connaissance du Commerce Equitable.
Precisions Techniques	<p>« Café Ville pour le Commerce Equitable »</p> <p>Utilisation de café issu du Commerce Equitable pour la consommation interne de ses travailleurs et dans les locaux de restauration des événements municipaux, ainsi que dans les locaux de restauration des événements qui s'organisent depuis l'Hôtel de Ville.</p> <p>« Réduction de la pauvreté grâce au Commerce Equitable »</p> <p>Avec la collaboration de la Mairie de Malaga, une conférence débat a été organisée en juillet ayant pour titre « Réduction de la pauvreté grâce au Commerce Equitable » (« Erradicando la pobreza a través del Comercio Justo »), activité qui a compté sur la présence de Sandra Beverly, représentante du groupe de producteur de Commerce Equitable Selyn (Sri-Lanka).</p> <p>Cette activité a pour objectif d'informer les citoyens de Malaga sur ce qu'est le Commerce Equitable, et montrer que ce système peut être un outil de coopération au développement efficace.</p>

Fiche n° 55: “Loi Régionale: Discipline et mesures pour le développement du Commerce Equitable et la solidarité en Emilie-Romagne, Italie”

Institution	Conseil Régional d’Emilie-Romagne
Zone d’action	Niveau Régional
Mode d’action utilisé	Loi Régional n°26 du 29 décembre 2009
Période d’action	Depuis 2009
Objectifs et/ou produits	<ol style="list-style-type: none"> 1. La région, conformément aux principes de la démocratie, égalité, justice et la solidarité reconnaît le rôle important de promotion du Commerce Equitable et de ses valeurs de justice sociale et de développement durable économique dans la région d’Emilie-Romagne. Ce concept est basé sur un modèle de production en coopération et dans le respect des personnes et de l’environnement. 2. Les objectifs suivants doivent être atteints dans la région : <ol style="list-style-type: none"> a. Promouvoir une plus ample information auprès des consommateurs pour encourager l’achat responsable ; b. Promouvoir un plus grand usage de produits du Commerce Equitable. 3. La région parrainera et apportera son soutien aux initiatives économiques pour atteindre les objectifs mentionnés ci-dessus.
Détails de la loi	<ul style="list-style-type: none"> • La définition du Commerce Equitable et de ses principes sera incluse ; • Les organisations considérées comme de Commerce Equitable (en accord avec la thématique de leurs actions) sont décrites ; • Les organisations les plus importantes d’Europe WFTO et FLO sont mentionnées, de plus AGICES est également mentionnée comme organisation parapluie en Italie ; • Les produits considérés comme issus du Commerce Equitable, selon la certification sur laquelle ils reposent, sont listés ; • Elle établit les interventions pour la diffusion du Commerce Equitable suivantes : <ul style="list-style-type: none"> o Promotion des actions de diffusion et de sensibilisation ; o Promotion spécifique des actions éducatives dans les écoles ; o Promotion des initiatives de formation pour les employés des organisations du Commerce Equitable ; o Promotion de la Journée Mondiale du Commerce Equitable et de l’emploi des TICs ; o Subventions accordées aux acteurs de Commerce Equitable de la région, afin de renforcer ces organisations et locaux ; o Promotion de l’usage de produits du Commerce Equitable dans les Autorités Locales et administrations publiques de la Région. • La loi décrit la Journée Régionale du Commerce Equitable ; • Les évaluations, dispositions d’aide de l’Etat, traitement des données personnelles et dispositions financières sont établies.
Vérification	http://demetra.regione.emilia-romagna.it/al/monitor.php?vi=nor&dl=leggiV/2009/lr-er-2009-26&dl_t=text/xml&dl_a=y&dl_id=leggiV&pr=idx,0;artic,1;articparziale,0 Formulaire WFTO Europe

Fiche n° 56: « Loi Régionale sur la diffusion du Commerce Equitable en Ombrie, Italie »

Institution	Conseil Régional d'Ombrie
Zone d'action	Niveau régional
Mode d'action utilisé	Loi Régionale n°3 du 6 février 2007
Période d'action	Depuis 2007
Valeur en €	50.000,00 en 2007
Objectifs et/ou produits	La Région Ombrie, dans le contexte des politiques de soutien de la coopération internationale et en conformément aux principes établis dans les articles 2 et 6 du Statut, reconnaît et promeut le Commerce Equitable, lui donnant un rôle important dans la promotion de la rencontre entre les différentes cultures et dans le soutien de la croissance économique et sociale, respectant les droits humains dans les pays en voie de développement.
Détails de la loi	<ul style="list-style-type: none"> • La loi définit le Commerce Equitable comme une alternative au commerce conventionnel, qui encourage la justice sociale et économique, le développement durable, le respect des personnes et de l'environnement, à travers le commerce, la prise de conscience du consommateur, l'éducation, l'information et l'action politique. • Le registre des entreprises et entités à but non lucratif est établi au Gouvernement Régional. Celles-ci opèrent d'une manière stable et continue dans la région et mène à bien leurs activités conformément à la Charte Italienne de Commerce Equitable approuvée par l'Assemblée Générale italienne de Commerce Equitable » (AGICES). • Elle définit le concept de produits issus du Commerce Equitable et cite quelles organisations peuvent confirmer que ces produits sont issus du Commerce Equitable: AGICES en Italie et WFTO à l'échelle mondiale. • Elle promeut le Commerce Equitable dans les écoles pour renforcer le droit du consommateur à être informé au sujet des impacts environnementaux et sociaux résultants de la production et de la commercialisation de produits issus du Commerce Equitable ; • Elle institue la Journée Régionale du Commerce Equitable ; • Elle propose des facilités pour les producteurs et Organisations de Commerce Equitable, encourageant la consommation de produits et l'achat public de bien Commerce Equitable ; • Elle établit les activités internationales du Conseil Régional et le règlement pour soutenir et gérer cette loi ; • Pour la gestion, un conseil est institué, avec la périodicité des années et le président élu du Conseil Régional, avec des représentants tels que : un fonctionnaire du conseil des experts en coopérations internationale, un expert en organisations à but non lucratif ; un représentant des Organisations de Commerce Equitable citées dans le registre national, un représentant de AGICES, un représentant de Transfair Italia, un représentant de ANCI Ombrie, n représentant des consommateurs et un autre des commerçants.
Vérification	Loi envoyée par FELCOS et formulaire WFTO Europe

6.9 Participation et/ou réalisation d'études et de recherches dans le cadre du Commerce Equitable

Depuis les Institutions Européennes et les Autorités Locales, des informations actualisées au sujet du Commerce Equitable sont demandées ainsi que leurs applications dans les politiques d'action. La participation, la réalisation et publication des études et recherches sous cette thématique renforcent les capacités locales et diffusent le Commerce Equitable comme effet multiplicateur.

Depuis que le Commerce Equitable a commencé à être considéré comme un outil efficace du développement durable, des études ont été réalisées sur cette thématique. Beaucoup d'entre elles se concentrent sur l'impact de ces produits sur le marché, sa connaissance et acceptation par les sociétés.

Les fruits des études servent à élaborer des guides et documents appliqués par les Autorités Locales, principalement dans l'Achat Public, dans leurs actions politiques et de décisions. (Thème abordé ci après)

Des exemples importants sont élaborés par le Ministère des Affaires Etrangères et de Coopération d'Espagne, comme une étude pour l'application du Commerce Equitable dans des projets productifs dans le cadre de la coopération internationale. Aussi la Communauté Autonome de Madrid a soutenu l'élaboration de l'étude de consommation de produits issus du Commerce Equitable en termes quantitatif dans sa communauté.

Fiche N° 57: « Etude sur le Commerce Equitable dans la Communauté de Madrid, Communauté Autonome de Madrid, Espagne »

Institution	Communauté de Madrid en collaboration avec l'ONG SETEM
Zone d'action	Communauté Autonome
Date de Publication	2006
Objectifs et/ou produits	La Communauté Autonome a apporté son soutien financier à l'ONG SETEM pour l'élaboration d'une étude sur le Commerce Equitable dans la Communauté de Madrid. Avec cette aide, la communauté encourage une plus grande connaissance du Commerce Equitable, la compréhension du comportement du secteur et des consommateurs de la Communauté. De plus, cela montre les forces et faiblesses afin de mieux planifier les actions futures. C'est un bon exemple de soutien à la recherche sur le comportement des consommateurs et l'évolution du marché. De plus cela contribue à la diffusion de principes et de la connaissance du Commerce Equitable.
Contenu	L'étude traite de : 1. Le Commerce Equitable dans la Communauté de Madrid, soulignant une étude quantitative du comportement et des habitudes des consommateurs, une étude de marché et les mesures de sensibilisation. 2. Le titre Commerce Equitable Fairtrade, qui explique les principes de base du Commerce Equitable. 3. L'impact du Commerce Equitable dans les pays du Sud, dans lesquels nous retrouvons des exemples et expériences d'organisations de Commerce Equitable des pays du Sud.
Vérification	http://madrid.setem.org/publicaciones/archivos/AnuarioCJMadrid-SETEMMadrid.pdf

Fiche N° 58: « Guide de soutien aux organisations réalisant des projets de Commerce Equitable, Ministère des Affaires Etrangères et de Coopération d'Espagne »

Institution	Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération
Zone d'action	Niveau National
Date de Publication	2008
Objectifs et/ou produits	<p>Le Ministère des Affaires Etrangères et de Coopération a apporté son soutien financier au développement de l'étude : « Guide pour intégrer les projets productif dans le Commerce Equitable » mené a bien par la Fondation EMAUS et la Coordination Etatique de Commerce Equitable. L'étude donne un concept et un guide pour la mise en place de projets de Commerce Equitable pour des ONG de Développement et pour des organisations qui soutiennent d'autres organisations de soutien aux petits producteurs.</p> <p>Bien que l'étude n'a pas été mené par une Mairie locale, c'est un bon exemple de comment une autorité publique peut aider financièrement à la recherche sur le Commerce Equitable tout en encourageant la connaissance du sujet.</p>
Contenus	Le contenu du guide, fruit de l'étude réalisée est : 1. Une introduction au thème du Commerce Equitable ; 2. Aux organisations participantes les plus importantes ; 3. Elle donne les critères pour faire parti du Commerce Equitable ; 4. Les démarches recommandées pour créer un projet de Commerce Equitable ; 5. Elle identifie les idées pour une initiative future ; 6. Le marché ; 7. Le produit ; 8. Le Plan de production et 9. Les aspects économiques et financiers.
Vérification	http://www.e-comerciojusto.org/mm/file/Guia_integrar.pdf

Fiche N° 59: « Recueil d'actions et de projets locaux de Commerce Equitable, Dortmund, Allemagne »

Institution	Mairie de Dortmund
Zone d'action	Niveau Local
Mode d'action utilisé	Agenda 21
Période d'action	Publication en 2004
Valeur en €	-
Objectifs et/ou produits	<p>Dans le cadre de l'Agenda 21 et des efforts pour encourager le Commerce Equitable, la Mairie de Dortmund a publié une notice recueillant les bonnes pratiques d'actions et de projets qu'ont développé plusieurs acteurs de la ville.</p> <p>Cette notice fait référence au rôle des Autorités Locales dans le domaine de la coopération au développement et à la fonction du commerce dans l'Agenda 21. De plus, elle donne des informations sur les différents systèmes de certification du Commerce Equitable.</p> <p>Les bonnes pratiques représentent différents scénarios d'action comme par exemple des activités et campagnes de sensibilisation de la société, d'association ou de boutiques de Commerce Equitable. Les autres types d'actions sont les événements, campagnes de publicités de différents types, expositions ou ateliers.</p> <p>De plus, une base de données comprenant les adresses et contacts des différents acteurs du Commerce Equitable a été créée, avec des recommandations en termes de littérature et pages web pour s'informer de manière générale sur le thème.</p>
Précisions Techniques	C'est une bonne manière de recueillir les informations et actions sur le Commerce Equitable et d'organiser sous forme de guide favorisant ainsi la connaissance de cet outil. De plus, cela encourage l'action locale.
Vérification	http://lokaleagenda.dortmund.de/upload/binarydata_do4ud4cms/29/53/05/00/00/00/55329/faierer_handel.pdf

Fiche N° 60: « Etude du potentiel du Commerce Equitable dans la réduction de la pauvreté et la prévention des conflits, Etude de cas en Bolivie »

Institution	Secrétaire Fédéral des Affaires Economiques du gouvernement Suisse
Zone d'action	Niveau international
Mode d'action utilisé	Demande du Secrétaire Fédéral des Affaires Economiques
Période d'action	2007
Objectifs et/ou produits	<p>Le Secrétaire Fédéral des Affaires Economiques a demandé une étude sur l'impact du Commerce Equitable dans la réduction de la pauvreté et la promotion de la paix. L'étude cherche à montrer les impacts du Commerce Equitable d'un point de vue théorique et aussi pratique grâce à une étude de cas du secteur de la production de café en Bolivie. 5 aspects importants sont ressortis de cet aspect de l'analyse :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les inégalités parmi la population bolivienne en particulier envers les gens d'origine indigène et des campagnes, ont un intérêt particulier dans la « violence politique » du pays, le Commerce Equitable en luttant contre cette inégalité et à travers son impact dans la réduction de la pauvreté, a une influence positive dans la prévention des conflits ; • Promouvoir la concurrence au niveau des intermédiaires du secteur du café bolivien, à travers la création de coopératives de Commerce Equitable améliore les prix de vente des producteurs de petite échelle, cette initiative bénéficie également aux producteurs conventionnels de café ; • A travers le développement des capacités locales, le Commerce Equitable aide les petits producteurs à devenir des petits entrepreneurs, en renforçant leurs compétences liées à la production bio, à la gestion de leurs finances, à l'entrepreneuriat... • Le Commerce Equitable exerce aussi un effet multiplicateur dans les entreprises conventionnelles qui adoptent certains principes responsables de caractère social et environnemental, bénéficiant de manière indirecte à la réduction de la pauvreté ; • L'excès d'offre de café peut provoquer le fait que le Commerce Equitable affecte les producteurs en général c'est-à-dire conventionnels et ceux régis par les principes du Commerce Equitable. Ceci est un aspect qui doit être étudié minutieusement pour développer des stratégies de diversification ou de transformation au lieu de l'expansion de la production. Pour l'instant l'offre de café est peu élevée, de telle manière que ce risque est également peu probable (mais latent).
Précisions Techniques	Mené à bien par la Fondation « Swisspeace » et un économiste de l'Université de Bâle.
Vérification	www.swisspeace.ch/typo3/fileadmin/user_upload/pdf/media/Medienmitteilung_070629.pdf www.swisspeace.ch/typo3/fileadmin/user_upload/pdf/Assessing_the_Potential_of_Fair_Trade_for_Poverty_Reduction_and_Conflict_Prevention.pdf



Fiche N° 61: “Etude technique sur le Commerce Equitable à travers l’ONG de Développement SETEM, Valence, Espagne”

Institution	Generalitat Valencienne
Zone d'action	Niveau national
Mode d'action utilisé	Aide financière à l'étude conduite par SETEM
Période d'action	2006
Financement	Subventionné par la Generalitat de Valence et l'Agence de Coopération au Développement
Objectifs et/ou produits	L'ONG de Développement SETEM a développé une étude technique sur le Commerce Equitable, prenant le café comme produit d'analyse. L'étude comprend l'information générale sur les principes et critères du Commerce Equitable, consommation responsable, café issus du Commerce Equitable et décrit et partage également les expériences au sujet de l'introduction de ces produits dans des distributeurs automatiques dans différentes institutions espagnoles, incluant les Autorités Locales, Université et Fonds de Coopération : Mairie de Barcelone, Garde urbain de Barcelone, Mairie de Vitoria, Mairie de Saragosse, Fond de Coopération Galicien, Université Autonome de Barcelone, Université de Barcelone, Université de Gironna, Mairie de Sagunto.
Précisions Techniques	Toutes les informations sont récoltées dans le but de faire adopter le Commerce Equitable aux Autorités Locales dans leurs actions à travers l'achat public éthique. Dans ce sens, on apporte les informations sur la prise en compte de cette pratique et la législation aussi bien européenne qu'espagnole.
Vérification	http://www.setemcv.org/files/buencafe/SETEMCV-BuenCafe-InformeCAS.pdf

Fiche N° 62: « Guide pour la mise en place de l'achat public éthique dans les municipalités de la région fédérale de Baden-Württemberg, Allemagne »

Institution	Institution régional de l'environnement ; mesure et protection de la nature de la région fédérale Baden-Württemberg
Zone d'action	Niveau régional / local
Mode d'action utilisé	Etude préalablement réalisée directement par cette institution locale
Période d'action	2009
Objectifs et/ou produits	Développement d'une étude préalable qui permette de publier un guide fournissant l'information nécessaire aux municipalités pour qu'elles puissent mettre en place un achat public équitable dans leurs actions. Le guide contient les aspects suivants : <ul style="list-style-type: none"> • Description des critères et principes du Commerce Equitable et de l'achat public équitable • Description de cinq instructions ou étapes pour faire que les achats publics soient équitables : <ol style="list-style-type: none"> 1. Décision municipale ; 2. Règlement de service ; 3. Informations au personnel et à la population ; 4. Licitations publiques et demandes d'offres ; 5. Contrôle et documentation. • Situation juridique ; • Description de différents produits pouvant faire parti des achats publics éthiques avec des exemples de plusieurs municipalités ; • Description de cinq municipalités avec des exemples de bonnes pratiques ; • Bibliographie et pages web pour obtenir plus d'information.
Vérification	http://www.lubw.baden-wuerttemberg.de/servlet/is/59430/arbeitsmaterialie_049.pdf?command=downloadContent&filename=arbeitsmaterialie_049.pdf

Fiche N° 63: « Aide à la diffusion et à la distribution de la recherche « Labels et systèmes de garantie pour le Commerce Equitable », Mairie de Cordoue, Espagne »

Institution	Mairie de Cordoue
Zone d'action	Niveau local, régional, national, international
Mode d'action utilisé	Aide à la diffusion et distribution de recherches sur les certifications et systèmes de Garantie de Commerce Equitable.
Période d'action	2010
Objectifs et/ou produits	Le service de coopération et solidarité a développé des actions de soutien à la diffusion et distribution des recherches, en prenant comme événement central une présentation sur le livre avec la participation des auteurs en tant que présentateurs.
Précisions Techniques	Les auteurs se focalisent sur le rôle des labels et systèmes de garantie face à l'augmentation des produits de Commerce Equitable sur le marché et l'augmentation de l'intérêt et exigences des consommateurs dans l'achat social et respectueux de l'environnement. Le livre offre une réflexion sur le Commerce Equitable et les systèmes de garantie et labels dans le but d'analyser le rôle et la capacité de ceux-ci à transformer des pratique qui sont a l'origine d'exclusion sociale et de destruction de l'environnement.
Vérification	http://biblioteca.ayuncordoba.es/index.php/actividades/actividades-pasadas/350-presentacion-libro-sellos http://www.iberlibro.com/sellos-sistemas-garant%C3%ADa-comercio-justo-Mamen/2445937467/bd Questionnaire de WFTO Europe

Fiche N° 64: « Guide sur le Commerce Equitable et la Consommation Responsable, Espagne »

Institution	Coordination Etatique du Commerce Equitable
Zone d'action	Niveau national, régional, local
Mode d'action utilisé	Travail de recherche financé par le Gouvernement Espagnol
Produits	La Coordination Etatique du Commerce Equitable a publié un petit travail sous forme de guide ayant pout titre : « Tu sais ? Guide de Commerce Equitable et Consommation Responsable » (« Sabes ? Guía de Comercio Justo y de Consumo Responsable »). Ce guide contient des informations basiques sur le Commerce Equitable, les possibilités de la consommation responsable et l'impact sur l'environnement en général. De plus, cela facilite l'information sur les importateurs et les boutiques ou l'on peu acheter des produits issus du Commerce Equitable. C'est une bonne initiative pour diffuser des informations basiques sur le Commerce Equitable et la consommation responsable et publier un guide pour appliquer ces principes au sein de la société espagnole.
Précisions Techniques	Financé par : le Ministère des Affaires Etrangères et de Coopération, la Fondation Adisis, EquiMercado, Alternative 3, COPADE, IDEAS, La trébere, et Triodos Bank
Vérification	http://www.larebeliondelosproductos.org/rebelion/imagenes/guiaCJ.pdf

Fiche N° 65: « Rapport juridique sur l'achat public juste dans les municipalités et les normes du travail de l'Organisation Internationale du Travail, Allemagne »

Institution	Inwent GmbH- Servicestelle für die eine Welt
Zone d'action	Niveau national et local
Mode d'action utilisé	Documents de recherche financés par l'administration publique et les Autorités Locales
Période d'action	2007 et nouvelle édition en 2009
Objectifs et/ou produits	<p>Le professeur Dr. Jan Ziekow a élaboré un rapport juridique sur la mise en place de l'achat public juridique et les normes du travail de l'OIT dans les municipalités allemandes. C'est un guide pour les acteurs communaux et qui précise comment les critères sociaux peuvent être mis en place dans l'achat public, et de plus, ce guide donne des informations importantes sur la situation juridique de l'Allemagne et de l'Europe.</p> <p>C'est un moyen efficace pour sensibiliser et informer les acteurs politiques sur les possibilités d'intégration des critères d'achat publics et ainsi établir un moyen d'action ayant une incidence globale dans l'amélioration des conditions de travail dans les pays en voie de développement.</p>
Lignes d'action spécifiques	Financement de l'étude du ministère de Coopération Economique, les Gouvernement Fédéraux de Bremen, Hambourg, Rheinland-Pfalz et le Ministère des Génération, Famille, Femmes et Intégration et Développement du Pays Fédéral de Renania du Nord-Westfalia.
Vérification	http://www.service-eine-welt.de/beschaffungswesen/beschaffungswesen-neuauflage_material24.html . Formulaire de WFTO Europe

Fiche N° 66: « Elaboration d'un Manuel de Développement Durable, Estrémadure, Espagne »

Institution	Réseau CALEA, Conseil d'Estrémadure, Réseau d'Economie Alternative et Solidaire.
Zone d'action	Communauté Autonome
Date de Publication	2009
Objectifs et/ou produits	<p>L'élaboration d'un manuel qui prétend rapprocher la société et tous ces segments, autant que possible, tout en étant dans un contexte de développement durable. Les objectifs sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Créer et établir des normes et objectifs afin de guider les entreprises dans leur transition vers un future ayant un modèle plus durable ; • Aider les entreprises à prendre des décisions et à augmenter la transparence de celles-ci ; • Donner l'opportunité de participer et donner son opinion sur le rôle et le fonctionnement de l'entreprise à tous ceux qui sont impliqués et touchés quotidiennement par ce travail ; • Stimuler le débat dans les collectifs dans lesquels opère l'entreprise autour d'un sujet tel que comment définir et introduire le développement durable dans le monde de l'entreprise.
Contenu	<p>Le manuel tente d'aller au delà du simple modèle de politique environnementale en introduisant six composants clés du développement durable : environnement, compétences, égalité, éducation, économie et éthique.</p> <p>Dans ses lignes stratégiques figure une liste des bonnes pratiques qu'une entreprise peut entreprendre ou maintenir, il est important que le manuel soit un outil dynamique, contrôlant les actions, vérifiant que les indicateurs soient respectés, et qu'il incite à entreprendre des initiatives dérivées du respect de celles-ci. Dans le cas contraire, le manuel court le risque de devenir un document présentable mais manquant de crédibilité.</p>
Vérification	www.redcalea.org/areas_I_D_i.htm www.reasnet.com/bbpb/25_manual_red_calea.pdf

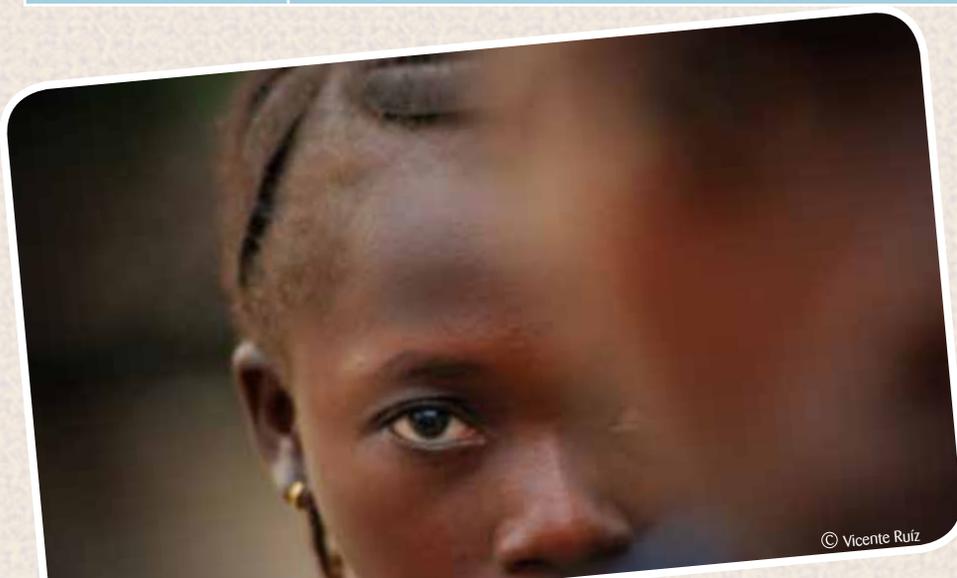
6.10 Soutien à la promotion et mise en place de système de certification pour le Commerce Equitable

Les Organisations de Commerce Equitable et le réseau établi dans le monde entier veillent au respect des principes du Commerce Equitable. Pour cela, il existe des systèmes de certification des organisations productrices et de produits acquis ; les Autorité Locales peuvent faire parti de ce processus en promouvant la mise en place de systèmes de certification, exigeant le respect des normes et principes établis.

Cette pratique est en général associée a un accord entre les Autorités Locales et les Organisations de Commerce Equitable qui ont pour objectif commun le respect des normes du Commerce Equitable parmi leur population et d'influer sur la certification produits, travail étant effectué par FLO ou par des organisations de certification, comme WFTO l'organisation qui gère ce système de contrôle et de certification.

Fiche N° 67: « Convention de collaboration entre la Mairie de Madrid et l'association de la certification FAIRTRADE – Commerce Equitable »

Institution	Mairie de Madrid
Zone d'action	Niveau local
Mode d'action utilisé	Accord entre les deux parties
Période d'action	7 mai 2010
Contenu	Accord de la Mairie de Madrid sur le fait que les citoyens peuvent acheter des produits ayant la certification FAIRTRADE dans toute la ville. La Mairie s'engage à collaborer avec les agents sociaux et économiques de la ville pour stimuler la consommation responsable et le Commerce Equitable. C'est un pas de plus vers la coopération et cela montre l'intérêt des administrations publiques envers les principes de Commerce Equitable. Ainsi, Madrid aussi a pour objectif à moyen terme l'obtention du titre de ville du Commerce Equitable.
Précisions Techniques	Les autres initiatives soutenant cet accord sont : Carpa de Comercio Justo, Café gratuit ayant la certification FAIRTRADE pour la population, encouragé par la Mairie de Madrid, développement de programmes pour promouvoir l'usage de produits issus du Commerce Equitable et achat public éthique dans la restauration, événements municipaux ou distribution. De plus, ces initiatives seront élargies aux musées, collèges, universités publiques et au secteur privé.
Vérification	http://www.sellocomerciojusto.org/news/es_ES/2010/06/07/0002/convenio-comercio-justo-madrid



Fiche N° 68: « Système de supervision et certification de l'achat public grâce à un code de conduite pour la distribution, Fair & Human GmbH, Allemagne »

Institution	Plusieurs Autorités Locales à travers Fair & Human GmbH entreprise d'accessoire et de certification des normes sociales et travail équitable
Zone d'action	Niveau local, régional, national, international
Mode d'action utilisé	Norme sociale régie par les normes internationales SA 8000
Objectifs et/ou produits	<p>L'entreprise d'accessoires et la certification des normes sociales et de travail équitable a développé un concept disponible et offert par les Autorités Locales et établi ainsi un code de conduite avec leur chaîne de distribution.</p> <p>Le code de conduite doit être compris dans la licitation publique et l'Autorité Locale doit garantir le contrôle et la supervision à travers de preuves aléatoires.</p> <p>Le concept (certification) fonctionne selon le modèle suivant :</p> <ul style="list-style-type: none"> • L'Autorité Locale exige que tous les fournisseurs li distribue des produits étant produits en respectant les normes sociales définies par le code de conduite ; • Les distributeurs doivent accepter les conditions et de se soumettre à des contrôle et à la supervision de leur production et de leurs fournisseurs (de matières premières). De plus ils doivent accepter les conséquences engendrées par le non respect du code de conduite ; • Ceux-ci communiquent aux fournisseurs que 10% des produits fournis seront contrôlés ; • Des contrôles surprises sont effectués dans les sites de production et auprès de toute la chaîne de production ; • Si une violation grave ou deux violations moins graves sont commises, une plus grande responsabilité de la part du distributeur est exigée ainsi des amendes pourront être données.
Précisions Techniques	<p>Fair & Human contrôle les facteurs du code de conduite suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Travail des enfants ; • Travaux forcés ; • Santé et sécurité au travail ; • Pratiques discriminatoires ; • Journée de travail ; • Droit d'intégrer les organisations syndicales ; Salaire suffisant pour mener une vie digne. <p>Les Autorité Locales doivent payer un montant de 1500€ pour se servir du code de conduite. Un jour d'audit coûte 700 € Dans le cas ou le code est violé, le fournisseur devra payer les frais. Le concept de Fair & Human est un bon exemple d'intégration d'une entreprise prive dans le circuit de l'achat public. Un système de supervision et de certification est mis à disposition et aide les Autorités Locales à respecter les normes sociales. L'usage d'un code de conduite a un effet multiplicateur puisqu'il comprend tous les distributeurs de la chaîne de production, garantissant une traçabilité éthique.</p>
Vérification	<p>http://www.fairhuman.com/fair_human.php?lang=en http://www.bad-saeckingen.de/v2/PDF_Archiv/1_30_Natur_Umwelt/SeminarApril.pdf</p>

6.11 Accords avec le secteur privé

Les Autorités Locales établissent des liens de coopération et des accords avec des entités du secteur privé, dans le but d'élargir le réseau de travail dans le domaine du Commerce Equitable et développer des campagnes de promotion et sensibilisation spécifiques vers tous les segments de la société.

L'actuelle tendance de politique de Responsabilité Sociale Corporative est un pas de plus vers la qualité institutionnelle des entreprises privées, celles-ci adoptant des pratiques dans le cadre de la responsabilité sociale. Il existe des exemples de ces mesures qui sont en relation avec le Commerce Equitable et l'implication des Autorités Locales qui leur apporte un soutien et encouragent la promotion de ces synergies. Un exemple important est la banque éthique et son implication dans les lignes spécifiques de développement durable qui prend en compte le Commerce Equitable.

Fiche N° 69: « Fair.marktung – Projet pour encourager la création et augmenter le nombre d'entreprise dans le domaine du Commerce Equitable à travers des moyens marketing, Saarbrücken, Allemagne »

Institution	Service Environnement, Droit et Questions Sociales de la Mairie de Saarbrücken
Zone d'action	Niveau local
Mode d'action utilisé	Projet d'alliance publique-privée
Période d'action	Depuis 2009
Valeur en €	-
Objectifs et/ou produits	Les objectifs de ce projet sont : 1. Renforcement des entreprises déjà actives dans le domaine du Commerce Equitable, 2. Amélioration de l'information disponible aux consommateurs, 3. Augmentation du degré de connaissance du Commerce Equitable dans la ville de Saarbrücken, 4. Faire participer d'avantage d'entreprises apportant leur aide à la consommation et la vente de produits issus du Commerce Equitable.
Précisions Techniques	Mesures prises par la Mairie avec la l'entreprise filiale communale « City Marketing GmbH » (entité publique-privée) : 1.Débats avec chaque entreprise pour l'optimisation et l'élargissement de son offre de produits Commerce Equitable, 2. Répertoire de toutes les entreprises étant actives dans le domaine du Commerce Equitable disponible sur internet, 3.Elaboration d'une annonce publicitaire de Commerce Equitable de toutes les entreprises actives dans ce domaine, 4. Rendre visible leurs logo dans le « guide des achats », 5. Campagne publicitaire pour la feria « Faire Wochen » (semaine équitable) en 2009. Les effets bénéfiques de ce projet sont la prise en compte de nouveaux acteurs, les relations publiques positives, de nouveaux champs commerciaux et une offre commerciale améliorée pour les consommateurs. Financement : 40% commune, 20% partenaires de coopération, 401% économie locale.
Vérification	http://www.service-eine-welt.de/foerderdatenbank/project-detail.html?project_id=284

Fiche N° 70: « Investissement symbolique dans le fond de Oikocredit, Neuss, Allemagne »

Institution	Mairie de Neuss
Zone d'action	Niveau international
Période d'action	2004
Valeur en €	1.500,00 €
Objectifs et/ou produits	<p>La Mairie a remis un cheque symbolique (un centime par habitant de la ville) à l'institution de microcrédits Oikocredit. C'est un fond qui octroie des microcrédits à des entreprises, paysans, artisans ou autre personnes des pays de l'hémisphère Sud qui d'habitude n'ont pas accès à des crédits bancaires conventionnels. Quelques unes de ces petites entreprises développent des projets et initiatives de Commerce Equitable ou sont elles mêmes des coopératives de petits producteurs de Commerce Equitable.</p> <p>Bien que l'investissement n'est pas une très grande valeur monétaire, c'est quand même un bon exemple, pour les autres communes, d'investissement dans un fond qui offre l'opportunité à des personnes du Sud qui manquent de ressources financières pour lancer et poursuivre leurs activités économiques.</p> <p>C'est une bonne opportunité pour encourager le Commerce Equitable tout en soutenant le secteur privé d'une manière équitable dans le domaine de la micro finance, qui selon les analyses de risques crédits génère le pourcentage le moins élevé d'impayé.</p> <p>De plus, Oikocredit est un bon exemple de banque éthique et de micro finance, et contient parmi ces lignes d'actions directes : le soutien aux entrepreneurs du Commerce Equitable, des actions nettement développées dans les pays du sud. A travers le réseau de travail que cette institution possède, on compte plus de 71 pays dans lesquels nous retrouvons des récepteurs de crédits et prêteurs.</p>
Vérification	http://www.neuss.de/presse/archiv/2004/04/2004.04.30.10-47-40.presse

Fiche N° 71: « Investissement public dans le fond de la Banque de Triodos depuis les Pays Bas et la Suisse »

Institution	Ministère des Affaires Etrangères des Pays Bas et Secrétaire d'Etat des Affaires Extérieures Suisse
Zone d'action	Niveau international
Mode d'action utilisé	Investissement public dans une Banque Ethique
Période d'action	2009-2011
Valeur en €	Pays bas : 2.900.500,00 € Suisse : 3.000.000,00 e
Objectifs et/ou produits	<p>Suisse : L'objectif de l'investissement du Secrétaire d'Etat des Affaires Etrangères dans la banque Triodos est d'encourager le développement du Commerce Equitable et de l'agriculture biologique. Les crédits rendent possible l'accès au financement des coopératives de petits producteurs et des entreprises de microcrédits dans les étapes productives comprises entre la récolte et le paiement des produits vendus.</p> <p>Pays Bas : investissement à travers le fond Schokland qui fait parti de l'accord Schokland. Cet accord a pour objectif d'encourager le respect des objectifs du millénaire. C'est une collaboration entre plusieurs acteurs de la société civile, acteur étatiques et petits producteurs.</p>
Lignes d'action spécifiques	La Banque de Triodos encourage le développement durable et octroie des crédits à des projets d'institution de micro finance dans des pays en voie de développement. Parmi les lignes de financement figure la promotion du Commerce Equitable et des petits producteurs.
Vérification	http://www.seco-cooperation.admin.ch/shop/00007/02021/index.html?lang=de http://www.triodos.com/com/international_funds/sustainable_trade/tstf/TSTF_AR2009

Fiche N° 72: « La Mairie de Alfonsine en collaboration avec le Supermarché Coop de Alfonsine vendant des mangues bio et Commerce Equitable du Sénégal »

Institution	Mairie d'Alfonsine
Zone d'action	Niveau local
Mode d'action utilisé	Collaboration publique et privée pour aider une organisation de produits de Commerce Equitable
Période d'action	Depuis 2004
Valeur en €	-
Objectifs et/ou produits	<p>La Mairie de Alfonsine, le supermarché Coop Alfonsine, le Comité d'Afrique et l'Organisation Cospe de Florence importent des mangues biologiques et de Commerce Equitable de la région de Casamance au Sénégal avec pour but de créer un accès au marché direct de la production provenant de la coopérative de petits producteurs APAD.</p> <p>L'unique manière pour que APAD accède aux marchés européens serait via ce soutien et la certification de sa production biologique et respectueuse des principes du Commerce Equitable.</p> <p>Dans un premier temps des mangues ont été importées et mises en vente seulement à Alfonsine, à cette date, l'initiative s'est étendue aux Mairies de Lavezzola et Ravenna, élargissant la collaboration à plus de supermarchés et points de ventes de ces villes. Les points de vente choisis sont des associations privées de consommateurs qui ont une structure de coopérative et qui font concurrence à des supermarchés et point de vente conventionnels du marché italien. Grâce à cette aide la coopérative de petits producteurs d'APAD à Casamance a pu élargir son réseau de partenaires de 70 à 171 agriculteurs.</p>
Précisions Techniques	<p>Les mangues biologiques ont une certification Commerce Equitable (la certification est à la charge de Transfair Fair Trade), et proviennent de la région de Casamante au Sénégal. Ce projet de soutien est compris dans un catalogue de Coop Adriatique (siège social de Coop Alfonsine), dans ce catalogue sont compris des projets de solidarité internationale et les membres de cette coopérative de consommateurs peuvent faire don des point gagné (du système d'achat des supermarchés) pour ces initiatives de solidarité internationale.</p>
Vérification	<p>http://www.adriatica.ecoop.it/portalWeb/portale/common/documento.jsp?cm_path=/CoopRepository/CONSUMATORI/CoopAdriatica/documento/doc00000033755</p> <p>http://www.comune.alfonsine.ra.it/news/pagina99.html</p>



Fiche n° 73: “FORCAPE, projet de consolidation des organisations économiques paysannes de Yungas de la Paz, Bolivie”

Institution	Ministère des Affaires Etrangères Français et Italien et la Caisse du Crédit Agricole du Finistère, (Banque privée française)
Zone d'action	Niveau international
Mode d'action utilisé	Soutien financier et technique
Période d'action	2002 – 2006 (phases préliminaires 1992 – 2001)
Objectifs et/ou produits	<ul style="list-style-type: none"> • Amélioration de manière durable du niveau de vie local et de la sécurité économique des familles de la région des Yungas de la Paz qui produit exclusivement du café, avec la certification Commerce Equitable et agriculture biologique; • Mise en place d'un système d'épargne et de crédit durable, administré par les coopératives (FINCAFE) dans le but de répondre aux nécessités des familles et de permettre le développement des activités économiques; • Coordination des acteurs locaux dans le but d'apporter une assistance aux producteurs dans l'élaboration de politiques agricoles municipales et nationales; • Encourager le développement durable à travers l'organisation de familles dans les coopératives et apporter une indépendance dans le processus de production et de gestion de leurs produits.
Précisions Techniques	Projet initié par ACRA (ONG italienne) et Agronomes et Vétérinaires Sans Frontières (ONG française); réalisée avec le soutien technique de la FECAFAB (Fédération de Agriculteurs Exportateurs de Bolivie), les municipalités de Caranavi, Coroico et Apolo, l'institution de micro finance ANED (Association Nationale Oeucunémique de Développement), FAO, et autres ONG européennes telles que Ayuda en Acción (Espagne), Projet Café Madidi (France), Caritas, ALTERECO et LOBODIS (coopérative française de produits de Commerce Equitable), l'université NUR (Bolivie), et le lycée supérieur d'agronomie de Caravani, et avec le soutien financier de l'Union Européenne, des Ministères des Affaires Etrangères français et italien, la Caisse du Crédit Agricole du Finistère (banque française), l'association Crédit Agricole, Solidarité et Développement (association de cette même banque) et le DED (service allemand de coopération technico social).
Vérification	http://www.avsf.org/library/cms_download.php?cat=article_document&doc_id=1662



Fiche N° 74: “Ethical Fashion Show, Paris, France”

Institution	Délégation interministérielle pour l'Innovation dans l'expérimentation sociale et Socio-économique, Conseil de l'Île de France, Mairie de Paris, Universal Love et le groupe Messe Frankfurt
Zone d'action	Niveau international
Mode d'action utilisé	Aide financière et technique
Période d'action	Depuis 2004 (une fois par an, parallèle à la fashion week)
Valeur en €	Conseil régional de l'Île de France en 2006: 30.000 € 2007: 20.000 € 2008: 16.000 €
Objectifs et/ou produits	<p>Événement international comprenant des défilés, expositions et réunions d'affaire entre des entreprises de la mode. L'événement est organisé depuis 2004 et des produits textiles et de mode sont mis en valeur. Ces produits sont régis par des critères établis dans un mandat qui veille au respect des droits humains, respect de l'environnement et la préservation des capacités locales (principalement dans les pays du Sud).</p> <p>La ligne de mode sur laquelle se centre l'événement doit avoir au moins une des caractéristiques suivantes: être issu du Commerce Equitable, de matières biologiques, recyclés ou qui provienne de projet ayant une essence sociale.</p> <p>Les entreprises ou représentant de la mode qui participent doivent remplir un formulaire au préalable, qui spécifie les caractéristiques de leurs produits.</p>
Précisions Techniques	Événement organisé pendant la Fashion Week, durant 4 jours, avec 1 jour d'ouverture au public (les autres jours sont réservés au professionnels). De nombreux soutiens qui proviennent autant du secteur public que privé: Le Ministère français de l'écologie, énergie et développement durable et de la mer, Ecocert, Lobodis (entreprise de Commerce Equitable), Ethical Trade Place, AEME (agence de l'environnement et de l'énergie), TerraEco, etc.
Vérification	http://www.ethicalfashionshow.com/

6.12 Engagement d'achat public éthique

Les achats publics en Europe représentent un pourcentage important du PIB total. Prendre en compte le Commerce Equitable dans les politiques des Autorités Locales et assumer des engagements envers celui-ci est une alternative d'une grande importance. Ces Autorités peuvent alors réaliser des formulations techniques et juridiques de politiques qui promeuvent l'achat public éthique, incluant des clauses sociales dans leurs actions ainsi que dans leurs cahiers des charges...

Fiche N° 75: “Initiative “SO: FAIR” pour l'Achat Public Ethique en Autriche”

Institution	Coopération au Développement de l'Autriche, Ministère de l'Alimentation, Etat Fédéral de Niederösterreich, Etat Fédéral de Oberösterreich, Etat Fédéral de Steiermark
Zone d'action	Niveau national et régional
Période d'action	2007-2009
Valeur en €	-
Produits	Conseil sur l'achat public alimentaire, vêtements de travail et textiles.
Précisions Techniques	Destinado a la política y administración local en el ámbito de la compra pública. Son actividades para el desarrollo y el aseguramiento jurídico de un catálogo de criterios de la responsabilidad social de las compras públicas y además formaciones. La iniciativa se basa en diferentes socios de cooperación: IFZ, ÖkoKauf Wien, Südwind Agentur, FAIRTRADE Österreich, Klimabündnis Österreich, Clean Clothes Campaign y Prove-Unternehmensberatung.
Vérification	http://www.ifz.tugraz.at/index_en.php/article/articleview/1562/1/152/

Fiche N° 76: “Commission de travail sur l’Achat Public Ethique à Bilbao”

Institution	Mairie de Bilbao
Zone d'action	Niveau local
Mode d'action utilisé	Conformation d'une Commission de Travail entre les Autorités Locales et les Organisations qui soutiennent le Commerce Equitable, dernière révision: 28/04/2009
Période d'action	2008 – jusqu'à aujourd'hui
Valeur en €	-
Produits	Général
Précisions Techniques	<ul style="list-style-type: none"> • Le 14 mai le Maire a signé l'engagement; • Présentation de l'engagement le 17 septembre; • Séminaire d'achat public éthique, ayant eu lieu la 11ème Semaine du Commerce Equitable; • Circuit du Domaine de la Santé et de la Consommation qui offre aux collégiens l'opportunité de partager des expériences de Commerce Equitable. La boutique Kidenda a été visitée durant cet événement. Ceci a été un succès puisqu'il a été le 3ème plus visité; • Achat de produit issus du Commerce Equitable pour les colis de Noël; • Diffusion de l'initiative auprès des autres Municipalités, “raconter ce qui se fait à Bilbao”.
Vérification	Commission formée par Bakeaz Fundación Social, Bakeaz, Setem, Kidenda, UNA Gestión y Comunicación, Département de Coopération Egalitaire et Citoyenne de Bilbao. (http://bilbao.net/castella/cooperacion/consejo_cooperacion/actas/actas2009/20090428ActaCPE.pdf)

Fiche N° 77: “Engagement d’achat public éthique, Mairie de Petra, Espagne”

Institution	Mairie de Petra
Zone d'action	Niveau local
Mode d'action utilisé	Déclaration Municipale
Période d'action	Depuis 2010
Objectifs et/ou produits	La Mairie de Petra s'engage à rendre éthique ses achats publics et s'engage également envers le Commerce Equitable dans la fourniture de produits pour son personnel et la gestion quotidienne. Il existe une coopération mutuelle avec “l'Association Casal de la Pau S'Altra Senalla de Manacor” qui fournit des conseils concernant la mise en place de tels engagements. L'Agence de Coopération des Baléares (ACIB) est un autre acteur participant.
Précisions Techniques	C'est un bon exemple d'intégration du Commerce Equitable et de consommation responsable dans les activités d'une mairie. De plus, c'est une initiative qui influence la société en donnant un exemple d'action et de diffusion du concept de Commerce Equitable.
Vérification	http://www.diariodemallorca.es/part-forana/2010/06/07/consistorio-introduce-criterios-eticos-comercio-justo-compras/576873.html

Fiche N° 78: “Engagement d’achat public éthique et de Commerce Equitable dans le département de l’Essonne, France”

Institution	Conseil Général de l’Essonne
Zone d’action	Niveau régional / local
Mode d’action utilisé	Agenda 21
Période d’action	Depuis 2004
Objectifs et/ou produits	Le Conseil Général de l’Essonne a approuvé la charte locale pour promouvoir l’achat public de biens produits sous des normes éthiques et équitables. On se réfère à plusieurs accord et normes déjà approuvées.
Précisions Techniques	Les actions de promotion de l’achat public éthique et équitable sont les suivantes: <ul style="list-style-type: none"> • Sensibilisation du personnel du département sur le respect des droits sociaux et du Commerce Equitable; • Soutien aux initiatives relevant de ce domaine; • La mise en place d’une politique de promotion des biens produits sous des normes éthiques et de Commerce Equitable.
Vérification	http://www.essonne.fr/fileadmin/developpement_durable/agir_developpement_durable/ressources_pro/Charteetquestionnaire_dachatthiqueetequitable.pdf

Fiche N° 79: “Engagement et promotion du Commerce Equitable à Puerto Real, Espagne”

Institution	Mairie de Puerto Real
Zone d’action	Locale: délégations municipales, entreprises publiques et organismes autonomes dépendants de la Mairie
Mode d’action utilisé	Accord du 13 Novembre 2009
Période d’action	2009 jusqu’à aujourd’hui
Objectifs et/ou produits	Promotion du Commerce Equitable dans la ville: <ul style="list-style-type: none"> • Favoriser une politique d’achat public éthique et de soutien au Commerce Equitable dans le domaine des délégations municipales, entreprises publiques et organismes autonomes dépendants de la Mairie; • Promouvoir dans le tissu des entreprises, principalement dans le secteur hôtelier, le soutien aux produits issus du Commerce Equitable afin de les rendre plus accessibles à la société; • Développer des campagnes d’information, de communication et de sensibilisation sur le Commerce Equitable et la consommation responsable dans la ville, principalement dans les centres éducatifs, avec pour objectif de promouvoir des valeurs de solidarité, d’égalité et de durabilité; • Célébrer la Journée Mondiale du Commerce Equitable, ayant lieu toutes des années le deuxième samedi du mois de mai.
Précisions Techniques	III volet de l’Exposition Solidaire: <ul style="list-style-type: none"> • Exposition de produits issus du Commerce Equitable; • Atelier de dessin et ateliers Commerce Equitable et série de jeux coopératifs; • Organisations participantes: Cáritas, Atamán et Madre Coraje; • Campagne de sensibilisation citoyenne sur le Commerce Equitable, organisation de différentes rencontres avec les commerçants et hôteliers de la ville.
Vérification	http://www.puertorealweb.es/spip/spip.php?article830

Fiche N° 80: “Réseau de promotion de l’achat public éthique aux Iles Baléares, Espagne”

Institution	Association S'Altra Senalla, l'Agence de Coopération Internationale du Conseil des Affaires Sociales, Promotion et Immigration, Mairie de Mallorca, Minorque et Eivissa.
Zone d'action	Niveau régional
Mode d'action utilisé	Soutien financier et technique
Période d'action	Depuis septembre 2009
Valeur en €	-
Objectifs et/ou produits	<ul style="list-style-type: none"> • Coopération entre différentes organisations pour promouvoir des projets communs; • Engagement envers la région: implication dans le territoire et participation à des réseaux; • Promotion de l'achat public éthique et clauses sociales dans les administrations publiques des Iles Baléares.
Précisions Techniques	<p>Acciones de sensibilización sobre compra pública ética, la misma se basa en tres pilares fundamentales: compra verde, compra social y compra ética.</p> <p>El proyecto está dirigido sobre todo a administraciones públicas de las Islas Baleares, pero también se dirige al mundo empresarial y al tejido asociativo, los cuales se pueden implicar en la compra pública ética ya sea como proveedores o como consumidores responsables.</p>
Vérification	http://www.reasnet.com/bbpb/68_SAltra_Senalla.pdf

6.13 Achat public éthique

La Commission Européenne a estimé que les autorités publiques en Europe ont un pouvoir d'achat d'un milliard et demi d'euro (environ 16% du PIB de l'Union Européenne), les ¾ de ce pouvoir d'achat sont destinés à l'achat de biens et de services et le reste est dépensé dans l'acquisition de biens de capital. Les changements d'habitude de consommation des administrations peuvent alors avoir de grosses répercussions sur les marchés et transmettre un message cohérent à la population.

Les Autorités Locales ont besoin, pour remplir leurs obligations, de recourir au marché pour obtenir des biens et services auprès de ceux qui offrent à la société des moyens pour le développement économique et social. L'administration agit alors sur le marché comme demandeur de différents produits et services, tout comme les autres consommateurs privés. Cependant, elle ne peut pas gérer les relations entre acteurs de la même manière puisque l'argent qu'elle manipule provient des contribuables et celui-ci doit être dépensé dans l'optique d'obtenir des bénéfices majeurs pour la population. Pour assurer cet objectif, une législation a été développée. Celle-ci fait référence au contrat administratif national et européen que les administrations doivent respecter. L'achat public éthique est possible, dès lors que les Autorités Locales engagées se soumettent aux normes fondamentales du libre commerce. Pour cela, il est nécessaire de prendre en compte les normes correspondantes de l'Organisation Mondiale du Commerce, de l'Union Européenne et de ses pays membres.

Fiche N° 81: “Produits issus du Commerce Equitable dans les cantines des écoles publiques de Rome”

Institution	Mairie de Rome
Zone d'action	Niveau Local
Mode d'action utilisé	Licitacion publique concernant les réfectoires publics, Art. 40
Période d'action	2004 – 2007
Valeur en €	-
Produits	<ul style="list-style-type: none">• 200.000 kg de bananes issues du Commerce Equitable;• 4 millions de barres de chocolat Commerce Equitable;• 140.000 étudiants concernés.
Précisions Techniques	Fruits et chocolats Commerce Equitable étant distribués une fois par semaine dans les cantines publiques des écoles de Rome.
Vérification	Rome est la première “Ville du Commerce Equitable” d’Italie. Le titre lui a été attribué en octobre 2005, en reconnaissance des multiples efforts de la capitale italienne envers le Commerce Equitable, en particulier concernant l’introduction de produits issus du Commerce Equitable dans les réfectoires des écoles publiques, de café Commerce Equitable dans les distributeurs et de son engagement à établir un unique et permanent Centre de Commerce Equitable dans la ville. Rome est aussi engagée envers le tourisme durable, les finances éthiques, la consommation critique... Le prix “I do the right shopping” a été attribué pendant la Semaine du Commerce Equitable, et est réalisé chaque année avec l’aide des organisations de Commerce Equitable et des habitants de la villes. (www.buyfair.org/fileadmin/template/projects/buyfair/files/B.2_BuyFair_Italy.pdf)



© SIPA-Richard Else

Fiche N° 82: “Investissement durable dans l’achat de chemises pour la Mairie de Gent, Belgique”

Institution	Mairie de Gent
Zone d’action	Niveau local
Mode d’action utilisé	Mai 2002: Résolution de la Mairie concernant l’achat public de vêtements de travail sous des critères sociaux, 2003 élargissement de l’initiative avec d’avantage d’exigences envers les fournisseurs.
Période d’action	Depuis 2008 (pour l’achat spécifique de chemises)
Valeur en €	Au total, la Mairie a investi 60.000 € dans l’achat public durable et éthique.
Produits	Achat public de chemises servant de vêtements de travail et avec pour objectif de promouvoir les biens produits sous des critères de développement durable et Commerce Equitable. La Mairie a eu recours à l’entreprise “Green License” pour la production de 9.000 chemises.
Précisions Techniques	Une politique pour l’achat public durable est actuellement en élaboration. Celle-ci intègre les différentes initiatives des dernières années pour assurer des actions plus transparentes et cohérentes, respectant et incluant les principes du Commerce Equitable.
Vérification	http://www.werk.be/beleid/mvo/documenten/Local_authorities_and_sociale_entrepreneurs.pdf?SMSESSION=NO http://www.gent.be/eCache/THE/4/159.bGlzdHZpZXc9cGVyc2JlcmlijaHRlbl9hcm-NoaWVmJnJlYz0xNDM4NTQmeWVhcj0yMDA4Jm1vbnRoPTk.html

Fiche N° 83: “Achat public éthique dans la ville de Malmö, Suisse”

Institution	Mairie de Malmö
Zone d’action	Niveau local
Mode d’action utilisé	Développement d’une politique ayant pour objectif l’augmentation constante du Commerce Equitable dans la ville grâce à l’achat public éthique et à l’encouragement de consommation de produits issus du Commerce Equitable au sein de toute la société en général.
Période d’action	Depuis 2006 – jusqu’à aujourd’hui
Valeur en €	-
Produits	<ul style="list-style-type: none"> • Café (en 2006 moins de 1% du café consommé était issu du Commerce Equitable, en 2009 ce taux est passé à 56%); • Thé; • Sucre; • Fleurs; • Cacao; • Coton; • Bananes (17.000 kg).
Vérification	Questionnaire de WFTO Europe.

Fiche N° 84: :” Achat d’articles en coton Commerce Equitable, Nantes, France”

Institution	Mairie de Nantes
Zone d’action	Niveau local et régional
Mode d’action utilisé	Explications techniques pour l’achat public de textiles en coton.
Valeur en €	Entre 6.000 et 30.000 €par ans pour les articles en coton Commerce Equitable.
Produits	Achat de textiles produits sous des normes de Commerce Equitable. Ces articles sont des vêtements, chaussures et articles sportifs.
Précisions Techniques	L’exigence minimale concerne la matière première. Celle-ci doit provenir d’un coton cultivé et produit sous les principes du Commerce Equitable. Les fournisseurs doivent décrire clairement en quoi la production de ces biens respecte les normes du Commerce Equitable et présenter la documentation correspondante, en plus de présenter (au moins une fois à l’année) la certification en cours de validité. La Mairie de Nantes se réserve le droit de rejeter la documentation et la qualification de produit issu du Commerce Equitable si les normes sont très loin des principes définis par les organisations de certification.
Vérification	http://www.european-fair-trade-association.org/observatory/images/stories/file/Best%20practice%20Nante.pdf

Fiche N° 85: “Engagement d’achat de café Commerce Equitable pour les distributeurs de boissons chaudes, Mairie de León, Espagne”

Institution	Conseil du Bien-être Social , de la Femme et des Ecoles Primaires de la Mairie de León
Zone d’action	Niveau local
Mode d’action utilisé	Clause sur l’engagement de vendre du café Commerce Equitable dans les distributeurs de boissons chaudes (du 23 mars 2010)
Période d’action	Depuis 2010
Objectifs	La Mairie de León s’engage à fournir du café Commerce Equitable pour les distributeurs de boissons chaudes dans trois institutions publiques. Déjà en 2008 la Mairie a approuvé une proposition concernant la promotion du commerce Equitable. Jusqu’à ce jour, la ville se trouve dans le processus d’obtention du titre “Ville pour le Commerce Equitable”.
Précisions Techniques	La clause fait la constatation suivante: 1.2.3. Le café vendu dans les distributeurs de boissons chaudes devra avoir la Certification de l’Organisation du Commerce Equitable attribuée par cette organisation ou la Certification Fairtrade ou équivalent, et devra contenir au moins 50% de café arabica. Les autres acteurs économiques (fournisseurs), devront prouver qu’ils respectent les principes signalées par n’importe quel organisme de contrôle. L’ajudicataire devra afficher des publicités, dans des lieux visibles, communiquant que le café est issu du Commerce Equitable, son origine et ses biens faits sur la santé.”
Vérification	http://www.aytoleon.es/savia/comun/documentosWEB/100323144108PLIEG_O_ADMVO_PURI_T.pdf http://www.comprapublicaetica.org/index.php?option=com_content&task=view&id=30&Itemid=44

Fiche N° 86: “Alimentation durable dans les réfectoires de la ville de Zurich, Suisse”

Institution	Mairie de Zurich
Zone d'action	Niveau local
Mode d'action utilisé	Achat public éthique
Période d'action	Depuis 2001
Valeur en €	13.000.000 de francs suisses c'est-à-dire environ 10.070.000 €
Produits	Achat collectif, de 39 établissements publics, d'aliments bio et de Commerce Equitable pour les réfectoires publics, s'inscrivant dans une logique de développement durable. Ceci fait parti d'un projet d'achat éthique pour tous les produits acquis par la ville (produits élaborés sous les principes de droits humains).
Précisions Techniques	Parmi les 39 établissements on compte 2 hôpitaux, 25 centres de santé, le réfectoire municipal et un restaurant de la police municipale. L'objectif est d'acheter des produits respectueux de l'environnement d'une manière collective pour limiter le recours au transport et logistique. En 2009, l'achat de ces produits représentait 60% des achats totaux. Il existe des critères environnementaux qui se présentent via la réutilisation des emballages ou récupération de ceux-ci, égalité des salaires entre hommes et femmes, légumes bios, fruits et légumes frais au lieu de l'usage de conserves, café, thé et fruits Commerce Equitable, viande certifiée sans hormones ni antibiotiques.
Vérification	http://docs.google.com/viewer?a=v&q=cache:Fvcysv7zxtlJ:www.are.admin.ch/themen/nachhaltig/00264/02601/index.html%3Fdownload%3DnHzLpZeg7t,Inp610NTU042l2Z6l1ae2lzn4Z2qZpnO2YUq2Z6gpjCDe4R2fmym162epYbg2c_JjKb-NoKSn6A--%26lang%3Dfr+Achats+publics+durables+Bonnes+pratiques+en+mati%C3%A8re+de+d%C3%A9veloppement+durable&hl=fr&pid=bl&srcid=ADGEEsgJJe-cYakdFvEUGVZf1h8Vravu1ryydPHvcj0CNK5zINZQsNAXLg10mfV4IKoC6jMPslixZl-yYjgeC610tHtvDQNYwNz4QaF2s_PloKXbb_RlxXmaQDLGck7GAATgU0nPLg_m&sig=AHIEtbRkKYLdEFERAsvuEMXrmML_hzJeiA paginas 23, 24 y 25

Fiche N° 87: “Produits issus du Commerce Equitable dans les réfectoir des collèges de la Mairie de Settimo Torinese, Italie”

Institution	Mairie de Settimo Torinese
Zone d'action	Niveau local
Mode d'action utilisé	Contrat pour les achats
Période d'action	2005 – 2008
Valeur en €	-
Objectifs et/ou produits	Une clause pour l'achat de produits de Commerce Equitable pour les réfectoires scolaires, promouvant la sensibilisation de la population a été insérée dans le contrat de la Mairie de Settimo Torinese des années 2005 – 2008.
Précisions Techniques	Extrait du contrat mentionné: “...Fourniture de produits issus du Commerce Equitable, élaboration d'une campagne de sensibilisation, adressée aux utilisateurs du service, promotion de la consommation de ces produits. Les offres seront évaluées en prenant en compte le fait que les aliments des entreprises fournisseuses respectent les principes du Commerce Equitable. Toutes les organisations et tous les producteurs faisant de Commerce Equitable doivent respecter les caractéristiques mentionnées par la Résolution du Parlement Européen du 02 juillet 1998 N°4 A4-198/98 et Communication de la Commission au Conseil Européen du 29 novembre 1999 – COM 1999/619”
Vérification	Exemple envoyé par CTM Eltromercato.

Fiche N° 88: “Produits du Commerce Equitable dans les distributeurs automatiques de Florence”

Institution	Mairie de Florence
Zone d'action	Niveau local
Mode d'action utilisé	Termes de la Référence de la ville de Florence concernant la fourniture de boissons et snack dans les distributeurs automatiques au sein des entreprises publiques.
Période d'action	2003 – jusqu'à aujourd'hui
Valeur en €	-
Objectifs et/ou produits	Action citée dans la loi régionale de Toscane, exécutée par la Mairie de Florence afin d'introduire des produits issus du Commerce Equitable dans les distributeurs automatiques des lieux publics de la ville.
Précisions Techniques	<p>Conformément aux directives de la MS 203 du 8 mai 200, de la Loi de la Région Toscane n° 37 du 23 février 2005 et des règlements d'application sur le Commerce Equitable:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Dans chaque lieu au moins 35% des aliments et boissons froides dans les distributeurs automatiques seront issus du Commerce Equitable; • Au moins 35% des boissons chaudes disponibles dans les distributeurs automatiques se composeront de produits Commerce Equitable dans les distributeurs automatiques (...) et doivent être placés dans un espace notoire où les produits seront identifiés Commerce Equitable, bio et sans gluten; • Toutes les organisation et producteurs de Commerce Equitable doivent respecter les caractéristiques présentées dans la Résolution du Parlement Européen du 2 juillet 1998 et la Communication n°4 de la Commission au Conseil Européen du 29 novembre 1999 – COM 1999/619 pour être considérés éligibles pour être vendus dans les distributeurs.
Vérification	Exemple envoyé par CTM Altromercato.

Fiche N° 89: “Introduction de produits du Commerce Equitable dans l'hôpital de Asti, Italie”

Institution	Mairie de Asti
Zone d'action	Niveau local
Mode d'action utilisé	Contrat pour les achats
Période d'action	2005 – 2008
Valeur en €	-
Objectifs et/ou produits	L'hôpital d'Asti attire l'attention sur le service concernant l'alimentation pour les patients et les employés de la cafétéria pour l'enrichissement en termes éthique et de qualité avec l'introduction de produits issus du Commerce Equitable.
Précisions Techniques	<p>Extrait du contrat mentionné: “L'objectif est la protection de la santé, on considère alors qu'il est essentiel que l'hôpital fournisse une prestation de qualité au patient. Dans le contexte local, seront identifiés les éléments clés pour définir un nouveau processus qui en incluant la chaîne productive, la saisonnalité et la traçabilité, créera une forte association entre les producteurs locaux et le Centre de Santé de Asti à travers l'usage de produits typiques et certifiés A.O.P. et I.G.P. (Appellation d'Origine Protégée et Indication Géographique Protégée), certifications attribuées sous réserve de respect des normes pertinentes de référence communautaire, ainsi que celles qui proviennent du Commerce Equitable (Résolution du Parlement Européen 2005/2245 – INI – approuvée le 6 juillet 2006).</p>
Vérification	Exemple envoyé par CTM Altromercato.

6.14 Actions directes de Commerce Equitable

La coopération internationale est aujourd'hui très mise en avant par les Autorités Locales et celles-ci peuvent ainsi développer directement des projets dans les pays du Sud. Ces projets sont considérées d'incidence directe sur le Commerce Equitable, soutien aux organisations de producteurs et accès aux marchés plus équitables.

Fiche N° 90: "Soutien aux projets internationaux dans le domaine du Commerce Equitable de la Mairie de Saragosse en collaboration avec des ONG"

Institution	Mairie de Saragosse
Zone d'action	Niveau international
Projet	<p>1. Amélioration du système organisationnel, productif et commercial des petits producteurs de cacao des cantons de naranjal, Guayaquil et Balao, province de Guayas, Equateur: L'amélioration du système organisationnel, productif et commercial des petits agriculteurs de cacao a servit à: encourager le développement humain (concepts tel que l'équité et l'égalité des sexes); et à appliquer les concepts de l'économie solidaire et du Commerce Equitable. Les problèmes suivants ont tenté d'être traité: la baisse de capacité organisationnelle et gestionnelle de la population, les lacunes techniques et de ressources pour améliorer les plantations, ainsi que la difficulté de commercialisation des produits. La stratégie d'association, production et commercialisation est encouragée ainsi que les organisations de producteurs dans les secteurs de l'alimentation, du textile et de l'artisanat.</p> <p>2. Développement économique de la coopérative 25 juillet à travers la commercialisation de meubles en bois Commerce Equitable à Las Vegas, Honduras: Le projet s'inscrit dans un plan intégral qui a pour objectif la création d'une petite entreprise de commercialisation de meubles issus du Commerce Equitable. Les activités réalisées sont: l'achat d'un atelier de seconde main de manufacture de meubles équipés de tout le matériel nécessaire, la création d'un vivier avec une capacité de 10.000 arbres, la mise en place d'une formation technique pour les travailleurs, et la sensibilisation de la population locale à propos de la protection des ressources naturelles présentes dans leur environnement. Cette initiative encourage la formation professionnelle à l'emploi, aux politiques et à l'éducation environnementale, à la reforestation, aux micro-entreprises et entreprises d'économie sociale.</p>
Durée	1 an (2008)
Valeur en €	<p>1. 73.856,44 €(1. ONG de Développement: 10.000, 2. Socio local: 9.074,07 € 3. Mairie: 54.782,37 €)</p> <p>2. 377.653,41 €(1. ONG de Développement: 118.989,31 € 2. Mairie: 50.000 €)</p>
Précisions Techniques	<p>En collaboration avec les ONG de Développement espagnoles et les entités locales dans les pays des projets:</p> <p>1. Projet Equateur:</p> <ul style="list-style-type: none"> • ONG de Développement espagnoles: mains unies • Entités locales: Fondation Maquita Cushunchic, Comercializando como Hermanos (MCCH) <p>2. Projet Honduras:</p> <ul style="list-style-type: none"> • ONG de Développement espagnoles: Mouvement pour la paix, le désarmement et la liberté – Aragon • Entité locale: Coopérative 25 juillet.
Vérification	<p>http://www.zaragoza.es/cont/paginas/sectores/coopdesarrollo/pdf/progra_integrales08.pdf</p> <p>http://www.zaragoza.es/cont/paginas/sectores/coopdesarrollo/pdf/redes_comercio08.pdf</p>

Fiche N° 91: “Action directe de Commerce Equitable pour soutenir une coopérative en Haïti, service du Conseil Général des Hauts-de-Seine, France”

Institution	Service Coopération Internationale, Conseil Général des Hauts-de-Seine
Zone d'action	Niveau international
Mode d'action utilisé	Action directe
Période d'action	Depuis 2009
Valeur en €	178.066,00 €
Objectifs et/ou produits	<p>Le Conseil Général du département des Hauts-de-Seine aide financièrement un projet qui fournit une aide technique, de formation et de commercialisation de produits issus du Commerce Equitable et bio à Haïti grâce à l'association Agronomes et Vétérinaires sans Frontières (AVSF). Le projet soutient les producteurs de mangues et de cacao.</p> <p>Les objectifs des deux projets de la première phase de 2009 ont été les suivants:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Développement de la production quantitative et qualitative à travers la formation des producteurs de mangue sur l'agriculture biologique et des producteurs de cacao sur le processus de fermentation ou de l'amélioration des plantations. • Installation d'infrastructures: plantes de traitement des mangues et de fermentation du cacao. • Amélioration de la commercialisation à travers la mise en place d'un système de récolte pour les petits producteurs, afin de valoriser les produits à travers la certification bio et Commerce Equitable pour renforcer les points de vente locaux et identifier les importateurs. • Renforcement des coopératives de soutien à la formation concernant l'autogestion du développement des producteurs, aide à l'intégration et formation des femmes et à la réalisation de rencontre avec d'autres coopératives de soutien d'organismes représentatifs au niveau national. <p>Les objectifs de la seconde phase de 2010 se concentrent sur le renforcement des organisations de cacao. Elles se centrent en particulier sur l'amélioration de la production de cacao, la commercialisation du cacao de la coopérative FECCANO et le renforcement de cette coopérative.</p>
Activités en Europe	L'action directe à Haïti se complète par la fabrication et la vente de chocolat de cacao haïtien par la chocolaterie “Les chocolats de Bellevue” dans la ville de Meudon dans le département des Hauts-de-Seine.
Vérification	<p>http://www.hauts-de-seine.net/institution/organisme-aide/associations-hauts-de-seine/Le-programme-en-Haiti--mangues-et-cacao-pour-lutter-contre-la-pauvrete</p> <p>http://www.hauts-de-seine.net/institution/organisme-aide/Soutien-aux-producteurs-de-cacao-a-Haiti--des-resultats-prometteurs</p> <p>http://www.hauts-de-seine.net/institution/organisme-aide/Du-chocolat-haitien-a-Meudon</p> <p>http://www.facebook.com/note.php?note_id=414021083071&comments&ref=mf</p>

Fiche N° 92: “Soutien direct aux petits producteurs de café à travers l’Irish Aid, Irlande”

Institution	Service des Affaires Etrangères du Gouvernement Irlandais
Zone d'action	Niveau international
Période d'action	2002 – 2012
Valeur en €	23.800.000 €
Produits	Le Service des Affaires Etrangères d’Irlande a approuvé un programme de soutien aux petits producteurs de café du Commerce Equitable. Les programmes sont effectués par le réseau irlandais de Commerce Equitable (Irish Fair Trade Network).
Précisions Techniques	Le programme comprend une aide financière de 7.500.000 € à un projet en Amérique Centrale. Depuis 2008 une aide financière de 15.000.000 € est attribuée à un projet similaire dans certains pays d’Afrique (Tanzanie, Kenya, Etiopie et Ouganda).
Vérification	http://www.irishaid.gov.ie/article.asp?article=1582

Fiche N° 93: “Le Projet Café Ciudad rapproche la Députation de Barcelone des coopératives de producteurs de Commerce Equitable”

Institution	Mairie de Sant Quirze, Mataró, Manresa et Terrassa
Zone d'action	Niveau international, régional et local
Période d'action	Depuis 2008
Objectifs et/ou produits	Des liens directs sont établis entre les coopératives productrices de café Commerce Equitable et les mairies mettant en place des cafétérias ayant le nom de chacune des villes membres du projet et où se commercialisent les produits de ces coopératives du Sud. C’est une action directe puisque les coopératives sont aidées à travers le soutien de chacune des villes du projet. Les coopératives concernées sont les suivantes: Cecoafen du Matagalpa et Jinoteca du Nicaragua, Aruhacos de la Sierra Nevada de Santa Marta en Colombie y Musa du Chiapas au Mexique. Cinq marques de café de “Café Ciudad” ont été développées: Café Terrassa, Café Mataró, Café Manresa, Café Sant Quirze ou Café Morvedre. Les café sont également distribués dans les boutiques de Commerce Equitable ou même dans les supermarchés comme dans la ville de Terrassa. Les actions de “Café Ciudad” sont associées à une campagne de sensibilisation des citoyens. Ainsi les citoyens peuvent comprendre les conséquences de leurs achats et engagement pour le Commerce Equitable et un lien direct est établi entre l’origine du produit et sa consommation. De plus c’est un travail en réseau puisque les différentes villes collaborent de manière coordonnée.
Précisions Techniques	Le projet est mené à bien avec la participation de l’ONG Alternativa 3. Il est également financé par la Députation de Barcelone.
Vérification	http://www.canalsolidario.org/noticia/cafe-ciudad-dos-anos-promoviendo-el-comercio-justo/22889 http://www.alternativa3.com/cafeciutat/?lang=es

Fiche N° 94: “Subventions aux projets de producteurs de Commerce Equitable, Région Rhône-Alpes, France”

Institution	Conseil Régional de la Région Rhône-Alpes
Zone d'action	Niveau international
Mode d'action utilisé	Programme Régional pour le soutien au Commerce Equitable
Période d'action	Depuis 2004
Objectifs et/ou produits	La Région Rhône-Alpes cherche à contribuer à un développement plus juste qui intègre les principes du Commerce Equitable à sa politique de coopération au développement. En octobre 2004, une aide régionale pour le Commerce Equitable a été adoptée. La région Rhône-Alpes soutien les producteurs de Commerce Equitable dans plusieurs pays d'Afrique. L'aide se fait au moyen d'ONG qui mettent en oeuvre le programme. Les ONG peuvent solliciter des subventions au Conseil Régional de la Région Rhône-Alpes.
Précisions Techniques	Les axes du Programme Régional pour le Commerce Equitable sont: <ul style="list-style-type: none"> • Soutien aux producteurs locaux pour le développement des moyens qui leur permette de respecter les principes du Commerce Equitable; • Aide à la création de réseaux de participation des agents de la région Rhône-Alpes; • La mobilisation des acteurs de la région à travers des campagnes d'information et de sensibilisation; • Accompagner les communautés de la région Rhône-Alpes désirant participer à une initiative Commerce Equitable.
Vérification	http://www.raee.org/administration/publis/pop_up_publis/17.pdf http://feader.rhone-alpes.agriculture.gouv.fr/IMG/pdf/Region_Rhone-Alpes_cle-8da13d.pdf

Fiche N° 95: “Projet Fonio et désenclavement (fonio and opening up) à Kayes, Mali”

Institution	Censeil régional du Nord-Pas-de-Calais et de l'Île de France
Zone d'action	Niveau Régional
Mode d'action utilisé	Aide financière, technique et méthodologique
Période d'action	Depuis 2006
Valeur en €	(35% du Conseil Régional du Nord-Pas-de-Calais et 35% du Conseil Régional d'Île de France)
Objectifs et/ou produits	Avec le soutien des deux régions françaises, les objectifs sont: <ul style="list-style-type: none"> • Rendre durable les démarches de production, transformation et commercialisation du fonio; • Renforcer les organisations locales de producteurs; • Etablir les conditions de certification de l'agriculture biologique et de Commerce Equitable; • Assistance technique au processus de transformation et de commercialisation du fonio.
Précisions Techniques	Soutenir et rendre durable la culture du fonio bio et de Commerce Equitable de la région de Kayes au Mali. Une partie de la production est destinée à la consommation locale mais aussi aux marchés internationaux. C'est un produit commercialisé par l'entreprise “Ethiquable”.
Vérification	Formulaire de WFTO Europe et document descriptif du projet.

Fiche N° 96: “Subventions attribuée à une coopérative de café de Commerce Equitable de Bolivie, Aquitaine, France”

Institution	Conseil Régional d'Aquitaine
Zone d'action	Niveau international
Mode d'action utilisé	Programme de subvention pour la coopération décentralisée de 2008
Période d'action	2008
Valeur en €	35.000 €
Objectifs et/ou produits	Une coopérative est aidée afin de mettre en place une appellation d'origine “Café de Yungas” (bio et Commerce Equitable) produit en Bolivie. On tente d'améliorer la qualité du produit final et de valoriser le produit sur le marché à travers la certification obtenue.
Précisions Techniques	L'association des peuples natif mène à bien le projet. De plus, l'association est aidé par COOP ATLANTIQUE, qui est une coopérative de consommateurs qui gère un réseau de boutique dans le centre-ouest de la France, et par BIOCOOP, qui est le premier distributeur de produits bio en France.
Vérification	http://cooperation.aquitaine.fr/Des-Aquitains-engages-dans-le http://pueblosnativos.eu/

Fiche N° 97: “Coopération décentralisée du Conseil Général de Seine Saint Denis à la Mairie de Figuig au Maroc”

Institution	Conseil Général de Seine Saint Denis et l'organisation de Commerce Equitable Andines
Zone d'action	Niveau international
Mode d'action utilisé	Soutien technique et financier
Période d'action	Coopération décentralisée depuis 1999 jusqu'à 2007 (la coopération décentralisée continue encore mais le soutien au Commerce Equitable a seulement duré pendant les périodes mentionnées).
Objectifs et/ou produits	Co-financement pour le renforcement de la chaîne productive de dattes et produits artisanaux (tissu) de Commerce Equitable à Figuig. Cette aide a été réalisée par le Conseil Général de Seine Saint Denis et la ville de Figuig (Maroc).
Précisions Techniques	Projet coordonné par l'association INGA et l'organisation de Commerce Equitable Andines. Avec le soutien de: Conseil Général de Seine Saint Denis, la Mission pour la coopération décentralisée et la culture de la paix, les Mairies de Figuig (Maroc), Stains (France), Noisy-le-Sec (France), le fédération des associations d'émigrants e Figuig en France, le syndicat interdépartemental pour l'assainissement de l'agglomération parisienne, le Consulat du Maroc en France, l'ambassade de France au Maroc, la société de transports de Seine Saint Denis TRA, les autorités marocaines de Figuig représenté par le Pacha, le Ministère Français des Affaires Etrangères, les universités de Paris Sorbonne-Nouvelle et Paris Vincenne-Saint-Denis, l'observatoire contre la violence des femmes et la mission des droits de l'enfant.
Vérification	http://www.ville-figuig.info/html/Partenariats_coop-decentr.html

6.15 Actions locales de promotion du Commerce Equitable

Les Autorités Locales peuvent aussi mener des activités sur leurs territoires. Ces activités font la promotion du Commerce Equitable et de ses principes, à travers des projets à caractère local, qui englobent des organisations de Commerce Equitable, producteurs et consommateurs, en établissant une chaîne de valeur et principes.

Fiche N° 98: “Table ronde pour informer les entreprises sur les possibilités de Commerce Equitable dans leurs activités, Mairie de Grenoble, France”

Institution	Mairie de Grenoble
Zone d'action	Niveau local
Période d'action	2010
Produits	Tablee ronde que offre la Mairie de Grenoble à des entreprises ocales pour fournir des informations sur les opportunités de Commerce Equitable. Les thèmes suivants ont été abordés: 1. Pari économique sur le Commerce Equitable, 2. Possibilité d'achat juste dans leurs entreprises, 3. Connaissance sur l'offre de produits de Commerce Equitable disponible localement et en France de manière générale. La Mairie veut profiter de la demande potentielle de la population et par la même des entreprises qui est tronquée par manque de connaissance sur le fonctionnement du système de Commerce Equitable et également par le manque de connaissance sur l'offre disponible de produits, services et fournisseurs.
Précisions Techniques	En collaboration avec la chambre de commerce et de l'industrie de Grenoble et l'Association “Equi Sol”.
Vérification	http://www.inovallee.com/pdf/table ronde_commerceequitable.pdf

Fiche N° 99: “Action sur la Responsabilité Sociale Corporative et le Commerce Equitable – la responsabilité sociale en le commerce international – Hambourg, Allemagne”

Institution	Mairie d'Hambourg
Zone d'action	Niveau local
Période d'action	2009
Objectifs et/ou produits	La Mairie d'Hambourg a invité les entreprises locales à participer à une action ou s'est discuté la nécessité d'incluer les principes sociaux et écologiques dans leurs activités. Les sujets discutés ont été différents thèmes de la responsabilité sur le marché international, les principes relatifs à la certification et les expériences des entreprises locales d'Hambourg. Les questions les plus importantes ayant été soulevées furent : Comment peuvent être considérés les besoins des consommateurs? Quels effet peuvent avoir les labels de Commerce Equitable? Quelles sont les opportunités concrètes dans l'application pratique? Quel bénéfice entraine la responsabilité sociale pour les producteurs et commerçants?
Précisions Techniques	En collaboration avec la Chambre de Commerce et de l'Industrie de Hambourg et l'association économique de commerce au détail et international.
Vérification	http://www.csr-weltweit.de/fileadmin/inhalte/News/EinladungFairTrade01102009.pdf

Fiche N° 100: “Feria sobre temas de solidaridad, París, Francia”

Institution	Mairie de Paris
Zone d'action	Niveau local
Période d'action	4 au 6 juin 2010
Objectifs et/ou produits	A Paris, le troisième volet des journées sur le thème de la solidarité a eu lieu. Le programme de ces journées comprend des expositions, conférences et ateliers. Le thème de ces journées n'a pas été exclusivement le Commerce Equitable, mais celles-ci ont permis de donner une idée de la solidarité internationale dans laquelle serait inclus le Commerce Equitable en tant qu'outil efficace pour la lutte contre la pauvreté. C'est une bonne pratique qui consiste à inclure les Objectifs du Millénaire pour le Développement pour que la population soit mieux informée sur les processus et actions menées dans ce domaine.
Précisions Techniques	En collaboration avec plusieurs acteurs: La Commission Européenne, le Ministère des Affaires Etrangères et Européennes, l'Agence Française du Développement, le Région Ile de France, “France Volontaires”.
Vérification	http://www.salondessolidarites.org/

Fiche N° 101: “Semaine de l'économie alternative, Mairie de Modena, Italie”

Institution	Agenda 21 et service de coopération internationale de la Mairie de Modena
Zone d'action	Niveau local
Période d'action	2004-2008
Objectifs et/ou produits	Entre 2004 et 2008 la Mairie de Modena a développé des activités dans le cadre de la semaine de l'économie alternative. Les activités ont été les suivantes: conférences, séminaires, fêtes, ateliers, spectacles et autres activités de divertissement. Durant cette célébration, plusieurs thèmes ayant un rapport avec l'économie alternative comme la consommation responsable, le développement durable, la responsabilité sociale corporative (RSC) et le Commerce Equitable sont abordés.
Précisions Techniques	En collaboration avec plusieurs acteurs de la société civile, coopératives et entreprises privées.
Vérification	http://www.modenacooperazione.org/



© SIPA-Richard Else

Fiche N° 102: “Conférence sur le Commerce Equitable comme action locale, Mairie de Lyon, France”

Institution	Mairie de Lyon
Zone d'action	Niveau local
Mode d'action utilisé	Action locale adressée à tous les segments de la population Lyonnaise
Période d'action	2010
Valeur en €	-
Objectifs et/ou produits	<p>En mai 2010, la Mairie a organisé la conférence: “Commerce Equitable, entreprises et territoires: une mobilisation partagée pour un développement cohérent” . Plus de 200 personnes de divers segments de la société ont été invité, par exemples des employés, représentants du Commerce Equitable et partenaires de la délégation “développement durable et économie sociale et solidaire”. Quatre expositions ont été réalisées. Leurs thèmes ont été les suivants:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Les effets positifs de la création de structures de développement durable dans les conditions de vie, de travail et l'expression des petits producteurs et de leurs familles; 2. L'évolution de la préoccupation éthique des consommateurs et la nécessité d'adapter l'offre de Commerce Equitable; 3. Les modèles d'application du principe de développement durable et la responsabilité sociale dans les entreprises, universités, écoles 4. La certification “développement durable”, mis en place par la Mairie pour encourager la consommation responsable. <p>Le recours à des associations et coopératives de production est effectué afin d'enrichir les propositions dans le cadre du projet de Lyon “territoire de Commerce Equitable”.</p>
Précisions Techniques	En collaboration avec l'association Max Havelaar.
Vérification	http://www.economie.grandlyon.com/evenement-agenda-economie-lyon.204+M57483c9ebfb.0.html

Fiche N° 103: “Forum National de Commerce Equitable, Mairie de Lille, France”

Institution	Mairie de Lille
Zone d'action	Niveau local et national
Période d'action	Mai 2010
Valeur en €	-
Objectifs et/ou produits	<p>En Mai la Mairie de Lille a créé une plateforme pour le Commerce Equitable et le groupe SOS, un congrès sur le Commerce Equitable avec différentes conférences, activités, ateliers. Ceci a été réalisé en collaboration avec l'association Max Havelaar. Parmi les thématiques du congrès on compte la consommation responsable, les impacts de la crise financière et le système de commerce mondiale, l'achat public éthique ou l'introduction d'entreprises dans le Commerce Equitable.</p>
Précisions Techniques	En collaboration avec plusieurs partenaires comme le Crédit Coopératif, la Région Nord-Pas-de-Calais, le Ministère des Affaires Etrangères et Européennes, Lille étopole Communauté Urbaine ou le Conseil Général du Nord.
Vérification	http://www.forum-equitable.org/

Fiche N° 104: “Stratégie pour augmenter le Commerce Equitable dans le Festival Tollwood, Munich, Allemagne”

Institution	Service de l'Agenda 21 de Munich
Zone d'action	Niveau local
Période d'action	2007 - 2009
Financement	60% Mairie, 25% partenaires du projet, 10% Etat, 5% autres financements
Objectifs et/ou produits	Durant le Festival culturel “Tollwood”, la mise en vente de produits alimentaires et de boissons et autres articles Commerce Equitable a été approuvée. Ainsi, la consommation de produits issus du Commerce Equitable a été augmentée de 25% en 2009. Les personnes souhaitant vendre leurs produits durant le festival doivent remplir un questionnaire détaillant les produits vendus. Ceux-ci doivent être issus du Commerce Equitable. Les formulaire ayant le plus de réponses positives ont plus de chance d'avoir un emplacement dans le festival. Précédemment, la gastronomie comptait des produits bio. Mais depuis 2009, des produits de Commerce Equitable ont été intégrés, tels que les bananes, le riz, le café, le thé et de vin. Les commerçants d'artisanat doivent assurer que 25% de leurs produits ou matière première sont issus du Commerce Equitable.
Précisions Techniques	L'introduction de principes non seulement écologiques, mais aussi de Commerce Equitable dans un festival culturel ayant une forte fréquentation et ayant un impact international, est une bonne pratique pour promouvoir le Commerce Equitable et sensibiliser la population. C'est également un bon exemple de soutien qu'une Autorité Locale peut avoir sur le développement durable en général. En collaboration avec l'association “Eine Welt Forum München e.V.” et ‘Tollwood GmbH Gesellschaft für Kulturveranstaltungen und Umweltaktivitäten’.
Vérification	http://www.service-eine-welt.de/foerderdatenbank/project-detail.html?project_id=247



Fiche N° 105: “Conférence sur la consommation responsable dans les administrations publiques et les entreprises privées, Madrid, Espagne”

Institution	Mairie de Madrid
Zone d'action	Niveau local
Mode d'action utilisé	-
Période d'action	2007 jusqu'à aujourd'hui
Objectifs et/ou produits	<p>Depuis 3 ans, l'ONG IDEAS organise une conférence sur la consommation responsable adressée aux administrations publiques et entreprises privées. C'est un forum important où les Autorités Locales sont informées et formées sur la consommation responsable et le Commerce Equitable, et également sur comment celles-ci peuvent introduire cette thématique dans le circuit économique de leurs achats. Les objectifs spécifiques sont les suivants:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Approfondir le concept d'achat responsable en intégrant les critères sociaux et de Commerce Equitable; 2. Favoriser le dialogue entre le secteur public et privé pour la mise en pratique de l'achat responsable de manière à ce que tous les intéressés en bénéficie; 3. Augmenter la compétitivité des entreprises d'insertion et entreprise d'économie sociale en tant que fournisseurs de services et de produits responsables; 4. Améliorer la connaissance des alternatives plus durable et des systèmes de certification et de contrôle; 5. Développer les propositions pratiques depuis les entreprises, sociales et publiques pour contribuer aux Objectifs du Millénaire pour le Développement.
Précisions Techniques	En collaboration avec la Mairie de Madrid, Fondation “La Caixa”, Commission Européenne (projet Public Affairs), l'Agence Espagnole de Coopération Internationale au Développement et Triodos Bank.
Vérification	http://www.unican.es/NR/rdonlyres/5DD9EFEC-58BD-4027-87D3-2566F549766A/55589/IIIConferenciaCompraREsponsable.pdf

Fiche N° 106: “Séminaire sur le Commerce Equitable pour les experts d'ONG et autres acteurs du secteur, Varsovie, Pologne”

Institution	Ministère des Affaires Etrangères, ONGs et réseaux
Zone d'action	Niveau national
Mode d'action utilisé	Programme d'aide au développement 2008
Période d'action	2008
Objectifs et/ou produits	<p>Un séminaire/atelier sur le Commerce Equitable a été réalisé pour professionnaliser les activités des ONGs dans le domaine du Commerce Equitable. Face à la situation d'ample diffusion du Commerce Equitable en Pologne, les organisations identifient trois problèmes clés sur le marché polonais:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Manque de cohésion des ONGs du secteur; 2. Manque de stratégie commune qui entraîne un manque structurel; 3. Manque de professionnalisme des personnes participantes. <p>Avec cet événement on cherche à renforcer le réseau des ONGs et à créer la possibilité d'élargir les contacts. De plus, cette initiative a contribué à augmenter la connaissance et le professionnalisme des personnes et à établir l'échange d'information avec les professionnels étrangers du secteur. Enfin, cela a permis d'établir une stratégie commune pour la Pologne à travers l'identification et la création de méthodes pour identifier le segment cible des produits et l'établissement de manuels pour les personnes travaillant dans ce secteur.</p>
Lignes d'action spécifiques	Financé par le Ministère des Affaires Etrangères. Réalisation du projet à la charge de la fondation pour le soutien des initiatives écologiques, réseau “Polish Green” et le groupe “EFTE” Varsovie.
Vérification	http://www.fwie.eco.pl/invitation_ft.pdf

Fiche N° 107: “Projet PICRI – Commerce Equitable, Région Ile-de-France, France”

Institution	Conseil Région de l'Ile-de-France
Zone d'action	Niveau régional
Mode d'action utilisé	Aide financière
Période d'action	2007 - 2009
Valeur en €	150.000 € 50.000 €/ ans
Objectifs et/ou produits	Le projet PICRI – Commerce Equitable fait parti du projet PICRI (Partenariat Institutions Citoyens pour la Recherche et l'Innovation). Son objectif est de promouvoir le Commerce Equitable dans la Région Ile-de-France? Pour se faire, différentes phases ont eu lieu: création d'un répertoire des acteurs du Commerce Equitable de la région, mise en place d'outils pour orienter les promoteurs de projets en Ile-de-France, organisation de rencontre entre les acteurs sur le thème “Communiquer sur le Commerce Equitable”, et l'aide à la constitution d'un groupe de travail pour la “Quinzaine du Commerce Equitable 2009”. L'ambition de ce projet se repose sur l'effort des politiques des collectivités territoriales et Autorités Locales en matière de Commerce Equitable.
Précisions Techniques	Pour établir un PICRI (Partenariat Institutions Citoyens pour la Recherche et l'Innovation) il est nécessaire de réunir au moins une organisation de la société civile et un laboratoire de recherche. Pour ce PICRI, les organismes de soutien sont la PFCE (Plateforme Française du Commerce Equitable – organisation de la société civile), l'IEDES (centre de recherche de l'institut des études sur le développement économique et social) et l'association FairNESS (qui est un réseau de chercheurs sur le Commerce Equitable), tout cela avec le soutien financier du Conseil Régional.
Vérification	http://www.picri-commerce-equitable.fr/

Fiche N° 108: “Cantine scolaire Durable en Catalogne”

Institution	Mairie de Barcelone – Service Environnement, Generalitat de Catalunya – Service Santé et Fundació Futur et Futur Just
Zone d'action	Niveau régional
Mode d'action utilisé	Aide financière et technique
Période d'action	Depuis novembre 2005
Valeur en €	-
Objectifs et/ou produits	Emploi, environnement et engagement envers celui-ci à travers un service d'alimentation sain, ainsi qu'une responsabilité sociale et environnementale. On donne accès à une nourriture bio et issue du Commerce Equitable dans les écoles catalanes (qui représentaient plus de 4000 enfants, professeurs et tuteurs en 2009).
Précisions Techniques	<ul style="list-style-type: none"> • Alimentation saine pour les élèves à base de fruits, riz, légumes (50% de ceux-ci sont issus de cultures bio); • Des pâtes, du coucous, quinoa, épices, sucre et ananas issus du Commerce Equitable sont également servis; • Les produits laitiers proviennent de La Fageda, une coopérative de la Garrotxa qui offre du travail à des personnes en danger d'exclusion sociale; • Effet multiplicateur, les élèves rapportant ces bonnes habitudes alimentaires au sein de leur maison.
Vérification	http://www.reasnet.com/bbpb/54_bbbp08_xes_futur.pdf http://www.futur.cat/esp_menjadors_escolars.htm

6.16 Action dans le cadre du titre “Communes pour le Commerce Equitable – Fairtrade Towns”

Une Commune pour le Commerce Equitable est un modèle de ville qui rapproche les produits issus du Commerce Equitable de sa population via les administrations, commerces, entreprises et le tissu associatif. En 2001, la ville de Gartang en Angleterre a été déclarée la première Commune pour le Commerce Equitable dans le monde.

De plus, la Commission Européenne a mis en avant cette initiative à travers le programme “Communes Européennes pour le Commerce Equitable” qui encourage l’introduction des principes du Commerce Equitable dans la consommation et les achats des administrations, commerces, entreprises et autres institutions publiques et privées. Les critères de base pour qu’une ville obtienne le titre de Commerce pour le Commerce Equitable sont: (i) Voter à la Mairie une résolutions favorable au Commerce Equitable et à la consommation de ce type de produit; (ii) Offrir des produits issus du Commerce Equitable dans les cafés, restaurants et boutiques de la ville; (iii) Engager le secteur privé et les organisations en introduisant ce type de produits dans la consommation interne; (iv) Communication et sensibilisation de la population; (v) Création d’un groupe de travail coordinant le programme.

Fiche N° 109: “Fairtrade Towns” dans les pays du projet

ESPAGNE

Torrelavega	Mairie	Premier institut pour le Commerce Equitable en Espagne, en processus d’obtention du titre Fairtrade Town, distributeur de café équitable.
Laredo	Mairie	Sensibilisation der la population, mise en place de marchés de Commerce Equitable périodique, en processus d’obtention du titre Fairtrade Town.
Bilbao	Mairie	Sensibilisation de la population, septième semaine du Commerce Equitable, en processus d’obtention du titre Fairtrade Town, cette ville a des projets dans le Sud à travers des aides directes aux producteurs.
Saragosse	Mairie	La Mairie promotionne les boutiques de Commerce Equitable de la ville, en processus d’obtention du titre Fairtrade Town.
Mallorque	Mairie	La Mairie promotionne les boutiques de Commerce Equitable de la ville, soutien des volontaires, en processus d’obtention du titre Fairtrade Town.
León	Mairie	En processus d’obtention du titre Fairtrade Town, distributeurs de café Commerce Equitable, promotion du café ommer Equitable auprès des bars, réalisation d’expositions périodiques de Commerce Equitable.
Valladolid	Mairie	Projet de soutien aux boutiques de Commerce Equitable, promotion on line de l’achat de produits issus du Commerce Equitable, en processus d’obtention du titre Fairtrade Town.
Madrid	Mairie	Achat de café, sucre, chocolat, thé et infusions, pour la Mairie (contrat sur 2 ans), en processus d’obtention du titre Fairtrade Town.
Fuenlabrada	Mairie	Mouvement de la Mairie en faveur du Commerce Equitable, en processus d’obtention du titre Fairtrade Town.
Alcobendas	Mairie	Soutien direct à des ONG de Commerce Equitable, promotion de cadeaux de Noël Commerce Equitable, en processus d’obtention du titre Fairtrade Town.
Albacete	Mairie	En processus d’obtention du titre Fairtrade Town.
Torrevieja	Mairie	Achat de matériel sportif Commerce Equitable pour les écolesn marché annuel du Commerce Equitable, en processus d’obtention du titre Fairtrade Town.
Jaén	Mairie	Promotion des boutiques de Commerce Equitable, Université en processus d’obtention du titre Fairtrade Town.
Grenade	Mairie	Soutien aux organisations d’artisanat du Sud, en processus d’obtention du titre Fairtrade Town.

ESPAGNA

Cordoue	Mairie	Première ville espagnole pour le Commerce Equitable, achats publics éthiques, Défilé des Rois Mages ayant des bonbons Commerce Equitable, soutien direct aux organisations de Commerce Equitable, projets dans les pays du Sud.
Casares	Mairie	Campagnes de vente de produits issus du Commerce Equitable, formation des fonctionnaires au Commerce Equitable et thématiques liées.
Málaga	Mairie	Sensibilisation de la population, marchés de Commerce Equitable périodiques, Ville et Université en processus d'obtention du titre Fairtrade Town.
Séville	Mairie	Promotion des boutiques de Commerce Equitable, en processus d'obtention du titre Fairtrade Town.
Puerto Real	Mairie	Accord de la Mairie pour favoriser une politique d'achat public éthique, développement de campagnes d'information auprès la population, célébration de la Journée Mondiale du Commerce Equitable.
Huelva	Mairie	Loi Municipale pour l'Achat Ethique, responsable et durable, formation du groupe de travail pour obtenir le statut de ville pour le Commerce Equitable, campagne d'information et de sensibilisation auprès de la population.

ITALIE

Rome	Mairie	Achat de fruits Commerce Equitable destinés aux écoles publiques vente de café Commerce Equitable dans les distributeurs automatiques.
Florence	Mairie	Organisation de la première célébration du Commerce Equitable en Toscane, les organisation Botteghe del Mondo et l'ONG Ucodep de Arezzo ont participé, engagement d'achat public éthique.
Settimo Torinese	Mairie	Achat de produits issus du Commerce Equitable pour les écoles publiques et orphelinats de la ville.
Modena	Mairie	Création de la Coopérative Chico Mendes pour l'achat de fruits secs de l'Amazonie Brésilienne.
Pozzallo	Mairie	Distribution de panetons issus du Commerce Equitable à Noël pour chaque élève des écoles Municipales. Fairtrade Town.
Valdagno	Mairie	Achat de produits issus du Commerce Equitable pour les écoles publiques et sensibilisation de la population.
Anzola del l'Emilia	Mairie	Campagne "Signaux de Paix 2006" où le Commerce Equitable a été mis en avant, le Maire a participé ainsi que le conseiller de la culture, les représentants de Banca Etica et d'Organisations de Commerce Equitable, Stands gastronomiques, animations et marché Commerce Equitable.
Concorezzo	Mairie	Activité de diffusion à travers le journal municipal, rencontres publiques et marché de Commerce Equitable, projets interculturels dans les écoles et dégustation de produits issus du Commerce Equitable, projet "Concorezzo Bottega del Mondo".
Cremona	Mairie	Sensibilisation dans les jardins d'enfants et écoles primaires, consommation de produits issus du Commerce Equitable dans les institutions publiques, introduction dans les réfectoires scolaires campagnes et initiatives de sensibilisation de la population et des entreprises locales.
Gubbio	Mairie	Célébration Alternative Chocolat, achat de produits issus du Commerce Equitable pour les écoles publiques et sensibilisation de la population.
Foligno	Mairie	Déclarée Fairtrade Town.
Follonica	Mairie	Fairtrade Town, a adhéré à la table provinciale sur la coopération internationale, coordonnant le travail de projets de soutien direct en Amérique Latine.
Formigine	Mairie	Achat de produits issus du Commerce Equitable, chocolat, gâteaux et jus pour les écoles publiques et garderies de la ville.
Genazzano	Mairie	Achat de produits issus du Commerce Equitable, chocolat, gâteaux et jus pour les écoles publiques et garderies de la ville.

La Spezia	Mairie	Produits issus du Commerce Equitable dans les réfectoires scolaires, consommation de produits issus du Commerce Equitable au sein de la Mairie, sensibilisation du personnel de la Mairie, promotion du Commerce Equitable à travers des rencontres et coopération des entreprises locales.
Lavagna	Mairie	Achat de bananes Commerce Equitable pour les réfectoires scolaires (90 kg par semaine), contrat avec une entreprise de restauration spécialisée dans le Commerce Equitable (Zuccherò Amaro) qui organise des célébrations pour les mariages depuis plus de 50 ans.
Padova	Mairie	Achat de produits issus du Commerce Equitable pour les écoles publiques et orphelinats de la ville.
Pieve de Cento	Mairie	Campagne de Noël plus Equitable où se regroupent des initiatives et activités sous les concepts bio, organiques, solidaires, sociaux, équitables, de justice...
Ravenna	Mairie	Collaboration avec des ONG, Supermarchés Coop et organisations de producteurs de Commerce Equitable de APAD à Casamance, au Sénégal pour faciliter l'accès aux marchés.
Rovigo	Mairie	Produits issus du Commerce Equitable dans les réfectoires scolaires, campagnes de sensibilisation auprès de la population et les entreprises locales.
Sestri Levante	Mairie	Bananes et chocolats issus du Commerce Equitable dans les réfectoires scolaires, soutien aux boutiques de Commerce Equitable de Zuccherò Amaro à travers la mise à disposition de salles pour leurs activités et soutien stratégique pour leurs stands d'information et expositions.
Valdagno	Mairie	Résolution de 2007 sur la fourniture de produits issus du Commerce Equitable dans les cantines scolaires, distributeurs de boissons. Promotion du Commerce Equitable dans la région, sensibilisation du personnel et professeurs sur les thèmes liés tels que le droits des travailleurs en collaboration avec l'association Sottosopra.
Vedano al Lambro	Mairie	Produits du Commerce Equitable dans les réfectoires scolaires, campagnes de sensibilisation, consommation de produits issus du Commerce Equitable dans les institutions publiques.
Verbania	Mairie	"Nuit de Fête - 10 ans de Commerce Equitable à Verbania", événement comprenant des débats et informations sur le Commerce Equitable en collaboration avec l'association Sottosopra.
Cremona	Province	Consommation de produits issus du Commerce Equitable dans le restaurant de la Mairie, café Commerce Equitable dans les distributeurs automatiques, agence politique de développement durable social et environnemental, soutien de la consommation responsable, documents d'information pour le personnel de la députation, campagnes de sensibilisation dans les jardins d'enfant et écoles primaires.
Ferrare	Province	Résolution de 2005 pour encourager le Commerce Equitable dans la province grâce aux mesures suivantes: consommation de produits issus du Commerce Equitable dans les entités publiques, café Commerce Equitable dans les distributeurs automatiques, produits issus du Commerce Equitable dans les cantines scolaires, sensibilisation du personnel de la députation.
Gorizia	Province	Résolution de 2007 sur le soutien du Commerce Equitable. Consommation de produits issus de Commerce Equitable dans les institutions publiques, produits issus du Commerce Equitable des distributeurs automatiques, sensibilisation de la population et des entreprises locales, produits issus du Commerce Equitable dans les cantines publiques.
Milan	Province	Résolution de 2003 sur le soutien du Commerce Equitable comme instrument pour le développement, la ville s'est engagée à l'achat public éthique, consommation de produits issus du Commerce Equitable dans les institutions publiques, sensibilisation de son personnel, actions locales pour promouvoir et sensibiliser la population et l'économie locale sur le Commerce Equitable comme des férias, concerts ou ateliers.
Savona	Province	Résolution de 2008 sur le soutien du Commerce Equitable. Les mesures sont l'accès facilité aux produits issus du Commerce Equitable dans les réfectoires scolaires consommation de produits du Commerce Equitable dans les institutions publiques et dans les distributeurs de boissons chaudes, information sur comment acheter des produits Equitables, sensibilisations du personnel public et des entreprises.
Liguria	Région	Loi du Commerce Equitable pour la région, organisation de la célébration annuelle du Commerce Equitable, sensibilisation de la population.

BELGIQUE

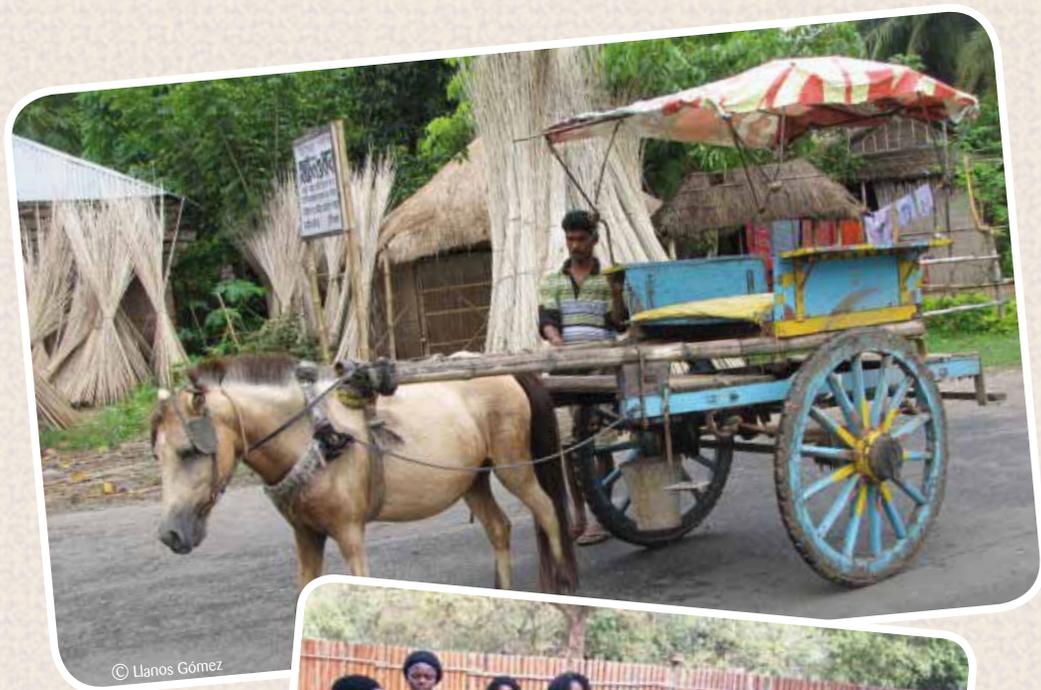
Koksijde	Mairie	Fairtrade Town, 2009 "Fair Trade Walk" en collaboration avec les municipalités de Oostende et Middelkerke.
Middelkerke	Mairie	Fairtrade Town, support d'information sur le Commerce Equitable contenant des photos.
Oostende	Mairie	Fairtrade Town, campagne avec un petit déjeuner pour le personnel de la Mairie pour les informer sur le Commerce Equitable, bar servant des produits Commerce Equitable pendant les événements tels que dimanche de pâques et "Tango dans le Parc".
Brugge	Mairie	Fairtrade Town, Semaine du Commerce Equitable.
Oostkemp	Mairie	Fairtrade Town.
Maldegem	Mairie	Fairtrade Town, Publicité dans la presse locale, fête du "Cadeau Equitable"
Eeklo	Mairie	Fairtrade Town, Marché du Commerce Equitable (stand d'information sur le Commerce Equitable, la consommation responsable et les objectifs du millénaire pour le développement, produits issus du Commerce Equitable), activité "cadeaux durables", participation à "FairTrade@work", nuit de l'information sur le développement durable.
Gent	Mairie	Fairtrade Town, Marché de commerce Equitable, depuis 2000 du café Commerce Equitable est consommé pendant les réunions de la Mairie.
Oosterzele	Mairie	"Petit déjeuner Commerce Equitable" pour le personnel de la Mairie pour informer sur le thème.
Tielt	Mairie	Fairtrade Town, activité pâtissière (la mairie offre un gâteau Commerce Equitable de la ville de Tielt à chaque élève de primaire, la mairie a acheté une réserve de gâteaux pou 3 ans, les magazines de Oxfoam sont publiés, dans la presse locale, sur la page web de la Mairie et dans une conférence de presse), campagne "cadeaux équitables", publication de la campagne Fairtrade Town dans la presse locale, expositions dans la bibliothèque locale, information et discussions, groupe de coordination de la campagne avec des personnes du service de coopération Nord-Sud.
Lichtervelde	Mairie	Fairtrade Town, consommation de jus et café Commerce Equitable pendant les réunions de la Mairie.
Poperingen	Mairie	Fairtrade Town, utilisation de café et jus Commerce Equitable pendant les congrès, dans les bureaux et cafétérias de la Mairie et certains services municipaux, actions locales afin de sensibiliser ("Journée du Commerce Equitable dans le parc).
Leper	Mairie	Fairtrade Town, café Commerce Equitale pour le personnel de la Mairie.
Roeselare	Mairie	Fairtrade Town, dégustation de café et jus pendant les réunions et activités de la Mairie, "équipe éco" au sein de la Mairie afin d'assurer le développement durable de la ville.
Lichtervelde	Mairie	Fairtrade Town, dégustation de café et jus au sein de la Mairie pendant les réunions.
Izegem	Mairie	Fairtrade Town, consommation de café, jus et vins dans la Mairie et pendant ses activités, un cadeau avec des produits issus du Commerce Equitable pour chaque mariage, cérémonie de bienvenue pour tous les nouveaux habitants avec un petit déjeuner Commerce Equitable, activité "petit déjeuner Commerce Equitable", publicités et articles dans la presse locale.
Kuurne	Mairie	Fairtrade Town, engagement de la Mairie a consommer du café et vins Commerce Equitable pendant les réunions et dans les réfectoirs.
Deerlijk	Mairie	Fairtrade Town, concerts av ec des groupes musicaux locaux "LIVE FAIR TRADE".
Kortrijk	Mairie	Fairtrade Town, engagement à consommer des produits issus du Commerce Equitable dans la Députation.
Bruxelles	Mairie	Produits issus du Commerce Equitanle (café, thé, sucre, jus) dans les bâtiments de la Mairie.

Elsene	Mairie	Fairtrade Town, consommation de café et jus Commerce Equitable dans la Mairie, information dans les boutiques sur le Commerce Equitable, campagnes d'information auprès des citoyens, publication dans le journal communal.
Sint-Niklaas	Mairie	Fairtrade Town, atelier pour les professeurs concernant la formation sur la relation entre le Commerce Equitable et le chocolat.
Beveren	Mairie	Fairtrade Town, (engagement de 2005), consommation de café, jus et vin Commerce Equitable dans la Mairie (achat Oxfoam Wereldinkels), sensibilisation du personnel de la Mairie dans le domaine du Commerce Equitable et du développement durable, organisation de journées d'information sur la construction durable et l'introduction du Commerce Equitable, des informations sur le progrès en terme de Commerce Equitable sont publiés dans le journal communal et la campagne de FairTrade Town, dans le groupe de coordination participent des membres de la Mairie.
Schelle	Mairie	Fairtrade Town, publication dans le journal communal et certains journaux locaux, nuits d'information dans la maison paroissiale.
Zwijndrecht	Mairie	Fairtrade Town (engagement de 2005), consommation de café et jus dans la Mairie, chaque mois, un projet de Commerce Equitable est décrit dans le journal communal.
Antwerpen	Mairie	Distributeurs automatiques de café Commerce Equitable, panier garni avec du champagne, des produits locaux, un guide touristique qui fait référence aux produits issus du Commerce Equitable du Sud.
Wijnegem	Mairie	Fairtrade Town, information mensuelle sur le Commerce Equitable dans les journaux communaux, engagement de la ville à investir une partie de ses revenus dans le Commerce Equitable.
Kalmthout	Mairie	Fairtrade Town (engagement de 2006), consommation de café, thé et vin pendant les réceptions et activités publiques de la Mairie, publications dans les journaux communaux, rencontre de plusieurs groupes de coordination organisé par le groupe de coordination de Kalmthout comme exemple de travail en réseau et régional.
Essen	Mairie	Fairtrade Town (engagement de 2007), consommation de café, thé et vins dans la Mairie, cadeaux composés de produits issus du Commerce Equitable durant les mariages, engagement à promouvoir la production durable et la consommation responsable, publications sur la page web de la mairie, sous forme d'article électronique et dans le journal municipal, groupe de coordination pour la campagne de Fairtrade Town et de coopération avec le Sud.
Duffel	Mairie	Fairtrade Town (engagement en 2008), publication dans le journal communal et article électronique, stand d'information.
Mechelen	Mairie	Fairtrade Town (engagement en 2005), consommation de café et jus dans la Mairie et à la cafétéria, publications et articles communaux.
Vilvoorde	Mairie	Fairtrade Town.
Wuustwezel	Mairie	Fairtrade Town, engagement de consommation de café et autres produits issus du Commerce Equitable dans la Mairie et dans les cafétérias, on sert du café, des jus, du vin durant les activités publiques, dans les instituts culturels publics et à la bibliothèque, publications dans le journal communal.
Becht	Mairie	Fairtrade Town, consommation de café et thé Commerce Equitable dans la Mairie, pendant les activités du vin est servi ainsi que des jus Commerce Equitable, un cadeau Commerce Equitable est offert aux couples mariés depuis plus de 50 ans, publication d'articles sur la page web de la ville, présentation pendant le conseil des seniors et conseil de la culture.
Hoogstraten	Mairie	Fairtrade Town (engagement en 2005), dans le plan de coopération au développement, le Commerce Equitable est présenté, un bon pour acheter des produits Commerce Equitable dans les boutiques est offert à chaque nouvel habitant, activité de promotion pour augmenter le nombre de consommateurs, entreprises et initiatives, publications dans le journal communal.
Beerse	Mairie	Fairtrade Town (engagement en 2007).

Turnhout	Mairie	Fairtrade Town, engagement en 2005 et parti du plan stratégique de développement 2006-2008, publications sur le page web, dans la bibliothèque publique se trouve un distributeur de café Commerce Equitable, en 2006 émission dans la radio locale.
Nijlen	Mairie	Fairtrade Town (engagement en 2007), consommation de café et thé Commerce Equitable dans la Mairie, d'autres produits Commerce Equitable sont servis pendant les congrès et réceptions publiques, publications dans le journal communal, journaux locaux et régionaux, couverture dans un émission locale et une radio régionale sur le petit déjeuner équitable pour les jeunes, dans le groupe de coordination participent des membres de la Mairie.
Malle	Mairie	Promotion du Commerce Equitable à travers des articles publiés dans le journal communal, engagement d'achat de café Commerce Equitable, campagne d'information annuelle sur le Commerce Equitable pour les citoyens et des entreprises privées, autres activités pour le Commerce Equitable, "Journée de l'agriculture", "Nuit de danses indigènes", après-midi jeux pour les enfants avec une thématique de Commerce Equitable, planification mensuelle des activités pour promouvoir le Commerce Equitable, dans le groupe de coordination participent des membres de la Mairie.
Zoesel	Mairie	Fairtrade Town, consommation de café et autres produits issus du Commerce Equitable dans la mairie, information de la population à travers le journal communal, la page web communale et des articles électroniques, journée d'information pour les nouveaux habitants, ateliers d'information pour le personnel, dans le groupe de coordination participent des membres de la Mairie.
Kasterlee	Mairie	Fairtrade Town (2006), activité "La table de café Commerce Equitable la plus grande" la jour de la signature de l'engagement, cadeaux Commerce Equitable à des couples mariés récemment, informations sur le progrès dans le domaine du Commerce Equitable dans le journal communal et sur la page web communale, consommation de chocolat et de pan d'épice par le personnel de la Mairie, petit déjeuner Commerce Equitable, participation à "Fair Trade @ Work", envoi de courriers électroniques aux fonctionnaires avec des informations sur le Commerce Equitable.
Lommel	Mairie	Fairtrade Town (engagement en 2005), petit déjeuner pour les entreprises avec des informations sur le Commerce Equitable et son introduction chez les employés, par exemple, cadeaux de Noël composés de produits Commerce Equitable ou achat de produits issus du Commerce Equitable, publications dans la presse locale et le bulletin communal, dans le groupe de coordination participent des membres de la Mairie.
Overpelt	Mairie	Fair Trade Town, consommation de produits issus du Commerce Equitable dans la Mairie et autres institutions publiques, cadeaux composés de produits Commerce Equitable offerts aux nouveaux habitants, publications dans la presse locale et dans le bulletin communal mensuel, engagement à participer à la campagne "clean clothes".
Hamont-Achel	Mairie	Fairtrade Town (engagement en 2006), engagement d'achat de produits issus du Commerce Equitable pour la Mairie, publications dans les moyens de communication locaux.
Mol	Mairie	Fairtrade Town (engagement en 2007), achat de vin dans les boutiques de Commerce Equitable, achat de cadeaux que la Mairie offre pendant les activités des boutiques de Commerce Equitable, nuit de dégustation de vin Commerce Equitable (en collaboration avec le groupe de coopération et les boutiques de Commerce Equitable), Commerce Equitable à travers la presse locale, la page web et les bulletins, annonces sur les activités de Commerce Equitable sur les panneaux de signalisation routiers.
Balen	Mairie	Fairtrade Town (engagement en 2005), consommation de café et jus dans la Mairie, pendant les activités et réceptions, activités "Ronde van 11" (activité commune à 11 municipalités: les familles font un tour de bicyclette, un centre de loisir leur offre un petit déjeuner Commerce Equitable et des jeux pour les enfants, ateliers de Commerce Equitable pour sensibiliser des jeunes), dans le groupe de coordination participent des membres de la Mairie.

Geel	Mairie	Fairtrade Town (engagement envers la consommation responsable en 2005), consommation de produits issus du Commerce Equitable dans la Mairie, pendant les activités et réceptions, engagement envers le développement durable, par exemple achat de papier recyclé ou de bois ayant le label FSC, la Mairie comprend un groupe de personnel et des employés du secteur privé qui réalisent des séminaires et ateliers sur le thème du Commerce Equitable, publication dans le bulletin communal, la presse la radio et la TV locale à propos de différentes activités, dans le groupe de coordination participent des membres de la Mairie.
Herentals	Mairie	Fairtrade Town, consommation de café et thé dans la Mairie, pendant les activités et réceptions, des jus, vins et café Commerce Equitable sont servis, publication dans le bulletin communal, participation à "Fair Trade @ Work".
Vorselaar	Mairie	Fairtrade Town, consommation de café dans la Mairie, cadeau composé de produits issus du Commerce Equitable pour les jeunes mariés.
Nijlen	Mairie	Fairtrade Town (engagement en 2007), consommation de café et thé Commerce Equitable dans la Mairie, vin et autres produits du Commerce Equitable dans les activités et réceptions, le conseil des jeunes distribue des bon d'achat pour acheter des articles dans la boutique de Commerce Equitable, publication dans la presse locale et le bulletin communal, dans le groupe de coordination participent des membres de la Mairie.
Haacht	Mairie	Fairtrade Town, consommation de café, thé, sucre, gâteaux et bonbons dans la Mairie, publications dans la presse locale et communale.
Rotselaar	Mairie	Fairtrade Town (engagement en 2006), consommation de café et de thé Commerce Equitable dans la Mairie, introduction de café Commerce Equitable dans les distributeurs de boissons automatiques présents dans les lieux publics, publication dans le bulletin communal et à la TV locale.
Herent	Mairie	Fairtrade Town (engagement en 2004), la Mairie comprend un groupe interne qui fait la promotion du Commerce Equitable dans la municipalité, informe mensuellement sur les progrès de la campagne dans le bulletin communal.
Leuven	Mairie	Fairtrade Town (engagement en 2005), le ville comprend un réseau de travail faisant la promotion du développement durable à travers la page web où sont publiés les progrès de la campagne, la ville a également participé à la Semaine du Commerce Equitable. Une émission de radio locale encourage les événements, dans le groupe de coordination participent des membres de la Mairie.
Holsbeek	Mairie	Fairtrade Town (engagement en 2006), consommation de café, thé et jus dans la Mairie et activités publiques, le service de la coopération internationale est très actif dans la promotion du Commerce Equitable, développement durable et consommation responsable, publication dans le bulletin communal et la page web communale.
Bierbeek	Mairie	Fairtrade Town, consommation de produits issus du Commerce Equitable dans la Mairie, un livret sur le Commerce Equitable et des produits locaux sont offerts aux nouveaux habitants de la ville, publications régulières dans le bulletin communal.
Boutersem	Mairie	Fairtrade Town, consommation de café, jus et sucre Commerce Equitable dans la Mairie, publication dans le bulletin communal, des membres de la mairie participent au groupe de coordination.
Hoegaarden	Mairie	Fairtrade Town, achat de produits issus du Commerce Equitable pour la consommation au sein de la Mairie et durant les activités, publications dans le bulletin communal et sur la page web.
Westerloo	Mairie	Fairtrade Town, cadeaux composés de produits Commerce Equitable pour les jeunes parents, publications dans le bulletin communal, politique incluse dans l'agenda 21.
Heusen-Zolder	Mairie	Fairtrade Town (engagement en 2005), consommation de café, thé et jus dans la Mairie, publications dans la presse locale et le bulletin communal, des bon d'achat de 25 € sont offerts pour les anniversaires de mariage pour l'achat de produits Commerce Equitable, action: Commerce Equitable dans la journée communal du sport.
Herk-deStad	Mairie	Fairtrade Town (engagement en 2005), publication dans la presse locale, compétence photographique, dans le groupe de coordination, on compte également des membres de la Mairie.

Hasselt	Mairie	Depuis 1995 achat partiel de jus et café Commerce Equitable, depuis 2002 100% de ces achats sont Commerce Equitable, 70% du vin, en 2005 engagement pour obtenir le titre de Fairtrade Town, en 2007 24 membres du conseil communal ont signé un engagement à promouvoir le Commerce Equitable et l'agriculture locale dans les pays du Nord et du Sud en l'introduisant quotidiennement dans les activités des communes, en 2009 stratégie de Commerce Equitable, publications dans le bulletin communal, presse locale et régionale, émissions radio et TV régionales.
Genk	Mairie	Fairtrade Town (engagement en 2009), achat de produits Commerce Equitable pour la consommation dans la Mairie et autres institutions publiques.
Alken	Mairie	Fairtrade Town, des produits Commerce Equitable sont servis durant les réceptions publiques, publications dans le bulletin communal, sur la page web et dans les émissions de TV.
Sint-Truiden	Mairie	Fairtrade Town, consommation de produits de Commerce Equitable dans la Mairie, institutions publiques et réceptions publiques. Action: journée sportive pour les fonctionnaires comprenant un petit déjeuner Commerce Equitable.
Voeren	Mairie	Fairtrade Town, consommation de produits Commerce Equitable, publications dans la presse locale, bulletin communal, page web, des membres de la Mairie participent au groupe de coordination.



Fiche N° 110: “Fairtrade Towns” dans le reste de l’Europe.

<p>Autriche 43 Fairtrade Towns</p> <p>http://fairtrade.at/?thema=unternehmensservice&zo=gemeindeservice&th=gemeindeservice_fairtradegemeinden</p>	<p>Altaussee, Amstette, Bad Aussee, Bad Erlach, Bad Mitterndorf, Baden, St. Leonhard am Forst, Breitenfurt, Enns, Feldbach, Fürstenfeld, Gablitz, Gleisdorf, Grundlsee, Hartkirchen, Josefstadt, Lichtenegg, Lieboch, Liezen, Losenstein, Molln, Mönichkirchen, Mürrzuschlag, Ottendorf, Payerbach, Perchtoldsdorf, Pichl Kainisch, Poysdorf, Purgstall, Rabenstein a.d. Pielach, Rainbach, Retz, Scheibbs, Steinbach/Steyr, St. Valentin, Tauplitz, Tragwein, Ulrichskirchen-Schleinbach, Unterstinkenbrunn, Vienne, Wieden, Waidhofen a.d., Ybbs, Warth, Weiz, Wiener Neustadt</p>
<p>Danemark 2 Fairtrade Towns</p> <p>http://www.fairtrade-maerket.dk/FAIR-TRADE_BY.aspx</p>	<p>Copenhagen, Frederiksberg</p>
<p>Finlande 6 Fairtrade Towns</p> <p>http://www.reilukauppa.fi/index.php?151</p>	<p>Espoo, Joensuu, Lohja, Pori, Tampere, Utajärvi</p>
<p>France 14 Fairtrade Towns</p> <p>http://www.territoires-ce.fr/index.php?post/2008/07/25/Les-territoires-pilotes</p>	<p>Alfortville, Boulogne-Billancourt, Cluses, Dijon, Drancy, Longjumeau, Lyon, Mouans-Sartoux, Nantes, Paris, Région Nord-Pas de Calais, Région Pays de la Loire, Saint-Paul, Tours</p>
<p>Allemagne 22 Fairtrade Towns</p> <p>http://www.fairtrade-towns.de/fairtrade-towns/staedtekte/</p>	<p>Abensberg, Augsburg, Bad Honnef, Castrop-Rauxel, Dinslaken, Dortmund, Hannover, Heidelberg, Herrsching, Marburg, Neumarkt, Neuss, Nordhausen, Nürnberg, Rottenburg am Neckar, Rumbach, Saarbrücken, Sonthofen, Trier, Viernheim, Wesel, Wolfsburg</p>
<p>Irlande 46 Fairtrade Towns (4 en Ulster/42 en Eire)</p> <p>http://www.fairtrade.ie/assets/files/Towns_Map_2010.pdf</p>	<p>Irlanda del Norte (Ulster): Belfast, Dundonald, Newry, Warrenpoint</p> <p>República de Irlanda (Eire): Althone, Ballymun, Baltinglass, Bandon, Bantry, Bray, Carlow, Carrick-on-Suir, Cashel, Castlebar, Clonakilty, Cork, Dublin, Dun Laoghaire, Ennis, Galway, Gort, Greystones, Kilkenny, Kinsale, Leighlin, Limerick, Longfort, Maynooth, Middleton, Mullingar, Nenagh, Newbridge, Portlaoise, Rorscrea, Roscommon, Skibbereen, Sligo, Thurles, Tipperary, Tralee, Tuam, Tubbercurry, Waterford, Westport, Wexford, Youghal</p>
<p>Hollande 7 Fairtrade Towns</p> <p>http://www.fairtradegemeenten.nl/vind/vind-jouw-gemeente.html</p>	<p>Goes, Groningen, Het Bildt, Houten, Meppel, Sittard-Geleen, Vlaardingen</p>
<p>Norvège 25 Fairtrade Towns</p> <p>http://www.maxhavelaar.no/Internett/Fairtrade-kommune/Fairtrade-kommuner/</p>	<p>Asker, Bærum, Bergen, Flora, Hamarøy, Kongsberg, Kragerø, Kvinesdal, Lier, Luster, Moss, Mandal, Namsos, Ørsta, Rælingen, Randaberg, Sandnes, Sauda, Stavanger, Strand, Stord, Suldal, Tysvær, Trondheim, Volda</p>
<p>Suisse 34 Fairtrade Towns</p> <p>http://www.fairtrade.se/cldoc/409.htm</p>	<p>Alingsås, Ängelholm, Avesta, Borås, Botkyrka, Forshaga, Gnosjö, Hallsberg, Hammaro, Haparanda, Jönköping, Kalmar, Karlstad, Kulma, Lemar, Linköping, Ludvika, Lund, Malmö, Märk, Munkfors, Nässjö, Norrköping, Örebro, Piteå, Ronneby, Sigtuna, Söderköping, Söderlälje, Strömstad, Trollhättan, Uddevalla, Vänersborg, Växjö</p>

Royaume Uni
483 Fairtrade Towns

http://www.fairtrade.org.uk/get_involved/campaigns/fairtrade_towns/towns_list.aspx

England : Abingdon, Addlestone, Alcester, Alnwick, Alsager, Altrincham, Andover, Arnside, Arundel, Ashbourne, Ashford, Axbridge, Aylesbury, Baildon, Bakewell, Banbury, Barnstaple, Barrow-in-furness, Basildon & District, Bassetlaw, Bath, Bath & Ne Somerset, Batley And Spen, Beccles, Bedford Borough, Beeston, Berkhamsted, Beverley, Bewdley, Bexhill-on-sea, Bideford, Billericay, Bingley, Birmingham, Bolton, Bourton On Water, Bovey Tracey, Box, Bradford, Bradford-on-avon, Braintree & Witham, Brampton, Bridgnorth, Brighton And Hove, Bristol, Buckingham, Burgess Hill, Burley In Wharfedale, Burnley And Padiham, Burscough, Buxton And Fairfield, Caldbeck And Hesketh, Callington, Cam And Dursley, Cambridge, Canterbury, Carlisle Castle, Cary, Charnwood, Chelmsford, Cherry Burton, Chesham, Chester, Chester-le-street, Chesterfield Borough, Chew Magna, Chichester, Chorlton-cum-hardy, Cirencester, Clitheroe, Coaley, Cockermouth, Colchester, Congleton, Coniston And Torver, Coventry, Crediton, Crowborough, Cumbria, Curdworth, Darley Dale, Darlington, Dawlish, Deal, Derby, Devizes, Devon, Doncaster, Dorchester, Dorking, Dover, Droitwich Spa, Dronfield, Durham, East Grinstead, East Staffordshire, Easton In Gordano, Pill And Ham Green, Eden Valley, Edenbridge, Egremont, Evesham, Exeter, Exmouth, Falmouth, Fareham, Faringdon, Faversham, Felixstowe, Forest Row, Framlingham, Frome, Fylde, Gainsborough, Garstang, Gateshead, Gedling, Glastonbury, Glossopdale, Godalming, Gosforth & Wasdale, Gosport, Grange-over-sands, Great Ayton, Great Torrington, Grove, Guildford, Guisborough, Hadrian's Wall Corridor, Harlow, Harpenden, Harrogate, Hartlepool, Haslemere, Havant, Haworth, Hebden Bridge, Hemel Hempstead, Henley-on-thames, Hereford, Herefordshire, Hertford, Hexham, Highworth, Hinckley & Bosworth, Holme Valley, Hope Valley, Hornsea, Horsham, Horwich, Hull, Huntingdon, Hyndburn, Ilkley, Ipstones And Foxt, Ipswich, Isle Of Man, Isle Of Wight, Ivybridge, Kendal, Kenilworth, Keswick, Keynsham, Kidderminster, Kirkby Lonsdale, Lakes Parish, Lancaster, Leatherhead, Ledbury, Leeds, Leek, Leicester, Leighton Linslade, Leiston-cum-sizewell, Leominster, Letchworth Garden, Lewes, Lichfield, Lingfield & Dormansland, Liverpool, London, London boroughs (Camden, Croydon, Ealing, Enfield, Greenwich, Hackney, Hammersmith & Fulham, Hounslow, Islington, Kingston, Lambeth, Lewisham, Newham, Redbridge, Richmond, Southwark, Sutton, Tower Hamlets, Waltham Forest), Louth, Lowestoft, Ludlow, Lutterworth, Macclesfield, Maidstone, Malmesbury, Malton And Norton, Malvern, Manchester, Market Harborough, Matlock & District, Medway, Melksham, Melton Mowbray, Merton, Middlesbrough, Midsomer Norton, Millom, Milton Keynes, Minehead, Mirfield, Morpeth, Nailsworth, New Mills, Newbury, Newcastle-upon-tyne, Newnham On Severn, Newton Abbot, North Tyneside, Northallerton, Northampton, Norwich, Nottingham, Oadby, Oldham, Otley, Oundle, Oxford, Painswick, Pendle, Penistone, Pershore, Petersfield, Pickering, Plymouth, Pocklington, Portsmouth, Preston, Pulborough, Purbeck, Reading, Ringwood, Ripon, Rochdale, Romsey, Ross On Wye, Rotherham, Royal Leamington Spa, Rushmoor, Rutland, Rye, Salford, Salisbury, Sandbach, Sawtry, Scarborough, Seaford, Sevenoaks, Shaftesbury, Sheffield, Shipley, Shrivensham & Watchfield, Shropshire, Sleaford, Slough, Somerset, South Gloucestershire, South Holland, South Ribble, Southampton, Southwell, St Albans, St Andrews, St Austell, St Davids, St Helens, St Ives, St Neots, Stafford, Stafford Borough, Staffordshire County, Stamford, Stevenage, Stockbridge, Stockport, Stockton-on-tees, Stoke-on-trent, Stokesley, Stourport-on-severn, Stratford-upon-avon, Stroud, Sunderland, Swanage, Swindon, Tadcaster, Tatsfield, Taunton, Tavistock, Teignmouth, Test Valley, Tewkesbury, Thanet, Thornbury, Three Rivers, Tiverton, Todmorden, Torbay, Trafford, Tring, Troon, Trowbridge, Truro, Tunbridge Wells, Uckfield, Ulverston, Vale Royal, Ware, Wareham, Warminster, Warrington, Watford, Wellingborough, Wells, Wells-next-the-sea, Welwyn Hatfield, Weymouth & Portland, Wigan, Wigton, Wimborne Minster, Winchcombe And Greet, Winchester, Windermere & Bowness, Windsor & Maidenhead, Winscombe And Sandford, Wirksworth, Wirral, Wiveliscombe, Wivenhoe, Woking, Wolverhampton, Woodbridge, Woodhall Spa, Worcester, Worthing, Wotton Under Edge, Wyomondham, Yate, Yatton & Claverham, York

Guernsey : Guernsey

Jersey : Jersey

Scotland : Aberdeen, Aberfeldy, Ayr, Ayrshire, Balfour, Balloch, Bishopton, Broadford, Burntisland, Castle, Douglas, Cupar, Dornoch, Dundee, Dunoon, Dunscore, Dunvegan, East Dunbartonshire, East Kilbride, East Renfrewshire, Edinburgh, Ellon, Fair Isle, Fairlie, Falkirk, Falkirk Zone, Glasgow, Hamilton, Inverness, Inverurie, Isle Of Arran, Isle Of Iona, Kilmacolm & Quarriers, Kinross-shire, Largs, Linlithgow, Livingston, Lochgelly, Lochwinnoch, Longniddry, Mid-formartine, Montrose, Motherwell, North Berwick, Oban & District, Paisley, Papa Westray, Peebles & Tweeddale, Perth, Queensferry, Renfrewshire, Shetland Islands, Stirling, Strathaven, Strathblane & Blanefield, Ullapool, Uphall, Westray, Whitburn, Wigtown

Wales : Abergavenny, Abergelge, Aberystwyth, Ammanford, Anglesey, Bangor, Brecon, Bridgend County, Bridgend, Caerphilly, Cardiff, Cardigan, Carmarthen, Carmarthenshire, Chepstow, Colwyn Bay, Conwy, Conwy Town, Cowbridge, Criccieth, Crickhowell, Denbigh, Denbighshire, Dinas Powys, Dyfi Valley, Flintshire, Gwynedd, Haverfordwest, Hay-on-woye, Holywell, Knighton, Lampeter, Llandrindod Wells, Llandudno, Llangefni, Llangollen, Llanidloes, Llantwit Major, Llanwrst, Menai Bridge, Merthyr Tydfil, Merthyr Tydfil County, Milford Haven, Mold, Monmouth, Monmouthshire, Neath, Neath Port Talbot, Newport, Oswestry, Penarth, Porthcawl, Powys, Rhondda Cynon Taff, Rhyl, Swansea City, Usk, Vale Of Glamorgan, Wrexham Town, Wrexham Zone

VII. BIBLIOGRAPHIE

- AYUNTAMIENTO DE CÓRDOBA. (2010): Plan de Paz y Solidaridad 2010-2014. Córdoba.
- CÁMARA OFICIAL DE COMERCIO E INDUSTRIA DE MADRID. (2005): La Guía de Buenas Prácticas Medioambientales. Madrid.
- COMITE DE LAS REGIONES. (2010): Contribución al desarrollo sostenible: el papel del Comercio Justo y de los sistemas no gubernamentales de garantía de la sostenibilidad comercial. Bruselas.
- COMUNE DI PADOVA – INFORMAMBIENTE. (2005): Le buone pratiche in Comune a Padova cose da fare per l'ambiente. Padova.
- COUNCIL OF THE EUROPEAN UNION. (2009): Conclusiones del concejo de Política de Cohesión para el Desarrollo de la Unión Europea. Bruselas.
- EUROPEAN COMMUNITIES. (2006): Partnership Agreement ACP-EC signed in Cotonou. Luxemburgo.
- EUROPEAN ECONOMIC AND SOCIAL COMMITTEE. (2010): Contributing to Sustainable Development: The role of Fair Trade and non-governmental trade-related sustainability assurance schemes. Bruselas.
- EMAÚS FUNDACIÓN SOCIAL Y COORDINADOR ESTATAL DEL COMERCIO JUSTO. (2006): Guía para integrar proyectos productivos en el Comercio Justo. Madrid.
- EMAUS, BAKEAZ, SETEM. (2006): Guía de Comercio Justo para las administraciones públicas vascas. Bilbao.
- FAIRTRADE FOUNDATION. (2009): Local Authorities and Fairtrade. London.
- FUNDACIÓ CARLES PI I SUNYER. (2003): Criterios para detectar buenas prácticas locales. Barcelona.
- ICLEI – GOBIERNOS LOCALES POR LA SOSTENIBILIDAD. (2006): BUY FAIR – Una guía para la compra pública de productos de Comercio Justo. Freiburg.
- ICLEI – GOBIERNOS LOCALES POR LA SOSTENIBILIDAD. (2007): The Procura+ Manual A Guide to Cost-Effective Sustainable Public Procurement. Freiburg.
- LA TENDA DE TOT EL MON. (2010): Guía Práctica para incorporar la compra pública ética en los ayuntamientos. Valencia.
- MOSCHITZ, S. (2004): Guía CARPE de compra responsable. Bruselas.
- OBSERVATORIO PARA LA MEJORA DE LOS SERVICIOS PÚBLICOS, JUNTA DE ANDALUCIA. (2007): Guía metodológica de Buenas Prácticas. Sevilla.
- OBSERVATORIO PARA LA MEJORA DE LOS SERVICIOS PÚBLICOS, JUNTA DE ANDALUCIA. (2008): Anuario Buenas Prácticas 2008. Sevilla.
- OFFICE OF GOVERNMENT COMMERCE. (2008): Guidance on Fair Trade and Public Procurement. London.
- PARLAMENTO EUROPEO. (2005): Resolución del Parlamento Europeo sobre Comercio Justo y desarrollo. Bruselas.
- PARLAMENTO EUROPEO. (2005): Informe sobre comercio justo y desarrollo. Bruselas.
- SETEM. (2009): Comercio Justo y su introducción en las Instituciones Públicas. Madrid.
- TRADE ASSOCIATION FORUM. (2007): Good Practice Guide on Sustainable Consumption & Production for UK Trade Associations. London.
- WORLD FAIR TRADE ORGANIZATION Y FAIRTRADE LABELLING ORGANIZATIONS INTERNATIONAL. (2009): Carta de los principios del Comercio Justo. Bruselas.
- WFTO LATINOAMERICA. (2008): "Mercado Justo". Año III, Nº 7. Areguá, Paraguay

SITIOS WEB CONSULTADOS:

- Agronomes & Vétérinaires San Frontières - www.avsf.org
- Alternativa 3 Comercio Justo - www.alternativa3.com
- Altrocioccolato - www.altrocioccolato.it
- Ayuntamiento de Córdoba - Delegación de Cooperación y Solidaridad - www.cooperacion.ayuncordoba.es
- Ayuntamiento de Granada - www.granada.org
- Ayuntamiento de León - www.aytoleon.es
- Ayuntamiento de Sevilla - www.sevilla.org
- Ayuntamiento de Zaragoza - www.zaragoza.es
- Biblioteca de Córdoba - <http://biblioteca.ayuncordoba.es/index.php>
- Bilbao - Udala Ayuntamiento - www.bilbao.net
- Ca Passe Par Ma Commune (Pasa por mi Comunidad) - www.capasseparmacommune.be
- Canal Solidario - www.canalsolidario.org
- Centro Servizi Volontariato Toscana - www.cesvot.it
- Città de Ferrara - <http://servizi.comune.fe.it>
- Ciudad de Lyon - www.lyon.fr
- Ciudad por el comercio justo - www.ciudadjusta.org
- Comercio Justo en Bilbao - www.comerciojustobilbao.com
- Compra Justa - www.buyfair.org
- Comprar Pública Ética - www.comprapublicaetica.org
- Comune di Alfonsine - www.comune.alfonsine.ra.it
- Comune di Modena - www.modenacooperazione.org
- Cooperació internacional, solidaritat i pau - www.bcn.es
- Coordinadora Estatal de Comercio Justo - www.e-comerciojusto.org
- CSR WeltWeit - <http://www.csr-weltweit.de>
- Demetra - <http://demetra.regione.emilia-romagna.it>
- Diario de Mallorca - <http://www.diariodemallorca.es>
- Dortmund - <http://lokaleagenda.dortmund.de>
- E-Coop. Coop Adriatica - <http://www.adriatica.e-coop.it>
- Educación en Valores - www.educacionenvalores.org
- ERMES Ambiente - www.ermesambiente.it
- Ethical Fashion Show - www.ethicalfashionshow.com
- European Fair Trade Association - www.european-fair-trade-association.org
- European Year 2010 - www.2010againstopoverty.eu
- Fair Kaufen - www.fairkaufennrw.de
- Fair Trade España - www.sellocomerciojusto.org/es
- Fair Trade Schools, Luxembourg - www.transfair-luxembourg.org
- Fair Trade Yorkshire - www.fairtradeyorkshire.org
- Fairtrade - www.fairtrade.ie
- Fairtrade Finland - www.reilukauppa.fi
- Fairtrade Gemeente - www.fairtradegemeenten.nl
- Fairtrade Maerket - www.fairtrade-maerket.dk
- Fairtrade Max Havelaar - <http://www.maxhavelaar.no>
- Fairtrade Österreich - www.fairtrade.at
- Fairtrade Sverige - <http://www.fairtrade.se>
- Fairtrade Towns - www.fairtradetowns.org
- Federación Española de Municipios y Provincias - <http://cooperacion.femp.es>
- Felcos Umbria - www.felcos.it
- Financiación Ética y Solidaria - www.fets.org
- Fondo Provinciale Milanese per la Cooperazione Internazionale - www.cooperazionemilanese.org/fpm
- Fonds Européen Agricole - <http://feader.rhone-alpes.agriculture.gouv.fr>
- Forum national du commerce équitable - www.forum-equitable.org
- Forward Scotland - www.sustainablescotland.net
- Fundació Futur - www.futur.cat
- Fundacja Wspierania Inicjatyw Ekologicznych - www.fwie.eco.pl
- Gobierno del Principado de Asturias - www.asturias.es
- Hauts de Seine - www.hauts-de-seine.net
- ICLEI Europe - Local Government for Sustainability - www.iclei-europe.org
- IFZ Graz - www.ifz.tugraz.at
- Informations Actualités Essonne: Conseil général de l'Essonne - www.essonne.fr
- Inovalée, technopole de l'innovation durable - www.inovallee.com
- Irish Aid - Department of Foreign Affairs - www.irishaid.gov.ie

- Koopera Merkatua - Red Social Gizarte Sarea - www.koopera.org
- La Rebelión de los Productos - www.larebeliondelosproductos.org
- Landesanstalt für Umwelt, Messungen und Naturschutz - www.lubw.baden-wuerttemberg.de
- Municipalité de Figuiç - www.ville-figuig.info
- Neuss Amrhen - www.neuss.de
- Objetivos de desarrollo del Milenio de la ONU - www.un.org/spanish/millenniumgoals
- Oikos - Cooperação e desenvolvimento - www.oikos.pt
- Padova Net - Rete Civica di Padova - www.padovanet.it
- PICRI Commerce Equitable - www.picri-commerce-equitable.fr
- Plate-Forme pour le Commerce Équitable - www.commerceequitable.org
- Portal de Economía Solidaria - www.economiasolidaria.com
- Proclade Fundación - <http://issuu.com/proclade>
- Pueblos Nativos - <http://pueblosnativos.eu>
- Puerto Real Web - www.puertorealweb.es
- Red Calea - www.redcalea.org
- Red de Comercio Justo y Consumo Responsable de Castilla - www.comerciojustoclm.org
- Región Aquitaine - Europe Internacional - <http://europe-international.aquitaine.fr>
- Región de Liguria - www.regione.liguria.it
- Rete di Economia Solidale - www.retecosol.org
- Rigas - www.rimingas.org
- Salon des Solidarités - www.salondessolidarites.org
- Scottish Fair Trade Forum - www.scottishfairtradeforum.org.uk
- Scottish Social Services - www.sssc.uk.com
- SECO - www.seco-cooperation.admin.ch
- Servicestelle Kommunen in der Einen Welt - www.service-eine-welt.de
- SETEM - madrid.setem.org
- Sozialstandards, Arbeitswelten, Unternehmensaudit - www.fairhuman.com
- Stad Gent - www.gent.be
- Südwind NOE Süd - www.suedwind-noesued.at
- Swiss Peace Foundation - www.swisspeace.ch
- Territoires de commerce équitable - www.territoires-ce.fr
- Trade for Development Centre - www.befair.be
- Triodos Bank - www.triodos.com
- Universidad de Cantabria - www.unican.es
- Védegylet Egyesület - Protect the Future - www.vedegylet.hu
- Welt e.V. - www.faire-metropole-ruhr.de
- Werk be - startpunt voor werk en sociale economic - <http://www.werk.be>
- Welcome in Bad Säckingen - www.bad-saeckingen.de
- World Fair Trade Organization - www.wfto.com
- World Fair Trade Organization Europe - www.wfto-europe.org
- World Fair Trade Organization Latin America - www.wfto-la.org

